

Kenya : les limites de la démocratie

UNE fois de plus, un régime africain autocratique devrait être légitimé par les urnes. Bien que les résultats ne soient pas définitifs, il paraît acquis que le chef de l'Etat kenyan, M. Daniel arap Moi, au pouvoir depuis 1978, a remporté - à la majorité relative - l'élection présidentielle du 29 décembre, et il est probable que l'ancien parti unique sera majoritaire au Parlement après le scrutin législatif organisé le même jour.

Comme ailleurs, tous les responsables de l'opposition criant à la fraude. Les irrégularités ont, certes, été nombreuses, que ce soit au moment du vote ou lors du dépouillement. Mais comment faire la part des erreurs administratives - inévitables dans un pays en voie de développement - et la trépidante débauche de fraude ? Une fois de plus en pareille circonstance, les observateurs étrangers chargés de veiller au bon déroulement du processus, se trouvent dans l'embarras : en dénonçant des fraudes, ils risquent de contribuer à un soulèvement populaire ; en les ignorant, ils cautionnent un régime qui n'a évidemment reculé devant rien pour rester aux commandes. Aussi ont-ils décidé de laisser aux Kenyans le choix de dire s'ils s'estiment abusés.

C'EST avec un bel ensemble que les leaders de l'opposition contestent la victoire de M. arap Moi et réclament l'organisation de nouvelles élections. Eussent-ils pensé plus tôt à s'unir, le président sortant n'aurait pas été élu : les trois grands candidats de l'opposition totalisent bien plus de suffrages que M. arap Moi. Mais, ignorant la leçon qu'elle aurait pu tirer de bien d'autres scrutins en Afrique, l'opposition a refusé de passer outre ses divisions. Là comme ailleurs, l'inexpérience et les ambitions personnelles caractérisent l'attitude des candidats au pouvoir.

Quoi qu'il en soit, le Kenya rejoint la « club » des régimes « forts » peuvent désormais se prévaloir de la légitimité populaire. Au Cameroun, en octobre, le président Paul Biya avait été réélu au terme d'un scrutin plus que contestable. Deux ans auparavant, en Côte-d'Ivoire, les fraudes qui avaient entaché la réélection de M. Félix Houphouët-Boigny, dans une moindre mesure, n'avaient, allée n'ont plus, échappé à personne.

DANS ces conditions, on comprend l'impétuosité du général Gnassingbé Eyadéma de voir les Togolais se rendre eux-mêmes : les coups de force n'étant plus admis par le communisme international, la victoire électorale, au besoin arrachée aux urnes, est devenue une obligation sur le continent.

Si M. arap Moi avait admis le multipartisme, il y a un an, c'est uniquement sous la pression des bailleurs de fonds étrangers, qui avaient suspendu leur aide en attendant des réformes démocratiques. La communauté internationale devrait désormais s'estimer satisfaite : des élections pluralistes ont eu lieu, l'opposition va faire son entrée au Parlement. Reste à savoir comment les ambassades occidentales à Nairobi vont réagir à la dénonciation des irrégularités. Il est probable qu'elles s'en accommoderont. La France, au tout cas, qui a félicité M. Biya pour sa réélection, n'aura guère de leçon à donner en la matière.

Lire page 18
l'article de JEAN HÉLÈNE

M0146 - 0103 0 - 7.00 F



La conférence de Genève et les derniers entretiens du président américain

Ultime tentative pour éviter une action militaire dans l'ex-Yougoslavie

Le président George Bush devait rencontrer, dimanche 3 janvier dans l'après-midi, lors d'une escale à Paris, le président François Mitterrand pour des entretiens qui devaient porter notamment sur le conflit yougoslave, au lendemain de la reprise, samedi à Genève, des négociations de paix entre les belligérants,

ultime tentative en vue d'un règlement négocié. Le chef de l'Etat français avait demandé à rencontrer M. Bush avant la fin du mandat de ce dernier. Le président de la Commission européenne, M. Delors, a pour sa part évoqué vendredi le danger de voir la Russie refuser de suivre l'Occident dans la crise yougoslave.

« Faire le ménage » dans le ciel bosniaque

par Jacques Isnard

Si les Nations unies donnaient leur accord - ce qui n'est pas encore acquis - à des actions de force pour faire respecter par les Serbes l'interdiction de survol de la Bosnie, l'opération militaire qui serait montée pourrait rappeler, par maints aspects, celle qui fut organisée du temps de la guerre du Golfe lorsqu'il s'est agi, dans une première étape, de marquer la volonté des coalisés anti-irakiens de protéger le Koweït par des raids uniquement aériens. A savoir un partage de fait du travail entre les pays participants, les uns assurant la police de l'espace aérien au-dessus de la Bosnie, les autres étant prêts à des actions de frappe plus en profondeur sur des objectifs serbes (comme les pistes d'aviation, les pièces d'artillerie sol-air et batteries de missiles anti-aériens).

Une telle opération, si elle est retenue, est relativement compliquée à mettre sur pied, en raison de la coordination de tous les instants qu'elle requiert, et elle ne peut engager que des commandements interalliés du type de ceux de l'OTAN ou constitués en cellules ad hoc sur leur modèle. L'ONU n'a pas en propre de tels moyens. Mais l'avantage d'un tel dispositif est que chaque pays participant s'occupe de la mission qu'il a choisi de mener, selon sa perception de la situation dans la région et l'outil militaire qu'il est en mesure de déployer.

Les Français, les Britanniques et les Américains - pour ne citer que les trois partenaires principaux - peuvent, dans ces conditions, installer sur des bases de l'OTAN, en Italie et en Sicile, des avions ravitailleurs, des avions-radar et des avions de défense aérienne, de la catégorie du Mirage 2000 DA

pour la France. Un déploiement de la sorte est d'ores et déjà planifié.

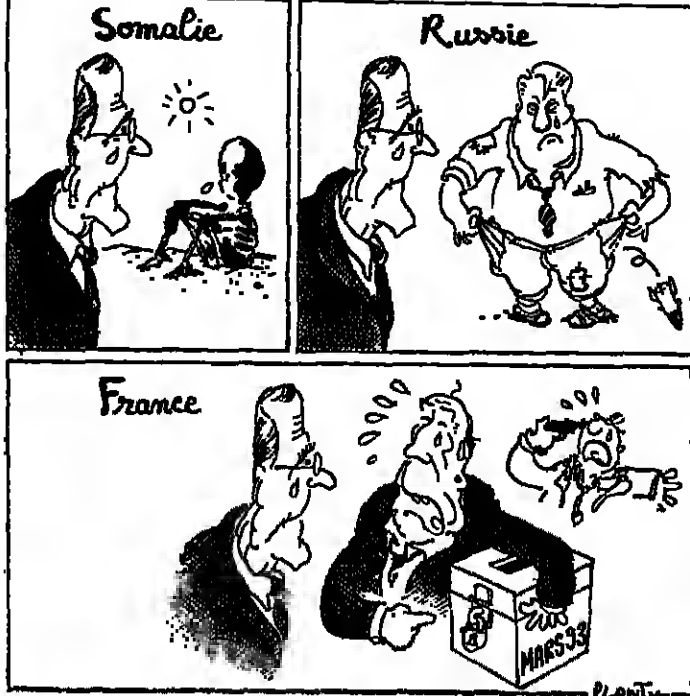
Il suppose - ce qui a été discuté dans des instances de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) - que des avions-radar soient placés « en hippodrome » (les AWACS effectuent un circuit sur eux-mêmes, qui a l'allure d'un hippodrome, pour la surveillance du ciel) du côté de l'Adriatique et du côté de la Hongrie avec, au besoin, la garantie d'une protection de Mig hongrois dont le principe est acquis et a même été annoncé (le Monde du 3 décembre 1992).

Pour une telle tâche, qui consiste à « faire le ménage » dans le ciel bosniaque, les trois pays concernés ont souhaité que des Etats européens, ou autres, les rejoignent.

Lire la suite
et nos informations page 4

MM. Eltsine et Bush signent le traité START 2

Après sa visite en Somalie, le président George Bush s'est envolé pour Moscou, où il doit signer au Kremlin, avec M. Boris Eltsine, dimanche 3 janvier, la traité de désarmement START 2, considéré par les deux parties comme « le plus grand accord de désarmement de l'histoire ». Cette dernière rencontre entre les deux présidents a été préparée dans une grande confusion.



Lire nos informations pages 3 et 18

Le timide réveil du Laos

Vientiane poursuit à son rythme - lent - sa politique d'ouverture économique

VIENTIANE

de notre envoyé spécial

« Le seul avenir de ce pays est de devenir, dans dix ou vingt ans, un trait d'union entre ses puissants voisins tout en évitant de se laisser absorber. » Ce jugement d'un diplomate occidental est visiblement partagé par le Parti communiste laotien. Amorçé en 1986, l'ouverture sur le reste du

monde et les réformes se poursuivent au Laos sans la moindre précipitation. Prendre son temps semble y offrir le meilleur gage de stabilité.

L'ancien protectorat français n'est pas seulement géré, depuis 1975, par des communistes incapables d'imaginer un partage de leur pouvoir d'autorité plus opaque qu'ils ont vécu, pendant trente ans, dans une semi-clan-

destinée. Enclavé, sous-peuplé - moins de dix-huit habitants par kilomètre carré - pauvre parmi les pauvres, aux populations si diverses, ce pays affiche aussi une méfiance de montagnard face à la puissance de la Chine, à la pression démographique du Vietnam et à l'agressivité commerciale de la Thaïlande. Les idées d'aménagement ne manquent pas. A l'heure actuelle, une partie

du commerce entre la Chine et la Thaïlande se fait sur les quelque 200 kilomètres du Mékong, le long de la frontière birmane. Entre autres choses, de trois à quatre cents voitures japonaises sont ainsi exportées chaque mois de Chiang-Khong, en Thaïlande, vers le sud de la Chine.

JEAN-CLAUDE POMONTI
Lire la suite page 5

M. René Monory invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. René Monory, président du Sénat, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 3 janvier à 18 h 30.

■ Devises et or ■ Marché monétaire et obligataire ■ Marché international des capitaux ■ Matières premières.

Page 17

Le sommaire complet se trouve page 18

Le Monde de l'éducation

EXCLUSIF

CAHIER SPÉCIAL
LES RÉSULTATS DU BAC 92

Public, privé, tous les résultats du bac section par section. Avec un guide sur 2 200 lycées : les langues enseignées, les options, les classes préparatoires.

● ENQUÊTE : L'EUROPE DE L'ÉCOLE

Douze questions pour comprendre ce qui va changer avec l'Acte unique : langues, rythmes scolaires, public-privé, formation professionnelle, examens, accès à l'université...

■ REPORTAGE :

L'INTERNAT, JOUR ET NUIT AU LYCÉE ? Pour tout savoir sur un mode d'hébergement encore et toujours indispensable à certains.

● SONDAGE :

LE BAROMÈTRE DES 15-24 ANS, LES JEUNES JUGENT LES HOMMES POLITIQUES Quelle image ont-ils des partis ? Quels sont leurs leaders préférés ?

NUMÉRO DE JANVIER 1993 - 35 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le piège des « acquis sociaux »

M. Mitterrand soupçonne la droite de menacer la politique sociale mais la future majorité sera jugée sur le chômage

par Jean-Michel Normand

Dans son message du 31 décembre, M. François Mitterrand a clairement laissé paraître ce qui devrait être l'un des éléments essentiels de sa stratégie après les élections législatives de mars : faire de la défense des « acquis sociaux » la principale ligne de fracture entre un président de la République socialiste et une majorité parlementaire de droite.

Le chef de l'Etat a un bonc mémoire. Il n'oublie pas qu'entre 1985 et 1988, ce positionnement sur la scène politique ne lui avait pas si mal réussi. Pourtant, ce plan de bataille - déjà esquissé au cours des dernières semaines par plusieurs dirigeants socialistes qui reprennent le slogan « Au secours, la droite revient » - sera plus difficile à mettre en œuvre en 1993. En six ans, la société française a changé et, avec désormais trois

milliards de chômeurs, la définition des « acquis sociaux » n'est plus tout à fait la même.

« J'espère que personne ne songe à s'attaquer à nos acquis sociaux », ferme la formule utilisée jeudi par le président évite le piège d'un procès d'intention trop direct à ses adversaires. Il est vrai que l'actuelle opposition a prudemment évité de s'aventurer sur le terrain miné des promesses électorales. Instruite par l'expérience, elle n'a pas renoué avec les

vérités ultra-libérales mises en avant par certains de ses représentants en 1986. Et revanche, le gouvernement de l'après-mars ne pourra se complaire dans l'immobilisme. Il lui faudra prendre certains risques.

Si elle ne manque aucune occasion de verser au débit des socialistes la détérioration de la situation de l'emploi, la droite paraît tout aussi désarmée devant le monté du chômage.

Lire la suite page 15

Les budgets des régions

De longues séances ont permis aux conseils régionaux de définir des budgets prévisionnels qui demeurent modestes comparés à l'ensemble des dépenses locales.

■ Marseille à la recherche d'alliances ■ Valenciennes : leurs au fond du puits.

Pages 7 à 10

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 208.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Télax : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
630 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourme, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourme
Directeur général : Michel Cras
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis
Isabelle Tsalikis
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télax : MONDIPUB 634 128 F
Télécopieur : 46-62-72-11. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Imprimerie
du « Monde »
12, rue St-Guibert
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0193-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et
Index du Monde au (1) 40-65-28-33

Réproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

| | FRANCE | SUISSE BELGIQUE LUXEM- BURG AUTRES PAYS | Autres Pays |
|--------|--------|--|----------------|
| 3 mois | 59 F | 57 F | 79 F |
| 6 mois | 103 F | 113 F | 159 F |
| 1 an | 199 F | 206 F | 298 F |

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vous abonner
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Envoyez avec l'obligation d'ordre sous les
nommes propres en cas d'impression.

PP Paris RP 231 MD 02

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourme : gérant
directeur de la publication
Bruno Freppet
directeur de la rédaction
Jacques Guin
directeur du service
Henri Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef
Jean-Marie Colombani
Robert Bou
(adjoint au directeur
de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amélie
Thomas Fornet
Philippe Herremans
Jacques-François Simon

Daniel Varner
(directeur
des relations internationales)

Autres directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Faure (1989-1992)
André Laurendeau (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

DATES

Il y a cent vingt-cinq ans

L'entrée du Japon dans l'ère Meiji

par Michel Vié

MEIJI est une période célèbre
(1868-1912) dont aueuo
anniversaire ne permet de
commémorer le début.

Tous les Japonais savent que pen-
dant ce presque demi-siècle leur pays
est devenu une grande puissance, et
que société, Etat, culture et écono-
mie ont été radicalement transfor-
més. La modernisation de Meiji est
connue partout. Sans doute savent-
ils aussi que, pour la première fois
dans l'histoire de leur calendrier, le
nom d'une ère, généralement choisi
sans qu'un principe en limite
d'avance la durée (six siècles sont
cédés entre 1848 et 1865), a été
étendu au règne entier d'un empe-
reur (tenno), afin de souligner la cen-
tralité de celui-ci, et qu'il lui sert
désormais de nom posthume. De
sorte qu'aussi bien que d'une ère
Meiji, il est permis de parler d'un
empereur Meiji (Meiji tenno), quoi-
que le nouveau système de calen-
drier n'ait été introduit qu'en octo-
bre 1868, bico après l'entrée en
fonctions du souverain (février
1867).

Certes, d'autres images encore
peuvent ranimer le souvenir de l'an-
née 1868. Toutes se réfèrent à l'or-
dre politique et à ses symboles géo-
graphiques. Il s'y déroule ce effet
une guerre civile qui présente les
aspects de la mort d'un ancien
régime.

A la tête du Japon depuis plus de
deux cent cinquante ans, se trouve à
Kyoto un tenno qui ne gouverne
pas ; à Edo un shogun qui maintient
la paix publique ; dans certaines par-
ties de l'espace provincial, des
princes autonomes, les daimyo. Pri-
sonnier transcendantal dans le palais
où il vit, le premier, entouré d'une
noblesse immémoriale, est la source
de la légitimité. Dans le château
d'Edo, autour duquel s'est formé une
ville déjà imposante à l'échelle mon-
diale, le deuxième remplit son rôle à
l'aide du bakufu, organisme gouverne-
mental et administratif d'origine
militaire. Pour leur part, les daimyo
sont, sur des territoires de dimension
et de richesse fort variables, pas tou-
jours, en outre, d'un seul tenant,
pourvus de tous les signes et des
éléments constitutifs d'un Etat.
Mais, dans ce système complexe, de
gouvernement central vrai, point,
quoique le sentiment d'une unité
éthique soit d'une exceptionnelle
intensité dans toutes les composantes
de l'élite. Depuis longtemps la dualité
tenno/shogun attire l'attention
des voyageurs occidentaux, qui par-
fois la comparent à la relation entre
le pape et l'empereur dans la chré-
tienté. Entre les diverses institutions
— plus anciennes elles-mêmes que
l'époque d'Edo — le temps, dans un
sens, presque figé, attire l'attention
des voyageurs occidentaux, qui par-
fois la comparent à la relation entre
le pape et l'empereur dans la chré-
tienté. Entre les diverses institutions
— plus anciennes elles-mêmes que
l'époque d'Edo — le temps, dans un
sens, presque figé, attire l'attention
des voyageurs occidentaux, qui par-
fois la comparent à la relation entre
le pape et l'empereur dans la chré-
tienté.

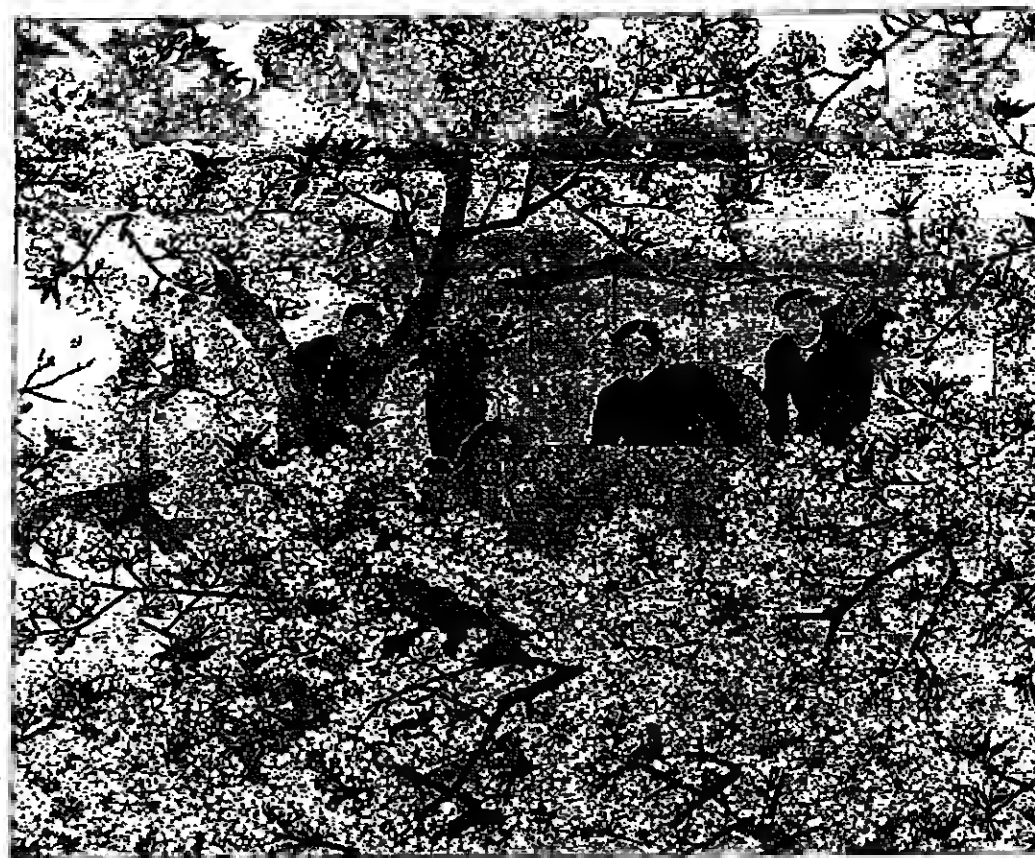
Un bouleversement décisif
mais limité

Les guerriers — plusieurs centaines
de milliers, popularisés sous le nom
de « samurai » — encadraient, à la fois
pléthoriques, polyvalents et souvent
compétents, la société, et sont par-
tout présents sans faire la guerre, de
sorte que le Japon connaît, depuis le
dix-huitième siècle surtout, une pre-
mière modernisation en milieu clos,
économique et culturelle, où les
questions de légitimité et de pouvoir
attirent la réflexion.

Or l'année 1868, si les autonomies
provinciales persistent, la dualité
tenno/shogun disparaît. C'est ce bou-
leversement décisif mais limité qui
indique le début de la période Meiji.
Mais il s'agit plus d'une mort — celle
d'une des pièces maîtresses du sys-
tème, le bakufu — que d'une nais-
sance.

Les événements de l'année 1868
soulignent les moments de cette
définition, qui n'est pas sans ressem-
bler à une imposition.

Le 3 janvier, au palais impérial, à
Kyoto, sont proclamés et l'abolition
du shogunat et le retour aux temps
anciens du gouvernement par le
tenno, concept que l'on traduit par
l'idée de restauration. Ce coup
d'Etat est suivi, le 6 janvier, par un
abandon sans combat de Kyoto par
l'ex-shogun, Tokugawa Yoshinobu,
qui se réfugie à Osaka. Puis par les
petites batailles de Toba et de Fushimi,
à la fin du mois, lorsque les
forces du bakufu tentent de rentrer
dans Kyoto et voient leur chemin
baré par les armées — deux fois
moins nombreuses, mais mieux équi-
pées — des deux grandes principautés
du Sud-Ouest, Choshu et surtout
Satsuma, qui, sous le commande-
ment de Saigō Takamori, soutien-
nent le nouveau pouvoir du coup
d'Etat. La défaite des forces shogu-
nales provoque leur désagrégation, et
Yoshinobu se retire sans autre résis-
tance à Edo. La victoire, en
revanche, fait des troupes hostiles au
bakufu une armée impériale, lui
conférant ainsi une légitimité. Ines-
capable de rétablir la situation, Yoshi-
nobu négocie finalement la capitula-



L'empereur Meiji regarde les carlistes en fleur au cours des premières années de son règne
(détail, in « Le Japon en transition », ministère des affaires étrangères).

tion du château d'Edo, le 3 mai, et
se constitue prisonnier. D'autres
combats ont lieu entre ses partisans,
traités en rebelles, et l'armée impé-
riale, qui ne parvient à contrôler
définitivement Edo que le 4 juillet,
et les provinces du Nord aux
approches de l'hiver.

L'ordre au cœur
de la légitimité

En octobre, l'empereur entre à son
tour dans Edo, dont le château
devient palais impérial. C'est avant
son départ pour ce voyage que le
nom de l'ère, « Meiji », est choisi
dans d'anciens textes éblouissants
qui traitent de la vertu des souverains,
donc oulement d'une éternelle
ouverture aux idées étrangères.

Tel peut être le résumé de la dis-
parition du shogunat, qui laisse le
champ libre à un pouvoir central
nouveau autour du seul tenno. Mais
il s'agit aussi d'une simplification
d'autant plus dangereuse qu'ancien-
des événements méconnus ont eu
en lui-même assez décisif pour avoir
donné lieu à un anniversaire. Si les
historiens ont fait choix du coup
d'Etat du 3 janvier, c'est par le rai-
sonnement, non pour son impact sur
l'imaginaire.

Ce qui soulève le problème du
rapport entre des événements de peu
de relief et l'ampleur des transforma-
tions de Meiji. Il peut paraître évi-
dent de tier en France la prise de la
Bastille et la marche de la liberté.
Mais cette sorte de conjonction entre

le déroulement d'une journée histori-
que — qui répond à la question :
comment ? — et l'action des forces
profondes — son pourquoi — ne s'im-
pose pas dans le Japon de 1868. Un
éclairage négatif qui fait ressortir les
hésitations, les hasards, parfois les
lieux, mais aussi la limite réelle
des enjeux, à son utilité.

C'est que la société japonaise est
alors forte de certitudes qui enca-
drent ses doutes. Il y a une lutte
pour le pouvoir, non pour les fonde-
ments de la légitimité, non plus pour
la manière d'affronter la menace
étrangère. Les masses citadines ou
rurales, malgré les troubles sociaux,
ont toujours pas le monopole politi-
que de l'élite. Crise d'autorité, sans
doute, mais sur fond d'accord. Au
point qu'on peut se demander si le
Japon eût été différent en cas de
victoire du bakufu.

Et cette année-là, le grand pro-
blème est de résister aux Etats de
l'Occident, qui, comme la Chine
jadis, offrent l'avantage de proposer
des modèles de civilisation où les
modèles de puissance sociale,
d'autorité pas le monopole politi-
que de l'élite. Crise d'autorité, sans
doute, mais sur fond d'accord. Au
point qu'on peut se demander si le
Japon eût été différent en cas de
victoire du bakufu.

le pays riche et son armée forte — est
connue et pratiquée localement.
Mais seul un Etat-nation peut réali-
ser ce programme. Or, si la légi-
mité est toute trouvée, dans la
dynastie impériale surtout, en termes
de pouvoir, ses implications ne sont
pas claires : multiples donc sont les
formules proposées, et nombreux les
candidats.

L'ordre, le contraire de la barba-
rie, est au cœur de la légitimité. Il
fait prévaloir l'harmonie dans la bi-
marche existante grâce non pas à la
coercition, mais à l'éducation. Parce
que le pouvoir comporte toujours
une part résiduelle de violence, la
légitimité est d'autant plus forte
qu'elle est distincte du pouvoir, il est
d'essence essentielle, pour servir de
modèle, le tenno soit loin du gouver-
nement.

L'orthodoxie
de l'efficacité

Toutefois, moitié pétrifiée par
peur de la guerre civile, le Japon
d'Edo a identifié l'ordre à la rigidité.
La menace étrangère et les troubles
qu'elle suscite demandent au
contraire un recours aux aspects plus
dynamiques de la même légitimité :
d'un côté, la promotion des
« hommes de talent », pour le ser-
vice du pays, non par utopie éga-
itaire, mais en introduisant la mobi-
lité dans une élite où dominait la
naissance ; d'un autre côté, la redé-
couverture de la dimension transhis-
torique du tenno. Comme ailleurs,

l'histoire au Japon est faite d'une
succession de régimes qui, chacun en
son temps, eurent leur efficacité.
Mais ces changements sont inclus
dans une continuité qui symbolise la
dynastie impériale, qui, de ce fait,
peut être aussi bien une force de
conservation, si l'ordre en place est
satisfaisant, qu'un levier révolution-
naire, s'il ne l'est plus. Comme un
fondamentalisme, ce recours permet
d'affronter le présent, mais l'ortho-
doxie qu'il introduit est celle de l'ef-
ficacité. Il est vrai que surgit alors
une difficulté que supprime l'iden-
tification du souverain à un concept
vivant, rituellement inséparable : sa réalité
individuelle, donc sa volonté propre.
On sait en 1868, dans le cercle res-
treint de la cour, que l'empereur
Kamei, le père de Meiji tenno, était
hostile à ceux qui se disaient ses
partisans, et favorable au bakufu. La
seule fidélité peut ne pas suffire à
résoudre le caractère ambigu de la
volonté impériale.

L'organisation des pouvoirs est
loin de ce stade d'élaboration parce
que, dans l'élite, tous les clivages se
renouvellent à jouer, brisant partout les
chaînes de commandement : entre
les très nombreuses catégories de
samurai, entre vainqueurs et vaincus
de guerres antérieures à l'époque
d'Edo, entre les princes Tokugawa,
dont le shogun est toujours issu, et le
bakufu, monopolisé par des vassaux
de moindre calibre. L'éclatement
l'emporte d'autant plus sur les
regroupements qu'il se produit une
disjonction fréquente entre respect
formel de la hiérarchie et obéissance.
Ni le shogun ni les daimyo ne
contrôlent leurs troupes. Les déci-
sions, souvent, ne sont pas les pro-
priétés des.

Deux réorganisations, contraires
sont préparées en 1867, ont une
projet plus ancien, mais vague, de
fédération de tous les daimyo. Le
plus moderne, conçu par l'entourage
le plus radical du shogun, vise à
sauver le bakufu en éliminant de son
organisation tous les vestiges de la
féodalité : les autonomies locales et
les statuts héréditaires du personnel.
Il aboutit, en fait, à méconterner ses
propres partisans et à épouvanter ses
adversaires potentiels, les grands dai-
myo du Sud-Ouest. Satsuma et
Choshu, jusqu'alors divisés, s'allient
pour défendre leur existence et
détruire le bakufu, de manière à
faire rentrer le shogun dans le rang
commun des daimyo. Condition
qu'ils présentent comme nécessaire à
la création d'un nouveau pouvoir
central, incompatible et également
destructeur de l'ordre existant, ces
plans donnent leur cohérence aux
deux camps qui s'affrontent à partir
du 3 janvier 1868 et sont à l'origine
directe de la guerre civile. Avec un
égal besoin de la légitimité impé-
riale, aucun de ces camps ne se bat
pour l'ancien régime.

Termine en janvier 1869, sauf à
Yezo (Hokkaido), la destruction du
bakufu coûte dix mille morts : une
« violence limitée » vu les normes de
l'histoire universelle. Son côté nova-
teur est consacré dans l'usage expé-
rimental de la légitimité que les évé-
nements de 1868 construisent peu à
peu. Pour parler au nom de la
volonté impériale, il faut tout
d'abord respecter les apparences.
Donc prouver une proximité physi-
que avec le souverain, empêcher les
ennemis de communiquer avec lui.
A l'aube du 3 janvier, les forces du
coup d'Etat occupent les portes du
palais impérial et chassent les gardes
postés par le bakufu : un acte brutale-
ment traduit par l'expression
« voler le trésor » (*tama wo ubau*).
A ce stade, le coup d'Etat n'est
encore qu'une révolution de palais.
La victoire est indispensable, selon
une autre expression, *kateba kangun*
(si on est vainqueur, on est l'armée
impériale). Ces conduites cyniques
ouvrent la voie, cependant, à des
raliements par opportunisme, mas-
sifs après Toba et Fushimi, mais
également à des compromis qui effa-
cent les fractures en réintégrant le
pays idéal dans le pays réel. Ni Yoshi-
nobu ni les daimyo vaincus ne
furent définitivement condamnés.
Cette conception de la légitimité ne
prouve pas l'infantilisme de la pen-
sée japonaise, mais sa prudence. Le
potentiel totalitaire de la « volonté
impériale » est inférieur, sauf dans le
fanatisme du nationalisme, à
celui des vérités transcendantes :
Dieu, le peuple, l'histoire.

N'ayant pas laissé de blessures
ingraves, 1868, à partir du
3 janvier, a pu, en ce sens, offrir aux
transformations de Meiji, libéralisme
inclus, un socle d'autant plus solide
que, pour le bâtir, le Japon ne s'est
pas encombré d'une guerre de religion.

Il est regrettable que Tocqueville
n'ait pas connu le Japon.

► Michel Vié est professeur à
l'Institut national des langues et
civilisations orientales.

"GRAND JURY"

RTL - Le Monde

RENE

MONORY

PRÉSIDENT DU SENAT

ANIMÉ PAR

HENRI MARQUE

AVEC ANDRÉ PASSERON

ET GILLES PARIS (LE MONDE)

RICHARD ARZT

ET SÉBASTIEN TOURE (RTL)

19 H 30

DIMANCHE

EN DIRECT

SUR

RTL

هنا من الأمل

ÉTRANGER

Le traité START 2 soumis à la signature de MM. Bush et Eltsine

« Le plus grand accord de désarmement de l'Histoire »

Les présidents américain et russe, MM. George Bush et Boris Eltsine, doivent signer, dimanche 3 janvier au Kremlin, le traité Start 2. Ce dernier, dont les implications stratégiques sont considérables, a été préparé dans le plus extrême secret. Il apparaît comme une sorte de cadeau de départ à M. Bush, qui doit abandonner son poste au profit de M. Bill Clinton le 20 janvier.

MOSCOU

de notre correspondant

MM. George Bush et Boris Eltsine n'ont pas eu de mots assez royaux pour célébrer l'avance du traité qu'ils devaient signer, dimanche 3 janvier, au Kremlin : « Le plus grand accord de désarmement de l'Histoire », selon le président américain, « le document du siècle » et « les plus grands acquis des relations » entre les deux pays, à en croire le chef de l'Etat russe. De fait, réduire des deux-tiers le nombre des ogives nucléaires stratégiques et éliminer en dix ans ces monstres absolus de la paopie nucléaire que sont les missiles terrestres à têtes multiples, n'est pas une mince affaire.

Pourquoi fait-il alors que ce sommet de Moscou ait des allures de cérémoniel un peu inouï, organisé à la va-vite, de remise de cadeau avant un départ à la retraite ? Dans la foulée d'une visite aux affaires de l'Arabie saoudite, puis d'un rappel de la « victoire » des armées américaines dans la guerre du Golfe, il s'agit, pour le successeur de M. Ronald Reagan,

de montrer au monde que, battu par les siens, il n'en mérite pas moins sa place à lui dans l'histoire de l'humanité.

Ce sont pourtant les Russes qui ont donné, depuis des semaines, l'impression de pousser à la rencontre, prenant sur eux de l'annoncer, d'abord en confidence, puis officiellement, par la bouche de M. Eltsine et dans le cadre insolite d'une visite à Pékin où il s'émouvait des réalisations du « modèle chinois ». Comme naguère M. Mikhail Gorbatchev, le président russe semble désormais rechercher l'air des cimes et les projecteurs des télévisions internationales, manière de faire ou peu oublier ses pénibles déboires de politique intérieure : le sommet, comme il se doit, arrange en fait les deux parties.

Après bien d'autres enterrements

Cela n'a pas empêché que les préparatifs se déroulent dans la plus extrême confusion, caractéristique de la Russie d'aujourd'hui. La rencontre, supposée dans un premier temps se tenir à Anchorage, en Alaska - c'est du moins ce qu'affirmaient les responsables russes - avait ensuite été fixée à Sotchi, sur la mer Noire, à deux pas de la frontière avec la Géorgie et l'Abkhazie. De fortes chutes de neige, et, selon toute apparence, d'insurmontables problèmes de logistique ont refroidi les Russes à se replier ex cathedra sur Moscou encore bien mal réveillé des fêtes du Nouvel An. Autant d'obstacles qui contribuent à donner, à tort peut-être, l'impression que l'affaire manque un peu de sérieux.

L'accord Start 2 est pourtant

censé marquer la fin d'une époque. Mais il vient après bico d'autres enterrements, à coup sûr plus importants, comme ceux de la division de l'Allemagne, du pacte de Varsovie ou de l'URSS elle-même. C'est sans doute pourquoi aussi bien le traité que le sommet organisé pour sa signature se paraissent plus tout à fait dans l'esprit du monde d'aujourd'hui.

Que M. Bush s'apprette à quitter la scène colive bien entendu une part de son intérêt à la rencontre : certes, quatre ans plus tôt, en décembre 1988 à New York, un autre président « canard boiteux », M. Reagan, avait lui aussi participé à un sommet. Mais il avait pris soin d'associer son vice-président et son fils George Bush, et les deux hommes posèrent aux côtés de M. Gorbatchev sur fond de statue de la Liberté.

Cette fois, le président élu Bill Clinton se partage évidemment pas à la fête, le temps des illusions sur l'urgence d'un « nouvel ordre mondial » est passé, et les Américains, qui buvaient jadis les paroles de M. Gorbatchev, accueillent avec un scepticisme croissant les assurances de M. Eltsine, et contemplant avec un agacement vaguement inquiet les hoquets de la diplomatie russe. [Voir ci-contre l'article d'Alain Frachon.]

L'un des derniers exemples, le « faux discours » nationaliste prononcé récemment à Stockholm par le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozirev, a renforcé l'impression de malaise, même si ce s'agit d'une variation, baute-moi originale dans la forme, sur un thème bien connu de la politique soviéto-russe : l'aidé-ous, faute de quoi les « durs »

prendront notre place, et vous serez les premiers à en souffrir...

Mais le problème posé par cette « opposition » interne est sans doute plus réel cette fois que par le passé. La ratification du traité Start 2 par le Parlement russe pourrait présenter de sérieuses difficultés, et M. Eltsine, en bonne logique, devrait demander des compensations financières pour aider à faire passer la pilule d'un accord jugé plus favorable aux Etats-Unis qu'à la Russie, puisque l'essentiel des réductions s'applique au point fort de la paopie nucléaire russe : les missiles lourds basés à terre.

Et l'Ukraine...

C'est d'ailleurs ce sacrifice, consenti de son propre chef par Eltsine lors de sa visite à Washington en juin dernier, qui a permis d'aboutir à un accord impressionnant sur le papier, mais accueilli sans véritable enthousiasme. D'abord parce qu'il ne fait que consacrer une situation de fait : l'affaiblissement considérable de la Russie au profit des Etats-Unis.

Ensuite, parce que la pagaille ambigüe, l'instabilité politique et le poids coersé par un état-major coersé très conservateur suscitent des doutes quant au respect scrupuleux du traité, même en cas de ratification. Enfin, parce que le texte que voit signer MM. Bush et Eltsine ne pourra s'appliquer que si les autres puissances nucléaires de l'ex URSS, l'Ukraine avant tout, acceptent de renoncer totalement à cet objet de respect et à cette machine à obtenir des compensations financières que sont les fusées restées sur leur territoire.

Pour parler du désarmement, de l'ex-Yugoslavie et de la Somalie.

MM. Mitterrand et Bush se rencontrent à Paris

Le président François Mitterrand devait rencontrer son homologue américain George Bush, dimanche 3 janvier, à Paris, a annoncé vendredi l'Elysée, confirmant l'annonce faite le même jour en Somalie par le président des Etats-Unis. Lors d'un entretien en fin d'après-midi et d'un dîner, les deux chefs d'Etat ont évoqué le traité Start 2, que MM. Bush et Eltsine devaient signer le jour même à Moscou, l'état du processus de désarmement, la situation en ex-Yugoslavie, l'opération « Soudan », ainsi que des « sujets d'intérêt commun ».

La présidence française a précisé que M. Mitterrand avait adressé, ces jours derniers, un message à son homologue américain pour l'inviter à une rencontre avant la fin de son mandat, le 20 janvier. Le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué, samedi, que M. Mitterrand envisageait de se rendre à Washington - forum « plus propice pour discuter de questions comme la Somalie, la Somalie, ou d'autres régions où nous sommes impliqués » - pour y rencontrer M. Bush. L'Elysée se refusait samedi matin à confirmer ou à démentir.

M. Bush a rendu hommage à l'effort français en Somalie : « Quand je vois le résultat, Mitterrand, c'est que le gîte (la Maison Blanche), je lui dirai du fond du cœur ce que je ressens à propos de la coopération » entre les forces françaises et américaines en Somalie, avait-il dit.

Mais la Yougoslavie devrait occuper l'essentiel des entretiens, qui se dérouleront après la reprise, samedi, de négociations de paix à Genève, que le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, conçoit comme une dernière chance avant que la question d'une intervention militaire ne soit posée devant le Conseil de sécurité. Une perspective sur laquelle les présidents français et américain divergent dans les détails, alors que M. Delors, a déclaré vendredi sur France 2 qu'il faudrait « faire la guerre à la guerre » si les négociations de Genève échouent.

« Le premier pas, pour essayer de retrouver la paix, est d'essayer d'avoir un cessez-le-feu », puis un accord sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine. « Le second acte », selon M. Delors, « est à l'ONU : si rien ne se passe, une nouvelle résolution des Nations unies... » devrait permettre de faire la guerre à la guerre, même sous une forme limitée. Car, a-t-il souligné, l'éventualité reste que la Russie pourrait, dans l'affaire yougoslave, « changer et ne plus être aux côtés des Etats-Unis et de l'Occident ».

Vendredi à Londres, M. John Major, avait déclaré que « personne n'avait étudié » la possibilité d'une intervention de troupes terrestres occidentales en Bosnie, mais qu'il y a « d'autres options ». - (AFP, Reuters).

Lire nos informations page 18

De la langue de bois au flou artistique Les Etats-Unis apprennent, difficilement, à gérer l'inattendu avec Moscou

Le changement à la dernière minute de la ville - Moscou et non plus Sotchi - devant abriter la rencontre entre M. Bush et M. Eltsine, dont on ignorait encore il y a une semaine si elle aurait lieu, illustre ce que les Etats-Unis redoutent dans leurs nouvelles relations avec Moscou : l'imprévisibilité des Russes.

WASHINGTON

de notre correspondant

Les diplomates américains avaient eppris à décoder la langue de bois de leurs collègues soviétiques : cela n'était pas toujours facile, parfois exaspérant même, mais chacun connaissait sa partition. Les relations pouvaient être conflictuelles, difficiles ou réduites à peu de choses, mais, que la période soit à la guerre froide ou à la détente, on avait appris à connaître les réactions du Kremlin. A la langue de bois a succédé le flou artistique ; à la gestion d'une relation conflictuelle, celle de l'inattendu. Pour un peu, on dirait qu'on est passé du cynisme bolchevique, sans surprise, à la poésie slave, affaire d'humour. Le département d'Etat n'y est pas encore habitué.

Le président Boris Eltsine avait aigri stupéfié Washington en choisissant Pékin pour annoncer, il y a dix jours, qu'il était maintenant prêt à signer un nouvel accord de désarmement nucléaire avec les Etats-Unis. Le choix de la capitale chinoise pour lancer pareille nouvelle avait paru, ici, passablement surréaliste. « Dans le monde de l'après-guerre froide, la surprise domine... » Vous entamez une conversation avec le ministre des affaires étrangères de Géorgie et vous finissez par passer la moitié de la rencontre à dissuader sur le point de savoir si la Géorgie va ou non continuer à exister dans ses frontières », disait à la mi-décembre le secrétaire d'Etat Lawrence Eagleburger. Dans un entretien accordé au New York Times, le truculent diplomate ajoutait : « C'est de la diplomatie au jour le jour, je hais ce job, je hais ça ».

A l'époque du totalitarisme communiste, les Etats-Unis ne se demandaient pas, quand ils concluaient un accord de désarmement avec le Kremlin, si l'assemblée en place à Moscou était ou non s'y opposer. C'était impensable. Pire, accoré na pouvait se produire qu'à Washington. Seul le Sénat des Etats-Unis refusait de ratifier un des grands accords, Start-2, dont les dispositions furent, cependant, appliquées par la gouvernance américaine. Aujourd'hui, si l'administration Bush, l'équipe du président élu Bill Clinton et l'ensemble de la presse américaine se félicitent de la signature du traité Start-2, personne n'est prêt à parler que les députés russes vont le ratifier rapidement.

Toutes les surprises paraissent possibles quand il s'agit d'un accord qui - en éliminant d'ici à 2003 tous les missiles à ogives multiples basés au sol - a attaqué au cœur de l'arsenal nucléaire de la Russie. Il s'agit de démanteler les armes les plus dangereuses et les plus déstabilisantes, mais aussi de s'en promettre à l'un des rares éléments qui confèrent encore à la Russie son statut de super puissance.

Bilan globalement positif

Compta tenu de l'ampleur de la tâche, même étalée sur dix ans, les Américains paraissent s'attendre que M. Eltsine réclame à M. Bush un surplus d'aide pour entamer sa gigantesque programme de désarmement. Ils ne seraient pas étonnés non plus si les trois autres républiques nucléaires de l'ex-URSS - l'Ukraine, le Kazakhstan et le Bélorus - faisaient, à leur tour, monter les enchères pour se joindre à un accord qui resterait largement incomplet s'il n'avait été appliqué que par la seule Russie.

M. Bush n'en a pas moins tout lieu d'être satisfait. Avec la signature de Start-2, il conclut avec brio une période extraordinaire des relations entre Moscou et Washington, le débutement de l'empire soviétique et la fin de la guerre froide. Ce fut une phase

d'extrême déstabilisation qu'il e accompagné avec prudence sinon avec imagination, préférant longtemps à M. Eltsine, le démocrate russe, un Gorbatchev tenant du maintien d'un pouvoir central fédéral dans l'ex-URSS. Si M. Bush est critiqué (par l'ex-président Richard Nixon, par exemple, c'est pour l'insuffisance de l'aide financière que les Etats-Unis accordent à la Russie et, plus encore, aux autres républiques. L'assistance ne serait pas à la hauteur de l'enjeu.

Au printemps dernier, les Etats-Unis ont six autres pays occidentaux ont, dans le cadre du FMI, décidé de dispenser, ensemble, une aide de 24 milliards de dollars (dons, prêts, facilités de crédit diversas) à la Russie. Celle-ci se plaindrait de la lenteur de la mise en place de cette aide ; le Trésor américain observe que près de 18 milliards ont déjà été engagés. M. Eltsine et Bush en parlent ce week-end, mais c'est au successeur de ce dernier qu'il reviendra d'agir. A deux reprises au moins, M. Clinton a été conscient de l'importance de la partie qui se jouait à Moscou du rôle qui pourrait revenir aux Etats-Unis.

A la mi-décembre, il déclarait : « Je pense que nous, et la démocratie en général, avons un intérêt énorme à maintenir la réforme ar la liberté en via an Russia (...). Je sais qu'il (as Russes) traversant des temps terriblement durs (...). J'ai beaucoup pensé à ce que nous pourrions faire, au-delà ar en plus de ce que nous faisons déjà, mais dans les limites de nos propres contraintes, pour essayer de stabiliser la situation là-bas. » Le président élu n'a pas été plus précis et ne s'est engagé sur aucun chiffre.

ALAIN FRACHON

Washington envisagerait d'expulser un attaché militaire russe. - L'administration Bush envisage d'expulser, après le sommet Bush-Eltsine, un attaché militaire russe pour espionnage, a indiqué vendredi 1^{er} janvier le Washington Times, information que le département d'Etat a refusé de commenter. - (AFP.)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : une proposition aussitôt rejetée

M. Rabin réclame la suspension de l'intifada en échange du rapatriement des Palestiniens expulsés

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Geste de bonne volonté, vœu pieu ou simple manœuvre ? M. Itzhak Rabin a annoncé, vendredi 1^{er} janvier, pour la première fois, qu'il était disposé à réduire la durée du bannissement des quatre cent quinze intégristes palestiniens qui errouissent depuis le 17 décembre dans les neiges du Liban sud. Mais la condition que pose le premier ministre est de taille : « Arrêtez l'intifada pendant six à neuf mois, exige-t-il des habitants des territoires occupés, et les expulsés rentreront chez eux. » Il faut que la violence et le terrorisme cessent pendant cette période » et que les chefs de l'OLP et du mouvement intégriste Hamas s'engagent, « pas seulement par des discours ». Pour M. Rabin, « c'est un test pour tous les Palestiniens, qui doivent consacrer leurs efforts à la légalité en Israël », pourrait s'opposer juridiquement à l'acheminement de vivres et de médicaments vers les expulsés. Son verdict risque, en tout cas, de peser lourd sur la suite de cette affaire.

La Cour suprême sollicitée

La réaction des Palestiniens ne s'est d'ailleurs pas fait attendre. Les « généraux » du soulèvement ont toujours refusé l'arrêt ou même la suspension de la « révolution des pierres », qui doit se poursuivre, affirment-ils, jusqu'à la « fin de l'occupation d'Israël en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ». M. Fayçal Hussein, chef de file des Palestiniens de l'intérieur, a confirmé, vendredi, cette position : « L'intifada ne peut pas être l'objet d'un marchandage ». M. Hussein, qui avait déclaré que le premier ministre israélien avait pris la décision de l'expulsion « dans un moment de folie », estime à présent que « M. Rabin n'a apparemment dans un autre monde, car sa proposition n'est pas sérieuse ». Le « non » des Palestiniens est dénué de toute ambiguïté : le soulèvement se poursuivra, de même que la lutte pour le rapatriement des proscrits.

Un autre combat se livre pen-

permanent du Conseil de sécurité, la Russie peut en effet bloquer une décision d'intervention militaire sous le couvert des Nations unies. C'est là que réside le véritable test des intentions des « démocrates » qui gouvernent aujourd'hui au Kremlin, et qui semblent très tentés de donner des gages à leur opposition parlementaire en se posant en protecteurs des Serbes et en réaffirmant de cette manière leur rôle sur la scène internationale.

Accepter de suivre les Occidentaux, ou du moins de ne pas les empêcher d'agir au cas où ils finiraient par s'engager dans la voie de l'intervention, réclame en effet un réel courage politique. Le moins que l'on puisse dire est que l'opinion russe, et la télévision laisse dans l'ignorance à peu près totale des horreurs de la situation en Bosnie, est bien mal préparée à un tel geste.

JAN KRAUZE

Suppression du visa de sortie. - Officiellement, les Russes peuvent quitter leur pays, à partir du 1^{er} janvier 1993, sans avoir à obtenir un visa de sortie. Mais l'obtention d'un passeport leur coûtera un mois de salaire moyen (5 à 10 000 roubles) et c'est pas garanti : le Parlement a « autorisé » les autorités locales à ne délivrer les passeports qu'« en fonction de leurs possibilités » (moyens en papier, en fonctonnaires...), jusqu'à l'adoption d'une nouvelle loi en mars prochain. - (AFP.)

dans ce temps sur le plan juridique. La Cour suprême d'Israël examine depuis quelques jours pas moins de six requêtes en faveur du retour des expulsés et de l'acheminement de vivres vers leur campement à travers la « zone de sécurité » occupée par Israël au Liban. La dernière en date a été déposée vendredi pour réclamer le passage « immédiat » d'un convoi de ravitaillement de la Croix-Rouge. Trois avocats, M. Léa Tsemel, Avigdor Feldman et André Rosenthal, continuent de braver le premier ministre. Ce sont eux qui avaient déjà saisi la Cour suprême dans la nuit du 16 au 17 décembre afin d'entraver le processus d'expulsion. Ils font état, cette fois, de « faits nouveaux » parce que « la situation des expulsés s'est considérablement dégradée ».

Les experts juridiques d'Israël voient mal comment la Cour, considérée comme le « bastion de la légalité en Israël », pourrait s'opposer juridiquement à l'acheminement de vivres et de médicaments vers les expulsés. Son verdict risque, en tout cas, de peser lourd sur la suite de cette affaire.

Autre problème en suspens, celui du retour des dix Palestiniens bannis « par erreur » par les autorités israéliennes. La radio d'Etat a, en effet, annoncé vendredi que ces dix hommes, dont un adolescent de seize ans, devaient être rapatriés dès dimanche matin. L'information n'a cependant été confirmée ni par la Croix-Rouge ni par le ministère de la défense. L'armée, qui demande à être informée à l'avance, s'est demandé à la Croix-Rouge qu'elle se tienne prête à les accueillir à trois points de passage reliant la « zone de sécurité » au Liban sud. - (Interim.)

ARABIE SAOUDITE : quatre condamnés décapités. - Quatre hommes, dont deux Pakistais inculpés de trafic de drogue et un Yéménite accusé de services sexuels sur des enfants, ont été décapités, vendredi 1^{er} janvier, a annoncé le ministère de l'intérieur dans un communiqué lu sur les ondes de Radio-Riyad. La quatrième personne exécutée est un ressortissant saoudien, reconnu coupable de meurtre. - (AFP.)

EUROPE

Selon le président Izetbegovic

La Bosnie « n'acceptera pas une paix imposée »

Un calme à peine troublé par quelques rafales et coups de canons lointains régnait, samedi 2 janvier, en début de matinée à Sarajevo. La journée du Nouvel An avait vu se multiplier les escarmouches et les duels d'artillerie dans différents quartiers, y compris à proximité du centre-ville, faisant au moins trois tués et vingt-six blessés dans la population civile.

Dans un discours de Nouvel An, prononcé jeudi soir à Mostar (sud de la Bosnie-Herzégovine), le président bosniaque Alija Izetbegovic avait estimé que les négociations de paix à Genève ont été « imposées » à la Bosnie-Herzégovine, de la « même manière » que la guerre,

mais qu'elle « n'acceptera pas une paix imposée ».

A Belgrade, le premier ministre fédéral yougoslave destitué, M. Milan Panic, a quitté la ville vendredi pour les États-Unis afin de tenter de dissuader Washington et les Nations unies de recourir à la force. L'objectif de ses rencontres prévues avec des responsables de l'administration américaine est, selon Tanjing, d'« écarter les menaces d'intervention ». Le président yougoslave, M. Dobrica Cosic, a pour sa part quitté Belgrade pour Genève, où il devait assister aux négociations de samedi entre les chefs des trois parties bosniaques.

La veille à Genève, le secrétaire général de l'ONU s'était entretenu avec le premier ministre grec, M. Constantinos Mitsotakis, de la situation dans l'ex-Yougoslavie, notamment au Kosovo et en Macédoine.

Des entretiens décidés dans le cadre de la nouvelle offensive diplomatique grecque pour empêcher la reconnaissance de la Macédoine sous ce nom. M. Boutros-Ghali, qui s'est refusé à toute déclaration, envisageait de quitter samedi matin Genève pour Addis-Abeba, sans participer aux entretiens avec les belligérants de Bosnie. — (AFP, Reuters.)

hangars, stocks de carburant et de munitions), les défenses antiaériennes et autres dépôts de l'armée de Belgrade.

C'est un tout autre cas de figure : on passe d'une action de police du ciel — y compris l'autodéfense chère à l'ONU contre des batteries sol-air serbes en Bosnie susceptibles de gêner l'action des alliés — à des bombardements d'objectifs militaires serbes et, avec les conséquences de tels raids sur l'éventualité d'une escalade ou d'une extension du conflit et sur la sécurité des populations, des convois humanitaires, des « casques bleus » ou des observateurs de la Communauté européenne en Bosnie.

Ce « travail », s'il devait être décidé, est, observe-t-on dans les états-majors français, à la portée des appareils américains embarqués sur des porte-avions croisant en Adriatique ou basés à terre en Italie. Il est plus conforme à la thèse que ne cessent d'affirmer les États-Unis à l'heure actuelle et selon laquelle des actions de défense aérienne sont d'un poids insuffisant pour faire plier le gouvernement de Belgrade.

Toutes comparaisons gardées, on retrouve là un débat qui est, en fait, celui de la guerre, du moins en janvier 1993, dans les toutes premières semaines des opérations aériennes. Les États-Unis y furent partisans de s'affranchir de la géographie et des conventions internationales pour attaquer des cibles dans la profondeur de l'Irak, alors que la France — avec, à ses côtés, quelques pays arabes de la coalition anti-Saddam Hussein — préconisait de s'en tenir à des raids sur des sites militaires proches de la frontière avec l'Arabie saoudite. On sait ce qu'il est advenu. À 500 tours, après mille révolutions, la France a franchi le pas et tiré sur des cibles en Irak.

JACQUES ISNARD

« Faire le ménage » dans le ciel bosniaque

Suite de la première page

Les Pays-Bas n'ont pas refusé a priori. En revanche, le Canada éprouve des difficultés à déployer en Bosnie, comme il l'avait promis aux Nations unies, son propre contingent de « casques bleus », et il est probable qu'il fera attendre sa participation aérienne.

De même, dès le début des missions confiées aux AWACS de l'OTAN, il est apparu que l'Allemagne a dû en débattre avec ses alliés pour éviter la critique contre un engagement de ses forces en dehors de la zone de responsabilité de l'Alliance. Enfin, l'Italie, qui a déjà été récusée par les camps en présence en ex-Yougoslavie pour fournir des « casques bleus », a pourtant accepté de prêter ses bases à l'OTAN, même s'il existe, dans ce pays, des craintes que des actions terroristes ne puissent, en rétorsion, s'en prendre à certains points de son territoire.

Un acte de légitime défense

Dans un tel cas de figure, où les actions se limitent à la police du ciel, des frappes préventives n'ont pas lieu d'être. Ce qui peut être apprécié, c'est l'opportunité de lancer des attaques contre des batteries sol-air situées en Bosnie, qui cherchent à abattre des avions d'interception relevant de la coalition. La destruction ou la neutralisation de ces pièces anti-aériennes peuvent, en effet, être assimilées à des actes de « légitime défense » selon la tactique propre à l'ONU.

De même — et la France semble avoir évolué en ce sens depuis quelques jours — le bombardement de la piste sur laquelle vient de se reposer

l'avion pris en infraction par les AWACS en mission de surveillance peut aussi être considéré comme un acte d'autodéfense, dès lors que l'ONU aura formellement préconisé l'interdiction par la force du survol de la Bosnie. Les « instruments » militaires d'une telle action existent : les armées de l'air occidentales détiennent, dans leur panoplie, des missiles ou des roquettes antipistes, qui creusent dans le béton suffisamment de trous, avec une grande précision, pour mettre hors d'état le terrain attaqué.

Une tout autre étape

On peut espérer que la Serbie, hésitant à trop affronter une coalition militaire, préférera laisser ses avions au sol. Mais cette hypothèse reste encore aujourd'hui à démontrer.

Tout autre scénario constitue une autre paire de manchettes, que la France, par exemple — mais sans doute aussi le Royaume-Uni — laisserait bien volontiers à la charge des États-Unis. S'ils décidaient de ne pas accepter le combat aérien dans ces conditions, des avions serbes, en effet, et à l'instar des hélicoptères moins facilement détectables — pourraient choisir de « tangenter » la Bosnie, c'est-à-dire de la frôler et de continuer à y exécuter de très futures et rapides incursions, et ainsi de rentrer à bon port en Serbie. Auquel cas, des réponses plus « musclées » de la coalition seraient rendues nécessaires.

On est là dans une autre phase de l'opération onusienne, celle qui consiste — dès la constatation d'une nouvelle intrusion postérieure à la prochaine résolution de l'ONU — à neutraliser par avance des terrains de l'aviation serbe en Serbie (pistes,

EN BREF

ALLEMAGNE : 300 000 personnes ont manifesté contre la xénophobie à Essen. — Brandissant des bougies ou des lampes, quelque 300 000 personnes, selon la police, ont participé, vendredi 1^{er} janvier, dans le centre d'Essen, à une « chaîne humaine lumineuse » pour protester contre la xénophobie et la violence. Les cloches de nombreuses églises ont sonné pour accompagner la manifestation, organisée par des étudiants qui avaient obtenu le soutien des autorités locales, des syndicats et de nombreuses associations. — (AFP)

Deux morts dans l'incendie, sans doute accidentel, d'un foyer de demandeurs d'asile. — Deux personnes ont trouvé la mort et une troisième a été grièvement blessée, vendredi 1^{er} janvier, lors d'un incendie dans un foyer de demandeurs d'asile à Bietigheim-Bissingen, près de Stuttgart. On a appris auprès des autorités locales, il était exclu, vendredi soir, qu'un attentat soit à l'origine de l'incendie, a indiqué le porte-parole du ministère de l'Intérieur de l'État fédéré de Bade-Wurtemberg, M. Helmut Zentel. — (AFP)

GRANDE-BRETAGNE : M. Major table sur une reprise soutenue en 1993. — Le premier ministre britannique, M. John Major, a prêté pour 1993, vendredi 1^{er} janvier, dans une interview à la BBC, une reprise économique après une « pénible » année 1992. « Le reprise, je pense, sera nette cette année (...). Je ne prévois pas un rebond de grande ampleur. Ce que je veux est une reprise saine, soutenue et solide à partir de laquelle nous pourrions construire les années à venir », a-t-il déclaré, tout en reconnaissant qu'il s'était trompé en avril 1992 lorsqu'il avait prédit une reprise imminente. M. Major s'est dit plus optimiste maintenant que l'inflation se situe à 3 %, que les taux d'intérêt ont été ramenés à 7 % et que la parité de la livre sterling est plus compétitive. — (Reuters)

ITALIE : le président demande à ses concitoyens de ne pas « jeter l'éponge ». — Le président de la

République italienne, M. Oscar Scalfaro, a adressé un message de fin d'année aux Italiens les invitant à « ne pas jeter l'éponge », en renonçant à lutter pour que l'Italie puisse surmonter un moment difficile et s'intégrer pleinement dans l'Europe. Le président a évoqué à la télévision les maux dont souffre le pays, des scandales des pots-de-vin aux attentats contre des magistrats en passant par la fraude fiscale et les gaspillages de l'administration. — (AFP)

MONACO : les femmes monégasques peuvent transmettre leur nationalité à leurs enfants. — Le Conseil national de la principauté de Monaco a mis fin le 18 décembre 1992, sur proposition du prince Rainier, mais après trente ans de réflexion, à une situation qui empêchait les citoyennes monégasques de transmettre leur nationalité : désormais les femmes jouissant de cette nationalité — ou ayant un ascendant monégasque — pourront la transmettre à leurs enfants. Seuls les hommes jouissant de la nationalité monégasque pouvaient jusqu'à maintenant le faire. Il a fallu que le Conseil national constitue une commission travaillant avec l'Association des femmes monégasques pour déboucher sur un projet de loi, adopté en octobre 1991 par le Conseil national et revenu en discussion devant l'assemblée, qui l'a adopté à l'unanimité. — (AFP)

SUISSE : le président de la Confédération helvétique exhorte les Suisses à refuser l'isolement en Europe. — Lors de son allocution radio-télévisée de Nouvel An, vendredi 1^{er} janvier, le président de la Confédération helvétique, M. Adolf Ogi, a exhorté les Suisses, divisés par la question de l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE) — rejeté par référendum, — à s'unir. Il faisait allusion au fossé entre la minorité romande, qui a largement voté pour l'EEE au scrutin du 6 décembre 1992, et la majorité allemande qui l'a repoussé. « La Suisse ne peut pas s'isoler. Comment demeurer seule au milieu de l'Europe? », a dit M. Ogi. — (AFP)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après le limogeage de plusieurs officiers supérieurs

Les révélations sur le rôle des services secrets militaires dans le « sabotage politique » prennent de l'ampleur

Après la récente décision du président Frederik De Klerk de limoger vingt-trois officiers supérieurs, dirigeants des services secrets impliqués dans des entreprises de sabotage politique (le Monde du 22 décembre), le ministre sud-africain de la défense, M. Gene Louw, a rendu publics, le 29 décembre, les noms de neuf d'entre eux. Les faits qui leur sont reprochés, et sur lesquels enquête toujours le général Pierre Steyn, chef adjoint des forces armées, n'ont pas été divulgués officiellement. M. De Klerk a cependant reconnu que certains des officiers sanctionnés avaient mené des opérations secrètes visant à « empêcher les négociations sur la nouvelle Constitution d'aboutir ». Le chef de l'Etat avait également évoqué des actions ayant « conduit à la mort de personnes ».

Voici le premier article de notre nouveau correspondant en Afrique australe, Georges Marion.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

A en juger par les rares informations fournies par le ministère de la défense, c'est toute la fine fleur des services secrets militaires (MI) qui est aujourd'hui touchée. Pas moins de cinq généraux de l'armée de terre, tous hauts responsables des services de renseignement des forces armées, figurent dans cette première ébarbette, à côté d'un officier supérieur de la marine dont les fonctions exactes n'ont pas été divulguées. Ces six officiers ont été mis à la retraite d'office.

Deux colonels et un commandant, qui seraient personnellement impliqués dans plusieurs opérations criminelles, ont été suspendus dans l'attente des conclusions d'une enquête en cours. D'autres noms d'officiers devraient être rendus publics dans les prochains jours, alors que plusieurs collaborateurs civils du MI auraient d'ores et déjà été écartés. Il est pour le moment impossible de savoir si ces personnes seront poursuivies devant les tribunaux, ou si elles pourront bénéficier de la loi d'amnistie promulguée en novembre dernier. A l'époque, l'opposition avait vivement protesté contre les dispositions d'un texte qui, selon elle, n'avait été rédigé que pour assurer l'impunité des agents de l'Etat compromis dans des « coups tordus ».

Formation de provocateurs

En août dernier, treize généraux commandant la police avaient déjà été mis sur la touche. Ils ne sont cette fois que cinq — le nom d'un sixième pourrait être rapidement dévoilé — mais la défaite n'en est pas moins décisive pour ceux qui, au sein des services de sécurité, s'opposent au changement. Par ailleurs, on a pu constater que M. De Klerk avait jusqu'ici refusé

d'admettre que le MI échappait à son contrôle. Mais les révélations en cascade de la presse l'ont apparemment obligé à réviser son jugement. Début 1992, un enseignant, le Dr Ben Conradie, commençait par reconnaître avoir dirigé une société financée par les militaires et chargée, sous couvert d'éducation, de former des groupes de provocateurs noirs avec mission de faire s'opposer entre elles les organisations luttant contre l'apartheid. Selon le Dr Conradie, des sociétés privées du même type seraient toujours en activité, opérant dans l'autonomie la plus complète.

Quelque temps plus tard, un membre du comité central de l'Inkhata, parti zoulou dirigé par

des genres qui causa leur perte, — les deux maladroits avaient demandé à des collègues d'Irlande du Nord de placer sous surveillance, en prélude à sa future élimination, un ancien policier sud-africain réfugié à Londres après avoir rapporté les activités criminelles de l'unité spéciale à laquelle il appartenait.

Peu de réactions

Sous la pression de nouvelles révélations, des ministres étaient bientôt mis en cause pour avoir connu ou couvert l'élimination de Matthew Goniwe, militant de l'ANC assassiné en 1985, avec trois



M. Mangosuthu Buthelezi, révélait que des cadres de l'organisation de jeunesse de ce parti avaient bénéficié d'une formation militaire et idéologique dispensée par des instructeurs du MI. Avec leur aide, les « stagiaires » auraient notamment rédigé des tracts incendiaires, largement distribués dans les townships du Natal, région où les affrontements entre l'Inkhata et le Congrès national africain (ANC) de M. Mandela sont particulièrement sanglants. Un gang de jeunes, les Coats noirs, chargé de fomenter des attentats dans les ghettos, aurait également été encadré par le MI.

Depuis ces premiers témoignages, les révélations sur les activités des services secrets militaires n'ont guère cessé, alimentées par les indiscrétions de transfuges, d'auxiliaires occasionnels abandonnés à leur sort, voire d'agents toujours en fonction, mais désireux de pousser à un nettoyage. Assassins, chantages et intimidations de toutes sortes ont été étalés sur la place publique.

De ce grand déballage, il ressort que le MI, trop longtemps assuré de l'impunité, n'a pas toujours manifesté la compétence professionnelle dont il se prévaut. C'est ainsi qu'en avril dernier deux de ses agents en mission à Londres étaient piteusement interceptés par Scotland Yard, puis expulsés, alors qu'ils tentaient de diffuser auprès de la presse britannique des documents de leur cru établissant que la branche armée de l'ANC entretenait de coupables contacts avec l'IRA. Accessoirement — mélange

de ses compagnons, par les services de l'armée. Enfin, depuis plusieurs mois se tient à Johannesburg le procès des tuteurs présumés de David Webster, universitaire libéral blanc assassiné en 1989.

Le principal accusé, homme de main habituel des services secrets militaires, a, depuis, été impliqué dans le dernier « coup tordu » concocté par le MI : une campagne de désinformation visant, avec l'aide de trafiquants d'armes et de drogue, à discréditer l'ANC et, par contrecoup, à entraver les négociations que le président De Klerk mène avec l'organisation de M. Mandela. C'est cette dernière affaire qui semble avoir mis le feu aux poudres. Chargé d'une mission d'enquête permanente sur la violence, le juge Richard Goldstone, visiblement bien informé, perquisitionnait, à la fin du mois de novembre, dans des locaux du MI, saisissant les documents qui devaient conduire à la purge d'aujourd'hui.

Pour les anciens responsables des services secrets, le bilan est en tout point désastreux. Le peu de réactions suscitées par leur mise à l'écart — favorable, il est vrai, par le sens tactique de M. De Klerk qui a attendu les congés de fin d'année pour passer à l'action — montre assez bien leur isolement. Même s'ils parviennent à éviter les poursuites pénales, les officiers écartés et les amis qui leur restent ne paraissent plus en position d'empêcher la reprise en main du service et la nomination d'officiers moins liés à l'ancien ordre des choses.

Le ministre de la défense vient d'ailleurs d'annoncer que le MI serait rapidement et complètement réorganisé. Surtout, l'affaire risque d'accroître ce que les conservateurs voulaient absolument éviter : l'intégration et la promotion au sein des forces armées et des services secrets d'anciens combattants de l'ANC. D'ores et déjà, plusieurs centaines d'entre eux sont en formation à l'étranger, avec l'accord discret du gouvernement de Pretoria.

GEORGES MARIDON

Cinq Noirs tués par balles. — Quelques heures après le début de la nouvelle année, cinq Noirs ont été tués par balles dans le ghetto noir de Tokozwa, à l'est de Johannesburg, a déclaré la police vendredi 1^{er} janvier. Celle-ci a par ailleurs annoncé que le nombre des policiers sud-africains tués a atteint le chiffre record de 226 en 1992, avec le lynchage par la foule d'un policier noir, dans la cité d'Evaton, la veille du Jour de l'an. L'année précédente la police avait déploré 145 morts dans ses rangs. — (AFP, Reuters)

Bamenda puis transférés à Yaoundé, ont été reconduits dans la province anglophone du Nord-Ouest. — (Reuters)

CÔTE D'IVOIRE : un journaliste français expulsé. — De source bien informée, on a indiqué, vendredi 1^{er} janvier, que les autorités ivoiriennes ont décidé d'expulser le journaliste français du magazine suisse l'Hebdo, M. Pierre-André Krol, interpellé dimanche à Gagnoa, puis gardé à vue à la Direction de la surveillance du territoire à Abidjan (le Monde du 2 janvier). Cette mesure n'a pas été annoncée officiellement. — (AFP)

MALAWI : référendum sur le multipartisme le 15 mars. — En attendant ses vœux à la population, le président à vie Kamuzu Banda a déclaré que le référendum sur l'éventuel retour au multipartisme, dont il avait déjà annoncé le principe, aura lieu le 15 mars prochain. Les pays occidentaux ont suspendu leur assistance au Malawi dans l'attente de réformes politiques — y compris le retour au multipartisme, interdit depuis 1964 — que refuse le président Banda. — (AFP)

CAMEROUN : libération de 176 prisonniers politiques. — Le président Paul Biya a ordonné la libération de 176 prisonniers politiques à l'occasion du Nouvel An, a déclaré, vendredi 1^{er} janvier, un avocat proche de l'opposition. Le radio camerounais avait auparavant fait état de 92 libérations et, la veille, une source officielle avait annoncé la mise en liberté de 56 personnes (le Monde du 2 janvier). Les détenus, qui avaient été emprisonnés il y a deux mois à

هكذا من الأمل

NICOLE BONNET

Le Monde

HEURES LOCALES

LES RÉGIONS PRIVILÉGIENT L'INVESTISSEMENT

Séances-marathons et votes politiques se sont multipliés dans les conseils pour définir des budgets prévisionnels qui demeurent modestes

COMME toutes les collectivités locales, les régions peuvent voter leur budget jusqu'au 31 mars. Mais elles disposent de moyens techniques assez perfectionnés pour simuler le montant prévisible des bases fiscales, des transferts ou des dotations de l'Etat, lorsqu'elles en touchent, comme l'Ile-de-France. Elles adoptent donc un budget prévisionnel dans le courant du mois de décembre qui précède l'exercice annuel. Ainsi, le Limousin, la Franche-Comté, Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Ile-de-France ou l'Aquitaine ont effectué récemment leurs arbitrages pour 1993. Des décisions modificatives viendront rectifier les données en cours d'année.

En 1992, les budgets primitifs des vingt-six régions de métropole et d'outre-mer ont représenté 58 milliards de francs, selon la Direction générale des collectivités locales (DGCL).

Comparés à l'ensemble des budgets locaux, qui se sont élevés à 650 milliards de francs, ce sont de véritables « poids plumes », selon l'expression de Robert Hertzog, professeur de droit public (1). Les finances régionales ne représentent que près de 9 % des dépenses locales.

Cette relative modestie s'explique par la jeunesse des régions. Elles sont nées en 1972, sous la forme d'établissements publics. C'est seulement dix ans plus tard qu'elles sont devenues des collectivités à part entière, compétentes pour la planification, l'aménagement du territoire et le développement économique. Leurs budgets se sont alors envolés, sous l'effet des principaux transferts liés aux lois de décentralisation : formation professionnelle et apprentissage en 1983 et construction de lycées en 1986.



1,2 million d'agents. Les régions emploient surtout de la matière grise pour assurer leurs missions de coordination, de réflexion et de programmation. Elles embauchent souvent des contractuels, spécialistes des finances, des affaires internationales ou du développement économique, dont les salaires ne sont pas encadrés par une grille indiciaire. Néanmoins, les frais de personnel ne représentent que 2 % des budgets.

Une fiscalité importante

Les frais financiers, c'est-à-dire les intérêts payés sur les emprunts, représentent 4,5 % des budgets. La part la plus importante des dépenses courantes est consacrée au fonctionnement des centres de formation professionnelle et des lycées.

Les recettes des régions proviennent pour moitié de la fiscalité, mais aussi des transferts de l'Etat et des emprunts bancaires. Les régions perçoivent une taxe sur les cartes grises, les permis de conduire et les droits de mutation. Cette dernière est en forte baisse depuis l'an dernier, en raison du marasme du marché immobilier.

Ces recettes indirectes étant peu évolutives, la région fait de plus en plus appel à la fiscalité directe. Taxe professionnelle, taxe d'habitation, taxes sur le foncier bâti et non bâti lui apportent plus de la moitié de ses ressources fiscales.

La fiscalité régionale reste très basse, comparée à celles des communes et des départements. Lorsque la taxe d'habitation réclamée par la région est de 56 francs par habitant, celle du département s'élève à 267 francs, et celle de la commune atteint 500 francs.

Mais tous ces prélèvements se faisant sans coordination, l'addition risque de devenir lourde pour le contribuable. Pour éviter ce danger, certains experts préconisent une spécialisation des impôts par type de collectivité et souhaitent que celui de la région soit assis sur l'activité économique : taxe sur l'énergie ou taxe sur la valeur ajoutée.

La pression fiscale varie en fonction de la richesse du territoire. L'Ile-de-France, siège de nombreuses entreprises acquittant de la taxe professionnelle, n'a pas besoin d'exercer une forte pression pour disposer de recettes élevées. En revanche, le Limousin, le Nord-Pas-de-Calais ou la Bretagne, deux fois moins bien dotés, doivent voter des taux importants pour des résultats moins bons.

Cette inégalité devrait être atténuée avec la mise en place, en 1993, du fonds de correction des déséquilibres régionaux institué par la loi sur l'administration territoriale de la République. Trois régions « riches » devraient faire preuve de solidarité à l'égard d'une demi-douzaine de collectivités au potentiel fiscal moins élevé.

Rafaële Riva

(1) Les Finances régionales, Editions Economica, 1992.

Prudence

A la décennie 1980-1990 des « vaches grasses » a succédé la temps des « vaches maigres ». Il est prévisible que 1993 appellera encore plus de rigueur que 1992. Dans une économie léthargique, les collectivités pourront-elles encore « jouer un rôle contracyclique », autrement dit compenser par leurs investissements et leurs initiatives les retards, les défaillances et l'impécuniosité de l'Etat?

Depuis dix ans, leurs recettes fiscales ont augmenté deux fois plus vite que celles de l'Etat et les travaux d'équipement engagés par les communes, les départements et les régions ont opportunément « tiré » la croissance. Cela dans un contexte d'aisance financière, mais aussi de gestion saine et, sauf quelques exceptions, rigoureuse.

L'avenir doit être examiné avec précaution. L'endettement commence à atteindre des niveaux élevés, notamment dans les grandes villes. Les produits de la fiscalité directe de 1993 et 1994 seront calculés sur les performances de 1991 et 1992, deux années de faible croissance, d'où des manques à gagner. Les marges d'autofinancement des collectivités vont se réduire alors que les besoins économiques, sociaux, culturels ne sont pas tous satisfaits, loin de là.

Les conseils régionaux élus en mars 1992 ne semblent pas avoir adopté, pour la plupart, une attitude frileuse. L'Ile-de-France verra son budget 1993 progresser de 6,8 % et ses recettes fiscales de 12,7 %. La Centre opte pour une pression fiscale en hausse de 25 %. Le bond est plus fort encore en Languedoc-Roussillon. Même la très prudente Auvergne donne un sérieux coup de pouce avec une fiscalité directe en hausse de 8,9 %.

L'Etat va devoir, lui aussi, réviser ses méthodes d'attribution des subventions aux collectivités, notamment à l'occasion des futurs contrats Etat-régions qui doivent être prêts avant la fin de l'année. Jusqu'à maintenant, il calculait ses aides selon une règle de parité quelle que soit la « santé » de chaque région. Ainsi, selon un rapport du Commissariat au plan, l'Aisne aura reçu entre 1989 et 1993 une enveloppe de 1 040 francs par habitant, l'Aquitaine 770, la Corse 2 009. Si l'on prend en compte le chômage, le produit intérieur brut, le solde migratoire et la dimension de la région, on aboutit à des proportions sensiblement différentes. Inépuisable source de polémiques en perspective...

François Grosrichard

Des lycées et des routes

Les régions consacrent les deux tiers de leurs budgets à des dépenses d'investissement. C'est deux fois plus, proportionnellement, que les communes et les départements.

L'intitulé relativement large des compétences régionales autorise de véritables arbitrages politiques locaux. L'aménagement du territoire ou la planification peuvent en effet traduire de multiples priorités, selon que l'on appartient à une majorité de droite ou à un groupe écologiste. Quand certains élus privilégient la construction d'autoroutes, d'autres réclament ainsi le renforcement des transports en commun ou la construction de logements sociaux.

Mais, globalement, la formation est devenue le poste de dépense numéro un, selon la DGCL. Pour les lycées, les régions ont déjà dépensé plus de 65 milliards de francs. Ensuite viennent les transports et les télécommunications. L'action économique n'arrive qu'à la troisième place, et ce n'est pas sans conséquence. En fait, elle se confond souvent avec la politique d'aménagement du territoire, et revient à une gigantesque aide indirecte aux entreprises. Les régions investissent en effet dans les équipements

nécessaires à leur environnement : universités, pôles de recherche, pépinières, infrastructures...

Elles cofinancent ainsi de plus en plus de dépenses qui ne sont pas de leur ressort : locaux d'enseignement supérieur, construction de lignes de TGV, de routes nationales. Les contrats de plan Etat-régions institutionnalisent ce partage de dépenses hors compétences. Mais, à la veille des prochains projets quinquennaux, certains élus se demandent s'ils pourront longtemps continuer au même rythme.

Déjà, selon la DGCL, les budgets régionaux auraient subi, en 1992, un « véritable coup d'arrêt », imputable à la pause des programmes de construction de lycées, à la conjoncture électorale, et au contexte économique difficile. La lecture des comptes administratifs - documents

qui retracent l'exécution réelle des dépenses et des recettes - permettra de vérifier l'ampleur du phénomène. Les élus savent en tout cas qu'ils ne pourront faire indéfiniment appel à la fiscalité locale. Nombre d'entre eux souhaitent qu'aux « transferts de charges rampants » se substituent des transferts de compétences assortis de compensations financières de l'Etat.

Les dépenses de fonctionnement des régions ne représentent que le tiers des budgets, soit moitié moins que pour les communes et les départements. Les régions n'ont qu'une autorisation de créer leur propre administration qu'en 1982. De plus, comme ce ne sont pas des collectivités de gestion, elles n'ont pas besoin d'effectifs très nombreux. En 1989, elles ne faisaient travailler que quatre mille six cents fonctionnaires territoriaux, sur

MARSEILLE

DIFFICILE REGROUPEMENT

La cité phocéenne rêvait d'une grande communauté de communes. Deux villes seulement ont fait alliance avec elle

« SAUGRENU », « ridicule », « dramatique » : les épithètes les moins flatteuses ont fusé, lundi 14 décembre, sur l'ensemble des bancs du conseil municipal de Marseille lors de la discussion du projet de communauté de communes associant la métropole phocéenne (800 000 habitants) à deux uniques partenaires, même pas directement voisins : Marignane (35 000 habitants) et Saint-Victor (10 000 habitants). « Une communauté croupion », selon l'expression du député Guy Hermer (PC).

Ce regroupement est très loin, en tous cas, de correspondre aux espoirs du maire de Marseille, Robert Vigouroux (apparenté PS). Sur la base d'un Livre blanc de la DATAR, le premier

rapport soumis aux élus marseillais, le 24 juillet, envisageait la création d'une structure de coopération à l'échelle de l'Aire métropolitaine marseillaise (AMM), troisième ensemble urbain français comprenant 59 communes (1,6 million d'habitants) et englobant les pôles de Marseille, Aix-en-Provence, l'Etang de Berre, Aubagne et La Ciotat. « Tous les indicateurs montrent clairement que cet espace n'a pas su négocier le virage des années 70, observait, notamment la DATAR. Or, il n'existera pas de région économique puissante sur la Méditerranée française sans le pivot que constitue l'aire métropolitaine marseillaise. »

A défaut de pouvoir concrétiser, d'emblée, cette entité idéale,

une autre paraissait aussi cohérente au niveau de l'agglomération urbaine marseillaise (31 communes, 1,2 million d'habitants, 473 000 emplois). Il n'en a jamais été question. « Ce sera Aix-Marseille, ou rien », avait prophétisé le ministre de l'Intérieur.

Un phénomène de crainte

Suprême désillusion : le maire d'Aix-en-Provence, Jean-François Picheral (PS), rapporteur de la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI), a préféré s'allier avec cinq communes voisines, dont Vitrolles, son principal partenaire de l'Europe de l'Ar-

bois... « Je n'ai eu aucune demande officielle émanant de Marseille », explique-t-il sobriement. Au demeurant, il n'a pas fait lui-même le moindre pas en direction de Robert Vigouroux. Et il confesse que les petites communes, séduites par une union avec Aix, « ne tenaient pas spécialement à leur sort à Marseille... »

A l'évidence, la fiancée phocéenne a plutôt manqué d'attrait. « Ce projet est présenté au moment le moins opportun, reprochait, l'été dernier, au maire de Marseille, le porte-parole du groupe socialiste, Francis Allouch. Nous clamons urbi et orbi que nous n'avons plus de sou dans les caisses. Comment convaincre les communes du département que le seul intérêt de ce regroupement n'est pas de leur prendre de l'argent dans la poche? ». L'intercommunalité n'est, certes pas, un coupe-gorge puisque la loi repose sur des incitations financières.

de notre correspondant régional
Guy Porte
Lire la suite page 9

Le Monde EDITIONS

Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde

Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, cartes et index). 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE

RÉGIONS

PARIS

Les mairies d'arrondissement s'exposent

Construites, pour la plupart, durant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, les mairies d'arrondissement intéressent la vie des Parisiens. C'est à l'intérieur de leurs murs que s'effectuent les déclarations de naissance et de décès et s'y célèbrent les mariages. L'état civil est établi dans ces locaux communs de la capitale.

Mais ces bâtiments administratifs, trop souvent oubliés par les guides, méritent une attention particulière. Les architectes de l'époque, architectes et peintres, sculpteurs et ferronniers, ont laissé leur empreinte dans la pierre et sur les lambris de ces édifices où siègent, aujourd'hui, des maires d'arrondissement.

L'exposition ouverte à l'Hôtel de ville présente à l'aida de photographies, de tableaux, de gravures et de sculptures le décor méconnu de ces mairies d'arrondissement où la République a rendez-vous avec le vie quotidien. À leur propos, Viollet-le-Duc ne souhaitait-il pas « une décoration jadis réservée aux résidences des monarques » ?

► Mairies communes, mairies de communes, Hôtel de ville, 29, rue de Rivoli. Ouvert tous les jours, sauf dimanches et fêtes, de 9 heures à 18 heures. Entrée gratuite.

TRANSPORTS

Trois régions s'unissent pour élargir la route Paris-Nancy

La route nationale 4, qui relie Paris à Nancy par Vitry-le-François et Toul, n'est pour le moment à quatre voies que sur quelques tronçons, qui représentent la moitié de ses 340 kilomètres. Une étude, réalisée en 1990, a montré que la circulation y est particulièrement dangereuse ; plus de tiers des véhicules qui y roulent sont des poids lourds, quand la moyenne nationale est de 15 %. Depuis plusieurs années la nombre des accidents y est plus important que sur les autres routes de l'Hexagone.

Michel Giraud, Jean Kalkenbach et Gérard Longuet, les présidents des régions Île-de-France, Champagne-Ardenne et Lorraine viennent d'annoncer l'étude d'un projet d'élargissement peu coûteux et respectueux de l'environnement de la RN 4. Ils espèrent ainsi obtenir que l'Etat s'engage, dans le prochain contrat de plan, sur le financement de la mise à quatre voies de l'ensemble de la RN 4. Des travaux estimés à 3,5 milliards de francs.

RHONE-ALPES

Chambéry récompensée par la Prévention routière

La Savoie a été l'honneur dans le palmarès 1992 de la prévention routière puisque la ville de Chambéry a reçu l'Echappe d'or de la sécurité routière. Une distinction qui récompense les efforts de la municipalité pour aménager la proximité des écoles, agrandir les zones piétonnes, créer des voies de circulation pour deux-roues et améliorer l'éclairage. « Depuis 1979, le nombre d'accidents à Chambéry a chuté de 63 % », a indiqué la prévention routière.

Les Echappées d'or de la prévention routière sont décernées chaque année à des collectivités territoriales dont les initiatives contribuent à réduire le nombre et la gravité des accidents de la route.

Les Echappées d'or de la prévention routière sont décernées chaque année à des collectivités territoriales dont les initiatives contribuent à réduire le nombre et la gravité des accidents de la route.

PARIS

LA RATP PRÉSENTE SON BOA

Le métro sera doté de rames dépourvues de séparation entre les voitures

VERS la mi-avril, on commencera à l'apercevoir furtivement, se glissant hors des tunnels, l'écaillé luisante, silencieuse mais le ventre vide. Quelques sorties pour se mettre en train. Le métro Boa, nom des nouvelles rames imaginées par la RATP, n'aura pas de portes au fort de l'été et seulement sur la ligne 7 bis, qui relie la station Louis-Blanc à celle du Pré-Saint-Gervais, la plus courte du réseau parisien avec ses huit haltes.

Ce que François Lorentz appelle « le métro de l'an 2000 » n'est pas un engin révolutionnaire. Il surprendra moins les Parisiens que les rames sur pneus qui furent lancées il y a quarante ans de cela. Celles-ci n'équipent encore que quatre lignes sur treize (Vincennes-Neuilly, Orléans-Clignancourt, Nation-Etoile et Mairie-de-Lille-Châtelet) et, pour des raisons d'économie, on ne les étendra désormais qu'aux lignes entièrement nouvelles comme METEOR.

Le nouveau matériel roulant est plus une amélioration qu'une révolution du bon vieux métro sur roues de fer qui continue à assurer la majorité du trafic parisien. L'innovation majeure, qui lui vaut son nom, c'est que les voyageurs pourront circuler d'un bout à l'autre des rames en traversant des soufflets de caoutchouc reliant les voitures les unes aux autres. La RATP adopte donc le système utilisé depuis plus d'un siècle dans les chemins de fer et des années sur les bus articulés. Si elle ne l'avait fait jusqu'ici, c'est, paraît-il, que les

virages du métro parisien sont parmi les plus serrés au monde, ce qui soumet les soufflets à des contorsions que l'œil jugeait insupportables. Elles ne le sont plus.

Les voitures Boa ont été rajoutées par un designer. Plus larges de 4 cm, elles ne comportent plus que trois portes au lieu de quatre, mais celles-ci ont 25 cm d'ouverture de plus, ce qui facilitera l'entrée et la sortie. Les vitrages, teintés, ont été également agrandis d'un tiers, ce qui donne au Boa l'aspect d'une transparente caravane. Pour les places assises, on en est resté au dispositif élastique des sièges transversaux avec couloir central. Les banquettes longitudinales, qui font si bon usage dans le célèbre métro de Moscou, ont été jugées un peu trop conviviales pour la clientèle parisienne. Mais, pour l'agrément du voyageur, le plancher des voitures a été recouvert d'un tapis élastique à base de résine de polyuréthane.

Innovations techniques

Pour les toilettes, on les a voulues gaies et avenantes. A l'intérieur : parois blanc cassé, sièges saumous, sol en moquette érdoise. A l'extérieur, le Boa arborera les nouvelles couleurs de la Régie : blanc cassé et vert jade. Tous les matériaux étant réputés « imputrescibles », les ouvrages commis par les taggers pourront être promptement octroyés.

Mais l'audace innovatrice de la RATP n'a pas été jusqu'à

modifier la signalétique et moins encore à la doubler en plusieurs langues, ce qui aurait satisfait les touristes étrangers. « Nous défendons la langue française », affirment vaillamment des responsables du Métropolitain.

Les rames Boa ont bénéficié d'autres innovations techniques, moins voyantes mais qui devraient, elles aussi, améliorer le confort des voyageurs. Au lieu des bogies rigides qui créent dans les virages, qui s'usent et qui provoquent des vibrations, on a opté pour des essieux simples, dotés d'amortisseurs orientables et munis d'un différentiel. Ainsi, les roues épousent la voie et tournent toujours à la vitesse qui leur convient. Le roulement du Boa devrait être plus silencieux et moins trépidant, ce qui consolidera les usagers de ne pas voir se généraliser les rames sur pneus.

Enfin, les conducteurs n'ont pas été oubliés. Finis les dais d'avertisseurs lumineux dissimulés dans la cabine ; tout cela est remplacé par un écran, normalement obscur, mais qui, à la moindre anomalie, en indique en clair la nature et l'emplacement. « Voyageur coincé », « Signal d'alarme en voiture 3 », « Courant coupé », par exemple, la machine au conducteur en lui montrant sur un schéma l'endroit où se situe l'incident. Ce petit miracle est dû à l'assistance de huit calculateurs informatiques embarqués à bord des rames et, auxquels, théoriquement, rien n'échappe.

Débutant modestement dans le haut du dix-neuvième arrondissement, le métro Boa sera graduellement étendu, au fur et à mesure du remplacement du parc, aux huit lignes sur roues métalliques. Compte tenu de la longévité du matériel roulant, il faut compter une trentaine d'années avant que les voitures blanc et vert aient totalement remplacé les rames actuelles. La RATP soigne à présent ses clients, mais elle pense aussi à ses comptes.

Marc Ambroise-Rendu

AGENDA

■ Construction européenne. - L'Ecole nationale d'administration (ENA) organise un séminaire de formation et de réflexion sur l'Europe, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, du mercredi 6 au vendredi 8 janvier. Des personnalités prestigieuses ont été invitées pour parler du rôle de l'Etat, de la place des régions, de l'aménagement du territoire dans la perspective de la construction européenne. Les organisateurs annoncent pour la dernière demi-journée un débat sur la formation dans les services publics et les entreprises à l'heure de l'Europe.

■ Renseignements : ENA recherche. Tél : (01-45-49-33-04).

■ Schéma directeur de l'Île-de-France. - Alors que le débat doit s'engager au conseil régional sur le projet présenté par les pouvoirs publics à la fin de 1992, l'Institut Haussmann organise, jeudi 7 janvier au Palais du Luxembourg, un colloque sur le thème : « Le schéma directeur de la région Île-de-France : outil efficace ou faussé ? ». L'ensemble des acteurs régionaux, dont plusieurs ont participé à l'élaboration du document, devraient intervenir au cours des débats.

► Renseignements : Institut Haussmann, 108, rue d'Alsace, 75014 Paris.

CONCOURS

■ Label petite enfance. - Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, accompagné de Jean Delevoys, président de l'Association des maires de France, a remis, mardi 3 décembre, le label « petite enfance » à cinquante communes de France. Ce label récompense chaque année des villes qui se sont distinguées pour leur action en faveur des plus jeunes de leurs habitants. Le jury attache une attention particulière à la globalité de la politique, équipements, information au public, accueil, soutien aux familles défavorisées.

Parmi les lauréats figurent huit villes de plus de 50 000 habitants : Nantes, Orléans, Angers, Nancy, Strasbourg, Belfort, Créteil (ville dont Laurent Cathala est le maire) et Fontenay-sous-Bois. Trente et une communes de 5 000 à 30 000 habitants : Soyaux, Saintes, Donnemarie, Colomiers, Saint-Médard-en-Jalles, Fagnères, Balian, Mire, Echirrolles, Eybens, Seyssins, Vienne, Ville-

fontaine, Saint-Clément, Saint-Herblain, Saint-Lô, Chamalières, Saint-Fons, Lognon, Gurançon, Malesherbes, Malesherbes, La Roche-sur-Yon, Athlès, Mons, Courmoulogne, Epinay-sous-Sart, Evry, Issy-les-Moulineaux, Malesherbes, Suresnes, Alfortville et France. Enfin, onze communes de moins de 5 000 habitants : Rogonnes, Beaurgard, Bassac, Quil, Rieux, Saint-Georges-de-Relencourt, Tierce, Flavigny-sur-Moselle, Larmor-Baden, Vorey-sur-Ornon et Thénac.

FORMATION

■ Nouvelles technologies de communication. - L'Institut de recherche et d'information socio-économique-travail et société (IRIS-TS) et la DATAR organisent, à l'université Paris-Dauphine, un séminaire sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans l'aménagement du territoire. A raison d'une session par mois jusqu'au 29 avril 1993, cette série de conférences abordera les NTIC sous l'angle du télétravail, de la formation, etc.

► Renseignements au (01-45-49-46-41).

PUBLICATIONS

■ Privations d'emploi dans la fonction publique territoriale. - Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) vient de publier une étude sur « les privations d'emploi dans la fonction publique territoriale ». Les auteurs font le point juridique, statistique, financier et humain des « incidents de carrière », qui affectent aujourd'hui plus de 700 fonctionnaires territoriaux.

Les décharges de fonction surviennent souvent après une alternance politique. Les élus peuvent aussi supprimer des emplois pour réaliser des économies, ou s'éviter la lourdeur d'une procédure disciplinaire. Ils mettent l'agent à disposition d'un centre de gestion départemental ou du CNFPT (lorsqu'il s'agit d'un cadre A). Ces organismes lui versent son salaire. Ils se transforment ainsi en véritables caisses d'ASSÉDIC. L'étude du CNFPT paraît au moment où M. Jacques Rigaudat, chargé d'une mission sur les dysfonctionnements de la fonction publique territoriale, préconise une meilleure responsabilisation des collectivités qui se séparent trop facilement de leur personnel, et des agents qui refusent un trop grand nombre de propositions de réintégration.

► Etudes et réflexions, octobre

1992, 14, 52 pages, 35 francs. CNFPT, 3, villa Thoréton 75738 Paris Cedex 15

TEXTES

■ Communautés de communes en milieu urbain. - Le Parlement a adopté un amendement créant des communautés de communes en milieu urbain, lors de l'examen du projet de loi relatif à la lutte contre la corruption, le 19 décembre. Cet amendement avait été introduit au Sénat par Paul Graziani, sénateur (RPR) des Hauts-de-Seine et maire de Boulogne-Billancourt, et François Trucy, sénateur (RPR) du Var et maire de Toulon.

L'Association des maires de grandes villes souhaitait que les agglomérations de plus de 20 000 habitants puissent constituer des communautés de communes. Les règles juridiques et fiscales de ces établissements sont en effet plus souples que celles des communautés de villes.

Ainsi, bien que les compétences soient les mêmes (aménagement du territoire et développement économique), elles sont définies de façon moins contraignante pour les communautés de communes. Les communautés de villes doivent avoir un taux unique de taxe professionnelle et affecter la totalité de cette recette au groupement. Les communautés de communes, en revanche, peuvent instituer une simple taxe professionnelle de zone.

COURRIER

Retraité baladeur

Je suis usé de ces « jeunes » retraités (soixante et un ans) dont vous avez parlé (*Le Monde* daté 6-7 décembre). Si je n'ai pas déjà quitté la capitale, c'est parce que ma maison de province n'est pas encore habitable.

Né à Moot-de-Marsan, je suis arrivé à Paris à vingt-deux ans et j'y ai passé toute ma vie professionnelle. Depuis quelques années, j'éprouve un gros ras-le-bol de la capitale et j'ai envie de la quitter. Mais on m'a mis en garde contre les regrets possibles, et j'ai connu des personnes se mordant les doigts d'avoir largué toutes leurs

SEINE-SAINT-DENIS

EPINAY JOUE LA CULTURE

La municipalité cherche à rassembler la population autour d'un projet culturel

RICHE de l'histoire du cinéma, grâce aux studios et aux laboratoires Eclair qui y sont installés depuis près d'un siècle, Epinay-sur-Seine d'abrite plus que quelques souvenirs de l'époque héroïque du septième art. Les 50 000 habitants de cette ville de Seine-Saint-Denis, l'une des plus importantes de la couronne autour de Paris, vivent aujourd'hui essentiellement dans des grands ensembles ou des zones pavillonnaires, constitués aux deux tiers par des logements sociaux.

Etirée sur cinq kilomètres de part et d'autre de la route nationale 14, la ville est écartelée entre cinq grands quartiers qui communiquent peu entre eux. Gilbert Bonnemaison (PS), maire depuis vingt-cinq ans, met toute son énergie de spécialiste de la prévention de la délinquance pour éviter à Epinay les problèmes sociaux qui illustrent l'échec des banlieues. « La culture reste un moyen fondamental d'y remédier estime-t-il. Il faut mettre en place les moyens nécessaires pour élever le niveau culturel de la population. C'est une tâche aussi importante que d'améliorer le cadre de vie. » Depuis trois ans, cette commune aux moyens limités, qui reçoit la dotation de solidarité urbaine, consacre une part importante de son budget à l'action culturelle. Elle a atteint l'an dernier 6 % des dépenses, soit 20 millions de francs.

Cet effort vient d'être encouragé par la signature, il y a quelques semaines, d'une convention de développement culturel avec l'Etat. Elle apportant 2 millions de francs, la somme la plus importante accordée à une commune d'Île-de-France, les pouvoirs publics ont montré leur volonté d'encourager « une politique culturelle visant à impliquer des publics très divers dans des manifestations où chacun puisse s'exprimer et y participer activement ».

Succès pour Henri VI

Un soutien qui peut apparaître comme une critique des politiques culturelles mises en œuvre dans d'autres communes de la région parisienne où des municipalités permettent à des créateurs de renom de présenter des spectacles. Alors que ces œuvres, qui nécessitent d'importants acquis culturels, intéressent souvent une frange réduite de la population.

Les responsables de la vie culturelle à Epinay ont fait, au contraire, le pari de traduire dans la réalité le slogan de « la culture pour tous ». Après trois ans, le bilan est encourageant. Les trois bibliothèques de la ville qui ont accueilli 12 000 enfants pendant la saison 1991-1992, ont aujourd'hui 3 000 lecteurs réguliers. Six cents élèves sont inscrits au conservatoire.

Les différents spectacles présentés l'an dernier ont enregistré

coviron 10 000 entrées. Mais l'accès à la culture ne se mesure pas seulement en chiffres. Et le succès du *Henri VI* de Shakespeare, présenté en mars dernier à la Maison des Presles, tient autant aux 3 000 personnes rassemblées en dix représentations qu'à l'enthousiasme de l'accueil d'un public très hétéroclite.

La pièce a été montée avec des acteurs professionnels et des amateurs issus des ateliers de théâtre de la ville. Et les habitants d'Epinay ont autant applaudi l'œuvre de l'écrivain anglais que le travail des comédiens, employés ou étudiants qui avaient consacré deux à trois soirées par semaine aux répétitions. « C'est grâce à ce travail de terrain avec les associations, le club de prévention, le personnel des écoles et les caisses d'allocation familiales que nous pouvons comprendre les attentes du public et rendre les spectacles accessibles aux habitants d'Epinay », raconte Nadine Veronikios, directrice de l'action théâtrale.

Dans quelques semaines, grâce aux fonds apportés par la convention de développement culturel, la Maison des Presles, entièrement rénovée, va rouvrir sous le nom de Maison du théâtre et de la danse. Un changement radical pour cette ancienne MJC qui concentrait, il y a cinq ans encore, tous les problèmes du quartier. Et qui fut, dans les premiers mois de la gestion directe par la ville, étroitement surveillée par les forces de l'ordre pour permettre les répétitions.

La politique culturelle mise en place à Epinay passe en effet par la spécialisation des équipements. « Nous souhaitons que les habitants se souviennent d'un quartier à l'heure pour aller chercher le spectacle ou l'activité culturelle qui les intéressent », explique Stéphane Pellet de la direction des affaires culturelles de la ville. La MJC d'Ormeaux, de l'autre côté de la ville, au-delà du RER, au bout d'une rue de pavillons dominant Paris, va être transformée en Maison de la musique avec studios de répétition, d'enregistrement et salles de spectacles.

Cette action en faveur de l'accès du plus grand nombre à la culture n'est pas complètement étrangère à la volonté de la ville de renforcer son image. Les élus et les responsables du développement économique d'Epinay comptent sur le Festival de musique Eurock, la participation à Cinéma-miroir, et sur les festivités annoncées pour le centenaire du cinéma en 1995, pour obtenir les retombées médiatiques indispensables pour attirer les entreprises. Un projet de ville, accompagné par une restructuration importante du centre, doit compléter cette démarche. Et la réouverture des salles de cinéma sera alors le symbole de la réappropriation de la culture par une ville menacée par la marginalisation qui pèse sur les banlieues.

Christophe de Chenay

Paris. Je me donne trois ans pour faire le point. Si, passé ce délai, je m'accroche de cette double vie, un pied à Lusignan et Poitiers, l'autre à Paris, je n'aurais aucune raison de ne pas continuer.

Si je constate que je suis toujours fourré dans la capitale, je garderai ma maison provinciale, mais ce sera surtout un garde-meubles. Si, au contraire, c'est à Paris que je me viens qu'exceptionnellement, j'aurai d'autant moins de raisons d'y coexister mon appartement que je m'en suis que locataire. Bref, j'attends de voir si la greffe réussit pour la proclamer définitive.

ANDRÉ DELCOMBRE
Paris

هكذا من الأهل

RÉGIONS

MIDI-PYRÉNÉES

ALBI PLUS PRÈS DE TOULOUSE

L'ouverture à la circulation d'une portion de la future voie autoroutière A 68 prépare la liaison avec la vallée du Rhône

LES habitants du département de la Haute-Garonne, comme tous ceux qui circulent entre Albi et Toulouse sur la nationale 88, empruntent 33 kilomètres d'un seul tenant de voies express entre les communes de Gémil et de Rabastens. Il s'agit du premier tronçon à caractéristiques autoroutières de la future autoroute A 68, qui est offert gratuitement aux usagers.

D'un montant de 578 millions de francs, cet équipement routier était l'un des principaux chantiers figurant au contrat de plan signé entre l'Etat et la région Midi-Pyrénées. Les deux parties ont financé, à parité, 274 millions de francs de cette opération, le conseil général du Tarn prenant à sa charge les 8 % restants. Ce projet est

vieux d'une vingtaine d'années, mais sa mise en chantier avait été ajournée à maintes reprises. L'accord entre les partenaires concernés sur la nature de la liaison et son financement.

Lors de l'élaboration du IX^e Plan, 460 millions de francs avaient été investis pour l'amélioration de la liaison entre les villes de Gaillac et de Marsac-sur-Tarn. Il reste donc, pour terminer la liaison entre la capitale régionale et Albi, à réaliser le tronçon entre Toulouse et la commune de Gémil. Une opération confiée à la société des Autoroutes du sud de la France (ASF), qui devra, au début de l'été prochain, livrer à la circulation les 13 kilomètres restants, moyennant un droit de péage de 7 francs par véhicule.

Ce projet est qu'après que sera

mis à caractéristiques autoroutières le tronçon Gaillac-Marsac qui dispose déjà des ouvrages d'art nécessaires, ce qui permettra aux automobilistes de relier Toulouse à Albi en quelque quarante-cinq minutes.

Les 33 kilomètres de chaussée, mis en service à partir de Gémil, ont été inaugurés par Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et surtout candidat à un siège de député dans la circonscription d'Albi-Carmaux. Le ministre a souligné que cet équipement a fait l'objet d'un soin particulier, aussi bien pour ce qui concerne le confort et la sécurité des automobilistes, que pour la protection de l'environnement.

Pour cette opération la direction départementale de l'équipement du Tarn (DDE) a éboisé un bitume « drainant » qui supprime tout risque de projection d'eau et de dérapage par temps de pluie. La signalisation au sol a été traitée avec un matériel spécial qui préserve la qualité du revêtement et reste réfléchissant. Jusqu'aux panneaux de direction qui conservent la même couleur de jour comme de nuit dans le panneau des phares des véhicules.

Pour protéger les rivières, des travaux ont permis, par des mesures antiruisseau ou l'isolation des berges en zone d'habitat dispersé, de diminuer les nuisances acoustiques. Les logé-ments ont aussi pensé à la protection des rivières en évitant le rejet des eaux polluées. Toutes ces mesures permettent à l'autoroute A 68, selon ses promoteurs, de préserver la qualité du paysage de cette plaine où coule le Tarn.

Le futur axe qui doit relier la capitale régionale à Albi est,

pour bien des responsables de Midi-Pyrénées, le début d'une autoroute plus ambitieuse. Il s'inscrit comme le premier jalon d'une liaison transversale qui conduirait de Toulouse à Lyon, via Rodez, dans le département de l'Aveyron. Il s'agit, dans l'esprit de promoteurs de cette idée, de recentrer la région en captant une partie des flux d'échanges venus du nord-est de l'Europe. Une initiative qui, par contre, soulagerait le trafic de la vallée du Rhône.

Un syndicat mixte, présidé par Marc Censi (UDF), maire de Rodez et président de la région Midi-Pyrénées, a même été créé à cet effet. Il regroupe dix-huit collectivités territoriales et veut obtenir l'inscription de cet axe au schéma directeur national autoroutier.

Ce projet, même s'il paraît « révolutionnaire » à certains, aurait l'avantage de renouer avec l'histoire. Jadis, la route 88, qui nécessitait entre Toulouse et Rodez quelque cent vingt-deux heures de travaux, assurait la liaison Toulouse-Lyon.

L'axe était alors économiquement rentable parce que moins long que celui passant par la vallée du Rhône.

de notre correspondant
à Toulouse
Gérard Vallès

MARSEILLE

DIFFICILE REGROUPEMENT

Suite de la page 7

Mais il faut convenir qu'une ville qui se dépeuple (110 000 habitants perdus depuis 1974) qui se désindustrialise (13 % des emplois contre 22,5 % en France, plus de 18 % de chômeurs) et, donc, s'appauvrit, n'offre pas les meilleures perspectives d'avenir. Même si elle est fondée à se plaindre des sursurveys qu'on lui a fait subir (1) ou si elle peut mettre en avant des potentialités indiscutables dans le domaine scientifique.

« On va payer ses dettes et, en plus, elle nous enverra ses habitants indisciplinés », aurait pu dire, par exemple, le maire d'une commune de gauche-placée dans son orbite.

Le phénomène général de crainte inspiré aux « petits » par le pouvoir d'absorption de la ville-centre a également joué avec plus de force qu'ailleurs compte-tenu du problème de taille posé par ce mastodonte.

Certains de mes collègues, confirme le maire de Marseille, Laurens Délécluse (UDF), m'ont clairement dit qu'ils ne voulaient pas prendre le risque de devenir, à terme, de simples quartiers de Marseille. Pour Jeanne Lafitte (PS), adjoint au maire de Marseille et membre de la CDCI la réalité est plus simple : « Beaucoup de communes ont vu l'occasion de prendre leur revanche sur trente ans d'omnipotence déferlante ».

Une concurrence suicidaire

La personnalité de Robert Vigouroux n'a pas, elle-même, contribué à créer un climat propice à une large alliance. « Il n'a pas su séduire », convient un membre de l'entourage du maire de Marseille. Aimable euphémisme pour parler du caractère et de la difficulté à communiquer du premier magistrat marseillais. Il ne fait pas de doute, également, que sa position ambiguë à l'égard du PS, son isolement politique volontaire, l'ont fortement desservi. L'uno des ses proches dénonce, par ailleurs, la stratégie du conseil général présidé par le socialiste Lucien Weygand qui aurait consisté à favoriser des regroupements par affinités communales plutôt que d'appuyer le projet, politiquement gênant, de l'aire métropolitaine marseillaise.

Le préfet des Bouches-du-Rhône, Claude Bussière, se contente de noter que 110 communes sur 119 ont déjà délibéré sur l'intercommunalité - dont 55 sur un projet concordant - « ce qui, estime-t-il, est un succès pour la loi » (2). « Les esprits, ajoute-t-il, ne sont pas encore mûrs, dans certaines communes pour concevoir un regroupement plus important avec Marseille. » C'est précisément l'espoir que cultive le maire de la métropole. Son directeur de cabinet, Jean Pellegriou insiste sur « la haute valeur symbolique, mais aussi stratégique, de ce regroupement qui crée une interconnexion uni-

que en France entre un grand port autonome, un aéroport international, deux autoroutes et, demain, le TGV ». M. Délécluse est, lui aussi, très confiant dans l'avenir de cette communauté, dénommée « Marseille Provence Métropole » « qui est sûrement appelée à s'élargir, notamment vers l'Est de Marseille ».

Les trois communes ont opté pour le régime fiscal de la taxe professionnelle d'agglomération sur la base d'un taux moyen pondéré de 17 %. Ce qui incite le maire de Marignane à se frotter les mains. « Notre taux était de 24 %. Nous devenons plus attractifs pour les entreprises sans perte de ressources budgétaires, puisque la loi nous garantit un produit équivalent à celui perçu antérieurement ». Dès 1994, la communauté espère recevoir, de l'Etat, une dotation globale de fonctionnement supplémentaire de 100 à 150 millions de francs. Elle va donc « réaliser des choses » dans les deux domaines de compétences optionnelles (ou facultatives) qu'elle a choisies : la protection et la mise en valeur de l'environnement et les transports. Ses deux principaux projets : la création d'une unité moderne de traitement des ordures ménagères et l'étude d'un système de transport en site propre reliant Marignane à Marseille, via le port. Avant même la naissance officielle de la communauté, les trois partenaires ont déjà effectué, le 26 novembre, une démarche commune et solennelle auprès du ministre de l'Équipement, pour obtenir l'implantation d'une gare du futur TGV Sud-Est « à proximité immédiate de l'aéroport de Marseille-Provence ».

Marignane a été, d'autre part l'une des deux communes, avec Aubagne, à adhérer au syndicat mixte de l'Opéra de Marseille et de Provence.

Bien des regrets peignent, pourtant, dans la délibération sur la création de la communauté « à trois » adoptée, le 14 décembre, par les élus de la seule majorité « vigouriste » et deux socialistes. « Dans le contexte européen, la concurrence à l'intérieur de notre agglomération serait suicidaire, puisque, y insistait-on, nous devons faire face, au contraire, à celle des autres grandes agglomérations qui ont toutes des structures institutionnelles fortes. Il y a là un changement d'échelle dont tous les acteurs publics et privés de l'agglomération marseillaise doivent prendre conscience ».

Guy Porte

(1) Discrimination dans le versement, par l'Etat, de la dotation globale de fonctionnement ou concurrence fiscale des zones d'entreprises périphériques, entre autres.

(2) Ces délibérations ont abouti à vingt-trois projets de regroupements pour la création d'une communauté de villes, de treize ou quatorze communautés de communes, deux districts, une extension de syndicat d'agglomération nouvelle et un SIVOM.

CHAMPAGNE-ARDEENNE

Un aéroport de fret dans la Marne

Le conseil général de la Marne a créé la société d'économie mixte (SEM) Europort Paris-Champagne, pour construire une plateforme logistique multimodale (avion, route, fer) à Vavry, près de Châlons-sur-Marne. Cet équipement serait installé sur une ancienne base militaire proche de l'autoroute A 26.

Le département réactive ainsi le projet de site aéroportuaire de fret, lancé par Yves Bonnet, ex-préfet de Champagne-Ardenne, à la tête de la Compagnie européenne de fret aérien (COFA) en cours de liquidation en raison de la SEM, au capital de 15 millions de francs, est présidée par Albert Vactan (Union centriste), président du conseil général, lequel détient la majorité. La principale partenaire privée est Novelliance, une société spécialisée dans les transports. Le premier client, la compagnie Jat-Fret, serait opérationnel en juin 1993.

Les responsables de la SEM négocient avec l'armée pour acquérir 500 hectares de terrain supplémentaires et avec l'aviation civile, qui réglemente l'espace aérien.

FRANCHE-COMTÉ

Un réveillon pour un bicentenaire

En 1793, la principauté de Montbéliard, longtemps convoitée par la France, lui était rattachée à la faveur de la Révolution. Diverses manifestations doivent marquer le 200^e anniversaire de cet événement. Elles ont commencé par un « réveillon » auquel le « mission du 200^e » a convié les 130 000 habitants de ce qui demeure la « Pays de Montbéliard », dont la trace se retrouve dans un district urbain de 25 communes.

L'opération a été à usage interne, il s'agit de rassembler une population autour d'un sentiment d'appartenance à un « pays » dont l'histoire défile à travers les révolutions. Elle s'inscrit aussi dans les actions de communication que la direction d'investisseurs susceptibles de prendre le relais de l'industrie automobile, représentée par Peugeot, qui a contribué au financement du réveillon de la Saint-Sylvestre. Un budget de 6,5 millions de francs y était consacré, la direction participant pour 500 000 francs, le département du Doubs pour 200 000 francs et la ville de Montbéliard, pour 1,5 million de francs.

HAUTE-NORMANDIE

Union régionale pour l'université

Le conseil général de Seine-Maritime a décidé de participer au financement du plan Université 2000 pour développer l'enseignement supérieur en Haute-Normandie. Le projet, voté au début de l'année par le conseil régional, prévoit un investissement de 1 360 millions de francs. Oana la corbeille du contrat, l'Etat apporte 360 millions, 1 milliard de francs restant à la charge de la collectivité régionale.

Pour faire face à l'engagement de son prédécesseur, Roger Fossé (RPR), le président du conseil régional, Antoine Rufanacht (RPR), a fait tourner vers le conseil général qui, jusqu'à présent, intervenait à hauteur de 10 % en matière d'équipement universitaire, cofinancé par l'Etat et la région. Les élus proches du président Jean Lacanuet (UDF) ont décidé de verser 252 millions de francs (25,2 %), qui s'ajoutent aux terrains offerts par le département.

Un développement en étoile

La région Midi-Pyrénées prône un développement des liaisons routières et ferroviaires en étoile autour de la capitale régionale. L'objectif des élus régionaux est de relier chacune des grandes villes des départements périphériques à Toulouse par des voies routières rapides et des liaisons ferroviaires permettant à ces cités de bénéficier des retombées économiques du dynamisme de la métropole régionale. « Il s'agit de donner les moyens de lutter contre la désertification, qui nuit à la grande partie des difficultés de liaison et de communication », précise un document du conseil régional.

Montauban, « capitale de Tarn-et-Garonne », illustre

cette situation. La ville a connu, depuis la mise en service de l'autoroute A 63 Bordeaux-Toulouse, une croissance rapide et soutenue qui a fait un pôle d'activités complémentaires de l'agglomération toulousaine. Géographes et économistes estiment aujourd'hui que la zone de développement liée à la métropole régionale est dessinée par une ligne isochrone d'une heure (tous les points, les lieux qui sont à une heure ou moins de trajet des autoroutes). Ce qui explique la quête effrénée de certains départements, comme l'Ariège, où des travaux sont en cours pour obtenir une bonne liaison avec la capitale régionale.

G. V.

ALSACE

L'INFORMATISATION DU LIVRE FONCIER

Les Alsaciens et les Mosellans veulent conserver une spécificité de leur droit local

BAS-RHIN. Haut-Rhin et Moselle ont hérité de l'Histoire un important « droit local », composé de textes allemands de la période 1870-1918, réincorporés ensuite dans le droit français (à l'exception du droit de la chasse) et de textes français antérieurs à 1870 qui n'ont pas été abrogés (c'est le cas du concordat).

Le Livre foncier est une partie importante de ce droit local. La publicité foncière, c'est-à-dire la connaissance de l'état juridique d'une parcelle de terrain, y est assurée par des gros registres, comme en Suisse, en Allemagne ou en Autriche. Pour mettre à jour, et à la disposition des utilisateurs, ces importants documents, trente et un bureaux fonciers existent en Alsace avec cent cinquante fonctionnaires du ministère de la justice, dont trente-cinq magistrats. Contrairement au système français de la conservation des hypothèques, où les actes sont empilés, le Livre foncier permet d'un coup d'œil de connaître la situation juridique d'une parcelle.

Conscients de ces avantages, les notaires, principaux utilisateurs, souhaitent depuis des

années l'informatisation du système. Le projet a pris corps autour de l'Institut du droit local (IDL), créé en 1985 à Strasbourg, et les études sont terminées. « Nous sommes prêts à démarrer la deuxième phase, c'est-à-dire une expérimentation à Haguenau (Bas-Rhin), avant d'étendre éventuellement le système », explique le président de l'IDL, Robert Koenig, professeur à l'université Robert-Schuman de Strasbourg.

Un seul verrou demeure : malgré les subventions déjà promises par les collectivités locales et le conseil inter-régional des notaires, le système ne peut fonctionner sans un financement modeste mais régulier. « Nous avons proposé qu'une petite taxe sur les requêtes en inscription, chaque fois qu'on ajoute une mention au Livre foncier, soit versée à un Groupe régional d'intérêt public (GIP) créé pour cela ».

Mais cette taxe et ce GIP ne peuvent être créés que par la loi nationale. Vingt députés alsaciens et mosellans (RPR, UDF et PS), avec pour chef de file le député du Bas-Rhin Adrien Zeller (CDS), ont donc déposé un

amendement à la loi de finances pour 1993. L'amendement Zeller, auquel le gouvernement s'est montré hostile, a été trois fois rejeté par l'Assemblée, même dans son ultime version : une taxe de 60 francs sur les transactions supérieures à 5 000 francs.

Cet échec provoque l'amertume des élus de la région. Le conseil régional d'Alsace, les deux conseils généraux du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, ont adopté à l'unanimité des motions de protestation. L'Institut du droit local est sorti de son habituelle réserve pour dénoncer « la technocratie anonyme » qui aurait bloqué la réforme et accusé directement « le silence et le refus houleux dans lesquels s'est enclavée la loi toute-puissante d'administration des finances ». L'Institut craint, en effet, que ce blocage soit inspiré au ministère des finances par une hostilité au droit local. « Si nous n'informatisons pas le Livre foncier, résume le professeur Koenig, il va se gripper. On nous imposera alors le système, pourtant moins performant et plus cher, de la conservation des hypothèques ».

Les défenseurs du droit alsacien et mosellan s'insurgent : « Nous avons accepté de « nettoyer » le droit local de ce qu'il avait de désuet, à condition de pouvoir moderniser ce qu'il a de performant », explique Jean-Marie Woebrling, magistrat administratif et membre fondateur de l'Institut. Or le nettoyage est fait, par exemple pour des points du droit des assurances, du droit civil ou du droit de la chasse, mais maintenant on nous interdit la modernisation ! »

Bien que très technique, le débat prend en Alsace un aspect politique. Les élus, et les futurs candidats aux législatives, savent que les Alsaciens sont très attachés au droit local, surtout quand il s'agit de celui des proches voisins européens.

de notre correspondant
à Strasbourg
Jacques Fortier

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
METHODE DE REVISION : 78 72 45 30
• Techniques du commerce international
D. NICOLLE 3ème éd. 1991
• Etudes de cas de Comptabilité
N. JOURNO 1ère éd. 1991
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

VALENCIENNES

Lueurs d'espoir au fond du puits

S'IL ne s'agissait que de décrire Valenciennes, petite ville de 40 000 habitants enclavée dans un maillage urbain et industriel qui en compte 350 000, ce serait relativement simple. Dès lors que l'on aurait rappelé son passé tourmenté aux confins de frontières mouvantes, l'essor de l'industrie au XIX^e siècle et son déclin depuis trente ans, tout, ou presque, serait dit. Peut-être faudrait-il souligner la vocation artistique qui en avait fait l'Athènes du Nord, patrie, entre autres, du brocheur Froissart, du peintre Watteau et du sculpteur Carpeaux ? Et se souvenir, aussi, qu'elle fut une cité opulente du Hainaut, alors sans frontière, traversée de cours d'eau aujourd'hui enfouis, vouée au commerce et au tissage (le drap, la batiste, les linons et la fameuse dentelle).

Pour être tout à fait franc, il faudrait dire, en plus, que Valenciennes, ville basse où domine la brique rouge, porte encore les stigmates de la guerre et de l'asservissement industriel. De l'une témoignent, au cœur de la cité, les immeubles grisâtres de la reconstruction et l'étrange hôtel de ville dont la façade d'époque, c'est-à-dire restaurée façon Renaissance flamande au milieu du XIX^e siècle, semble masquer à la vue de la place d'Armes les méfaits du XX^e. Les restes de la splendeur d'antan ne brillent guère : le Musée des beaux-arts, qui prenait l'eau, est fermé pour deux ans de travaux, la rénovation des vieux quartiers ne fait que s'amorcer et, selon le maire, Jean-Louis Bortol, la basilique Notre-Dame du Saint-Gordon, église emblématique de la cité, est promise à la ruine si le miracle ne vient pas, cette fois, des hommes.

Cette ville retrouvera-t-elle des traits dignes de l'attachement qu'elle s'attire ? Pour cela, il faudrait, si c'est possible, rattraper le temps perdu et revenir sur le laisser-aller des jours passés, sauf qu'il n'y a plus de prospérité. Cependant, dans le climat ambiant de désespoir, on se prend à y croire en découvrant le nouveau lycée, accolé à l'Escout, dont les berges se préparent à accueillir d'autres équipements prestigieux : ce imaginant que le bel hôpital du Hainaut abriterait des activités culturelles et logerait des étudiants, près d'une friche où doivent s'élever les futures facultés de lettres et de droit, un théâtre faisant aussi office de palais des congrès et un ensemble de bureaux. On est près d'y croire vraiment en voyant se transformer le sisotre quartier de la Briquette, où des logements à taille humaine remplacent des barres de béton rasées du paysage. Oui, il serait facile de ne parler que de Valenciennes s'il n'y avait le traumatisme, encore si présent, vécu par la population, celle de la ville, mais aussi celle de tout le Valenciennais : quatre-vingt-deux communes sous le coup d'une sorte de faillite économique, sociale et culturelle ! Cela seul importe et conduit à s'intéresser d'abord aux gens, à ce qu'ils vivent, à ce qu'ils font pour s'en sortir.

Leur mal-vivre s'inscrit dans les statistiques et dans le paysage du milieu industriel qui

longe l'Escout, une zone de forte densité urbaine (600 habitants au kilomètre carré) dont le rythme cardiaque s'est brusquement effondré avec la disparition des mines et la fin des grandes aciéries. Le chômage stagne autour de 18 %, supérieur de 40 % à la moyenne régionale et de 70 % à la moyenne nationale. Il y a plus de six mille allocataires du RMI dans le Valenciennais, deux fois plus qu'à l'échelle nationale. Fait aggravant, une loquace dépendance à l'égard d'employeurs de main-d'œuvre non qualifiée et pourvoyeurs de confort social (logement, chauffage, protection) a laissé hériter

Pour Jean-Louis Bortol, aucun doute : le Valenciennais souffre d'abord d'un déficit d'encadrement, de l'absence d'élites. Georges Guillaume, président de l'union patronale locale, vice-président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI), renchérit : « Notre vrai handicap est culturel ! ». Le mal est, ici, plus profond qu'ailleurs dans la mesure où les habitants s'affirment volontiers par l'ardour au travail, quelle que soit la dureté de celui-ci. Or, l'isolement de cette culture, nombre d'enfants n'ont, désormais, jamais vu leurs parents, parfois leurs grands-parents, s'astreindre à un emploi régulier. Entourés de

de football - mais c'était déjà un signe de vitalité, une lueur d'espoir - ce s'explique pas autrement.

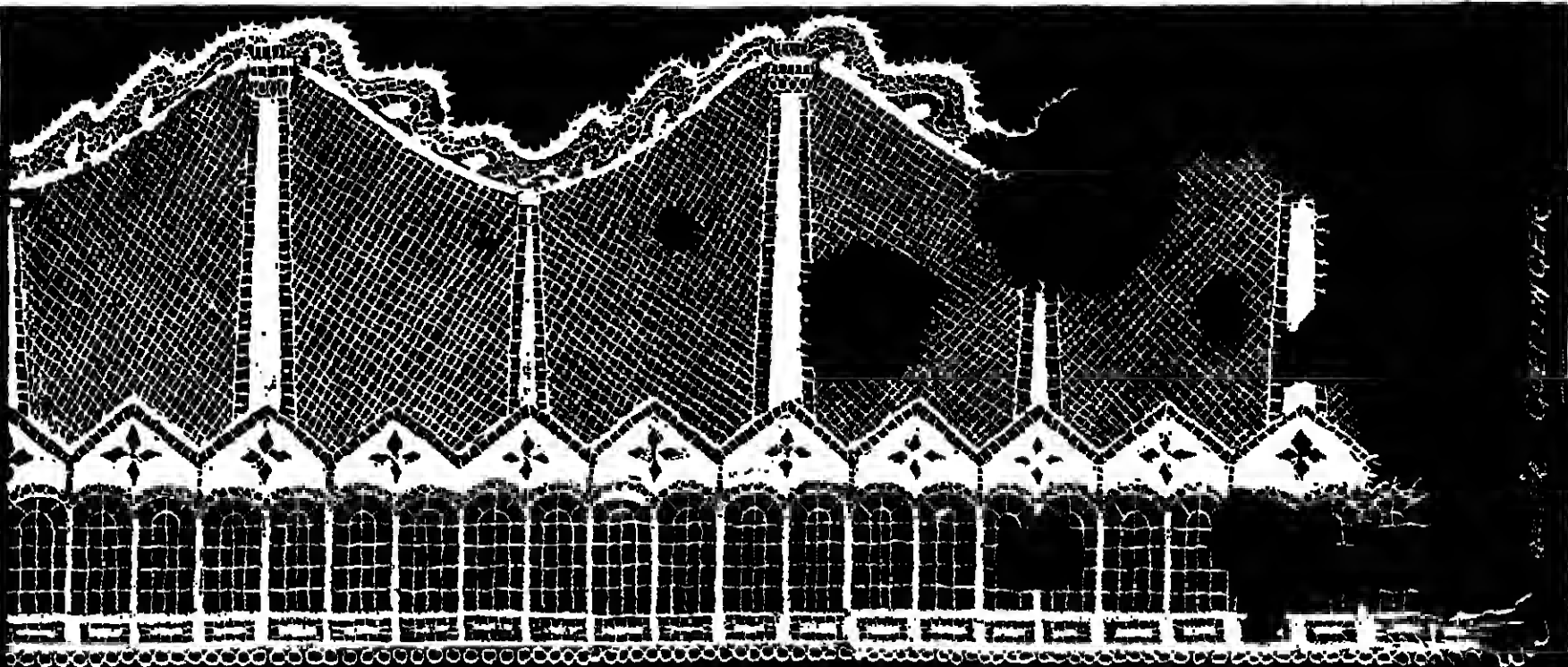
Le nouveau maire a mis son savoir-faire médiatique et sa capacité catalytique au service d'une entreprise de redressement dont chacun sait qu'elle dépasse le cadre de la ville. Le changement politique est là, aussi : dans la nécessité d'agir en commun, mieux recouvrer qu'autrefois, mais qui doit être encore imposée contre l'esprit de haine. L'Association pour le développement du Valenciennais, où se retrouvent les élus et les responsables socio-professionnels, devrait permettre de

dans son esprit, Valenciennes doit être pour le sud du département. La ville a commencé par géométriser le tout-à-l'égout, entreprise dérangeante et peu visible pour le visiteur, et a annoncé d'autres projets ambitieux et plus porteurs. Mais l'état d'esprit et les états d'âme sont tels que, tant que les grues n'auront pas peuplé de leurs hautes silhouettes les paysages vides, le doute le disputera à l'espoir : ce sont elles que l'on attend. Et que l'on va voir sous peu, assure le maire.

Le Valenciennais a pâti de l'absence de leaders politiques aptes à inscrire les ambitions locales dans une vision d'ensemble. Le seul visionnaire reconnu s'est situé dans le champ économique, où il se fit pas si facile de se faire entendre au sein de ce bunker-là. Toujours est-il que c'est à Marc Lefranc, ancien président de la CCI, que la région doit sa desserte autoroutière et les possibilités d'accueil qu'elle offre cette infra-

thom, Bombardier) et l'automobile (Valmex, Sevelnord qu'installent les groupes PSA et Fiat). La liaison entre l'université et l'industrie, avec le partenariat de la région, se fait au sein d'un organisme, VALUVAL, qui joue le rôle d'interface et fonctionne sous la forme de contrats entre les entreprises et la recherche (il y a trois unités du CNRS et une vingtaine de laboratoires). Son président, Yves Ravallard, précise que le nombre d'adhérents, de cocontrats et d'études de cette jeune institution ne cesse de croître, et que les PME ne sont pas les dernières à utiliser ses services bant de gamme. On comprend qu'un enthousiasme proclame : « L'université, c'est notre Jeanne d'Arc ».

Elle s'affirme, en tout cas, comme le symbole de la nouvelle vocation technologique du Valenciennais et de l'échange culturel qui s'y accomplit lentement. Elle est un atout majeur, parmi d'autres qui ne demandent qu'à être brandis : la tradi-



tage une population laborieuse, traditionnellement sous-scolarisée, peu formée malgré ses aptitudes au travail, et en défaut d'autonomie sociale. D'où ce paradoxe, souligné par Raphaël Servin, syndicaliste CFDT, d'un fort taux de chômage et d'une manœuvre de main-d'œuvre qualifiée.

Sinistrée par la disparition des mines et la fin des grandes aciéries, l'agglomération affirme aujourd'hui une vocation nouvelle, à la fois technologique et universitaire

D'où la perte de vitalité d'une communauté qui voit chaque année partir 1 % de ses habitants les plus dynamiques, ce que ne parvient pas à masquer un taux de natalité élevé (15,7). « L'université forme des gens remarquables qui ne restent pas chez nous. C'est une catastrophe, la région se vide », déplore André Bocquet, président de l'union locale CFDT.

retraités encore jeunes et de chômeurs endémiques, ils arrivent dans la société sans ce modèle traditionnel de socialisation. Comment leur demander de se conduire en battants, en gagnant ? La vitalité du mouvement associatif, l'engouement des Nordistes pour les manifestations festives et le sport ne composent pas une si grande part d'inactivité. Il faut meubler le vide de ces vies par des petits riens qui font illusion, passer une partie de son temps au café, haut lieu de la sociabilité locale, ou, pour les plus jeunes, traîner sa vacuité et son ennui, à la merci des pures tentations.

Face à la crise, le salut a d'abord été attendu de l'extérieur. « On s'est beaucoup lamenté en demandant qu'on fasse quelque chose pour nous car, après avoir tant donné, on estimait avoir des droits. Maintenant, nous avons compris qu'il fallait prendre notre sort en main, qu'il fallait travailler en commun pour bâtir des projets avant de rechercher des aides », déclare André Bocquet. Ce langage, on l'entend de plus en plus dans d'autres cercles de pouvoir. C'est celui de Jean-Louis Bortol, mais aussi d'autres élus locaux, des services de l'Etat, de la chambre de commerce, de l'université. Et, de fait, les projets abondent, fût-ce avec retard, car le Valenciennais n'a pas ébranlé, quand il le fallait, ses blocages, ses « bunkers », souligne un connaisseur. Le premier était d'ordre politique et résultait d'un partage implicite entre la « vallée rouge », tenue par les communistes (les trois députés de l'arrondissement appartiennent à ce parti), et la ville, fief reconnu de la droite ; le sud du département avait été notoirement délaissé par les socialistes qui dominaient au Nord. Valenciennes a ainsi vécu sous le long règne tranquille d'un notable gaulliste, Pierre Carous, peudot uce quarantaine d'années. Même le drapeau programé, Olivier Mercière, est arrivé trop tard dans ce monde figé. Le bouleversement de 1989, qui a vu l'élection surprise à la mairie d'un étranger dont le plus grand titre de gloire était d'avoir sauvé le vieux club

bénéficier des avantages fiscaux accordés aux zones d'investissement prioritaires. Un projet d'agglomération définit les stratégies à mettre en œuvre à partir de quatre secteurs d'études (Coodé, Denain, Saint-Amand, Valenciennes), prouve que la pratique du partage n'est pas complètement dépassée. Néanmoins, tant André Parent, maire socialiste d'Auzin, discret mais actif propagandiste de l'intercommunalité, que Jacques Floc, animateur du pôle de coopération du Douaisis-Valenciennais, se félicitent de la naissance d'un outil de gestion régionale.

Le maire, fort des ses autres succès électoraux et de l'équipe de techniciens et de gestionnaires dont il s'entoure, pousse les feux de la locomotive que,

ture. La CCI, disposait d'un budget annuel de plus de 180 millions de francs, reste un puissant outil d'aménagement et de formation qui, selon Georges Guillaume, est en train de se réactiver au profit de projets globaux et collectifs.

Un autre acteur essentiel est l'université, qui regroupe au Mont-Houy, à Aulnay, et sur d'autres sites sept instituts et une école d'ingénieurs et mécaniciens énergétiques, quelque neuf mille étudiants et trois cent soixante-cinq enseignants. Son originalité est de s'être spécialisée dans des créneaux scientifiques et techniques porteurs d'innovation et dont certains collent étroitement à la vocation, appelée à s'élargir, de la région, notamment le ferroviaire (Als-

tion industrielle, la productivité des travailleurs du Nord, la position géographique de la région, sa desserte autoroutière, le futur TGV, la possible liaison ferroviaire jusqu'à la frontière, la chance offerte, si elle est saisie, à la navigation fluviale. Sur ces bases, dans les projets et propositions qui s'énoncent, les aspirations qui s'expriment, une stratégie se dessine qui commencent à contrebalancer les loeries, les conservatismes et l'abattement. Le Valenciennais peut se repositionner sur les pôles industriels qui lui restent en développant autour d'eux le tissu de PME de services et de technologie fine. L'arrondissement, lui, de se tenir à l'écart, a intérêt à renforcer la solidarité transfrontalière avec le Hainaut belge, et à devoir partie prenante de l'économie chanter qui s'organise jusqu'au littoral, autour d'une métropole régionale proche et insipide à répondre, à elle seule, à tous les besoins.

« Valenciennes ou tout à gagner en jouant une ouverture forte », estime Georges Guillaume. Encore faut-il s'investir dans les lueurs d'espoir qui vacillent au fond du puits. Encore faut-il que la ville continue de changer son image de marque et que tous ses habitants acceptent d'abandonner ce qui, dans leurs têtes, reste des anciens remparts.

de notre envoyé spécial
André Laurens

Prochain article :
AURILLAC

« Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié :
« Arras » (daté 15-16 novembre) ; « Saint-Malo » (daté 22-23 novembre) ; « Mâcon » (daté 29-30 novembre) ; « Perpignan » (daté 6-7 décembre) ; « La Rochelle » (daté 13-14 décembre) ; « Rodez » (daté 20-21 décembre) et « Lisieux » (daté 27-28 décembre).

Chiffres

■ Sous-préfecture du département du Nord, Valenciennes compte 38 441 habitants.

■ L'agglomération, qui réunit une soixantaine de communes, compte 338 392 habitants et se situe au treizième rang du classement effectué par l'INSEE des cent premières agglomérations de France métropolitaine.

■ Résultats des élections municipales du 19 mars 1989 : L., 25 449 ; V., 16 507 ; A., 35,13 % ; E., 15 418. Divers droite (Bortol), 11 726 (78,05 %), 38 élus (38 div. d.). PC (Dulieu), 3 687 (23,91 %), 5 élus (5 PC). Union droite (Maréchal, RPR, maire), 5 (0,03 %).

■ Résultats du référendum sur l'Union européenne du 20 septembre 1992 :

L., 23 109 ; V., 15 935 ; E., 31,04 % ; A., 15 393. Non, 7 744 (50,30 %). Oui, 7 649 (49,69 %).

هكزام الأصيل

Malgré des divergences sur la libre circulation des personnes

Les Douze mettent progressivement en place une politique plus restrictive du droit d'asile

Divisés à propos de la suppression des contrôles aux frontières internes, les ministres des Douze chargés de la sécurité, récemment réunis à Londres, ont progressé vers l'harmonisation de leur politique d'asile dans un sens restrictif. L'accord intervenu depuis en Allemagne (le 8 décembre) va dans le même sens.

L'asile politique, l'une des rares portes à rester entrouvertes en Europe pour les candidats à l'immigration, figure parmi les préoccupations des ministres de l'Intérieur des Douze qui souhaitent encadrer, voire limiter l'exercice de ce droit. La suppression des frontières internes des Douze, reportée à la mi-1993, qui suppose l'harmonisation des politiques de traitement des demandes d'asile, offre une occasion d'évoluer dans ce sens restrictif.

Les conventions de Schengen et de Dublin prévoient déjà qu'un sol-

liciteur d'asile ne pourra déposer sa demande qu'à l'un des pays de la communauté. La décision, positive ou négative, d'un Etat valant pour les autres. L'accord conclu en Allemagne le 8 décembre, qui exclut du droit d'asile les personnes venant notamment de Pologne et de Tchécoslovaquie, s'imposait donc aux Neuf de Schengen (les Douze, moins la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark). La préoccupation des gouvernements est de « filtrer » les candidats à l'asile et de rejeter rapidement les demandes émanant de personnes ne pouvant faire état de réelles persécutions dans leur pays.

Une première résolution adoptée lors de la réunion de Londres précise la notion de « demande manifestement infondée » qui permet de refouler les demandeurs d'asile jugés non crédibles. Le texte maintient le principe d'un examen individuel des demandes grâce à un « entretien » avec une personne qualifiée et exclut une décision par les seuls services de police des aéro-

ports. Une autre résolution limite la possibilité, prévue dans la convention de Dublin, de renvoi du demandeur d'asile dans un « pays sûr » non européen où il a déjà séjourné. Cette procédure pourra être utilisée par les Douze seulement si le pays tiers « respecte les droits de l'homme » et si le demandeur y est effectivement protégé contre le refoulement vers le pays où il estime sa vie en danger.

Enfin, la réunion de Londres a récusé la notion de « pays sûr » dont les ressortissants n'ont été a priori exclus du droit d'asile. Les Douze lui ont préféré la notion, très proche, de « pays où, en règle générale, il n'existe pas de risque sérieux de persécution ». Cette précaution rassure pas les organisations humanitaires. Amnesty internationale craint que les résolutions de Londres « prises à huis clos, sans débats publics ou parlementaires » ne réinterprètent le droit international des réfugiés d'une manière qui sape les principes de base de leur protection.

Ph. Be.

REPÈRES

FAITS DIVERS

Attentat contre une synagogue à Villepinte

Des jeunes gens au visage masqué ont lancé des cocktails Molotov contre une synagogue dans la nuit du Nouvel An, à Villepinte (Seine-Saint-Denis). La synagogue était vide au moment des faits. Seul, l'autel a été endommagé. Cette attaque est la troisième commise en une semaine, en France, contre la communauté juive. Mardi

Un incendie a éclaté à la synagogue de Villepinte, dans la nuit du Nouvel An. Des jeunes gens au visage masqué ont lancé des cocktails Molotov contre une synagogue dans la nuit du Nouvel An, à Villepinte (Seine-Saint-Denis). La synagogue était vide au moment des faits. Seul, l'autel a été endommagé. Cette attaque est la troisième commise en une semaine, en France, contre la communauté juive. Mardi

at mercredi, des tombes avaient été profanées dans deux cimetières juifs de la banlieue de Strasbourg (le Monde des 1^{er} et 2^e janvier). SOS-Racisme a condamné, vendredi 1^{er} janvier, ce nouvel attentat et exprimé « sa solidarité avec la communauté juive une fois de plus visée par des profanations de lieux de culte et de mémoire ». L'association appelle à la mobilisation et prie que elle organisera, le 6 février prochain à Paris, avec le concours d'autres organisations de défense des droits de l'homme, une grande manifestation antiraciste.

Un incendie a éclaté à la synagogue de Villepinte, dans la nuit du Nouvel An. Des jeunes gens au visage masqué ont lancé des cocktails Molotov contre une synagogue dans la nuit du Nouvel An, à Villepinte (Seine-Saint-Denis). La synagogue était vide au moment des faits. Seul, l'autel a été endommagé. Cette attaque est la troisième commise en une semaine, en France, contre la communauté juive. Mardi

POLICE

M. Jacques Poinas nommé patron de la lutte anti-Mafia en France

M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique, a nommé, jeudi 31 décembre, un commissaire divisionnaire, M. Jacques Poinas, à la tête de l'unité de coordination et de recherches anti-Mafia (UCRAM). Cette unité, qui est rattachée à la direction générale de la police nationale, avait été instituée, le 24 décembre, par décret du premier ministre. Elle comprendra deux sous-unités de police judiciaire et deux sous-unités de police administrative. M. Poinas, adjoint au chef de la brigade criminelle, a été nommé à la tête de l'unité de coordination et de recherches anti-Mafia. Auparavant, il avait notamment été le numéro deux de la brigade de lutte contre le trafic des stupéfiants et le proxénétisme.

RELIGIONS

Le pape demande de prier pour les Balkans

« Europe ! Europe ! Que le Seigneur tourne vers toi son regard et t'accorde sa paix », s'est exclamé le pape Jean-Paul II lors de la messe célébrée, vendredi 1^{er} janvier à la basilique Saint-Pierre de Rome, à l'occasion de la Journée mondiale de la paix. Prenant ensuite la parole depuis le balcon de sa résidence, devant quelque trente mille pèlerins rassemblés place Saint-Pierre, Jean-Paul II a exprimé son inquiétude pour le paix en Europe : « Dans notre continent aussi, spécialement dans les Balkans, la plaie de la guerre destructrice et de la violence n'arrête pas de se répandre. L'Europe peut-elle prendre ses distances et ne pas se sentir concernée par cette situation ? Le pape a demandé à tous les Européens de prier pour l'avenir de leur maison commune, et en particulier pour la Bosnie-Herzégovine et les Balkans. (AFP, AP, UPI)

SÉCURITÉ CIVILE

Création de conseils départementaux de sapeurs-pompiers volontaires

Par un décret publié au Journal officiel du 31 décembre 1992, le ministre de l'Intérieur institue, dans chaque département, un conseil de sapeurs-pompiers volontaires. Présidé par le préfet et coprésidé par le président de la commission administrative du service départemental d'incendie et de secours, il a pour mission d'étudier et d'encourager toutes les mesures permettant aux sapeurs-pompiers volontaires d'effectuer leurs missions et de suivre des formations. Il devra notamment faciliter le règlement des éventuelles difficultés rencontrées par les sapeurs-pompiers avec leurs employeurs.

Inaugurée à Lorient

Une maison pour les autistes

« C'est extraordinaire. En quelques mois, mon fils a appris à s'habiller, à se laver seul, à mettre la table. Cela n'a rien de remarquable quand on a dix ans, mais quand on a dix ans, on a la différence », confie le père de Christophe. Depuis le 7 septembre, son fils, autiste de naissance, vient tous les jours à Ker Héol, récemment inaugurée officiellement par M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés. Cette maison, située au cœur de Lorient (Morbihan), accueille en semaine, de 9 heures à 17 heures, neuf jeunes adultes autistes de seize à vingt-cinq ans, et leur propose des activités où se mêlent travail et détente.

Ouvert d'un budget annuel de 1,8 million de francs, ce centre éducatif est coadministré par une structure hospitalière publique, le Centre hospitalier spécialisé (CHS) Charcot de Lorient, et une association de parents, l'Association pour l'insertion professionnelle et sociale des handicapés (AIPSH). Entourés du personnel mis à disposition par l'hôpital Charcot — un psychiatre, une psychomotricienne, deux infirmières, un cadre infirmier, un soignant, un aide-soignant — et d'un directeur spécialisé, les pensionnaires de Ker Héol suivent un apprentissage basé sur la méthode TEACCH, mise au point en 1975 par le professeur américain Eric Schopler (1).

Tous les gestes de la journée sont mis à profit pour aider les autistes à progresser vers l'autonomie. Chaque pièce de la mai-

son est réservée à une activité (dessin, cuisine, toilette, repas) et signalée par un symbole de couleur. Ce symbole est reproduit sur un tableau personnalisé où les jeunes gens reprennent le déroulement de leur journée. « Ainsi, chaque jeune est rassuré. Il ne demande plus quand est-ce que je vais rentrer chez moi ? » et il est plus disponible pour apprendre », explique M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat aux handicapés. Cette maison, située au cœur de Lorient (Morbihan), accueille en semaine, de 9 heures à 17 heures, neuf jeunes adultes autistes de seize à vingt-cinq ans, et leur propose des activités où se mêlent travail et détente.

Une évaluation des résultats obtenus à Ker Héol est en cours, financée par l'association Delta 7 — qui avait fondé en 1989 à Paris un centre éducatif pour adolescents autistes. L'ouverture de Ker Héol marque une étape importante vers la reconnaissance de la particularité de l'autisme en tant que handicap.

(1) *Stratégies éducatives de l'autisme*, E. Schopler, R. J. Reichlin, M. Lansing, traduction de C. Milet, Masson éditeur, 232 p., 145 F.

Cinquante ans après le début de leur extermination

Les loups reconquérèrent l'Amérique

Les autorités fédérales ont décidé de laisser les loups retrouver leur habitat dans plusieurs Etats de l'Ouest, et plus particulièrement autour du grand parc national de Yellowstone (Montana). Mais le retour envisagé du carnassier aux yeux orange provoqua des remous dans les Etats intéressés, revivants les peurs ancestrales des fermiers et des éleveurs qui craignent pour le bétail. Pourtant, les autorités ont établi un programme expérimental de retour soigné, limité à une seule espèce, celle du loup gris, et excluant les hybrides. L'objectif est d'assurer au loup la protection des espaces en danger prévue par la loi de 1973.

WASHINGTON

correspondance

Il s'agit d'un revirement de la part des autorités officielles fédérales qui, depuis plus d'un demi-siècle, avaient encouragé l'extermination de ce carnassier par le fusil ou le poison. La réintégration du loup, encouragée par de nombreux groupes écologiques et de défense des animaux, répond au souci de maintenir l'équilibre de l'écosystème. En effet, les moutons décimés au fil des années sont aujourd'hui jugés nécessaires pour freiner et réduire l'augmentation massive des troupeaux de bêtes à cornes (chèvres, chèvres, rennes).

Le loup prédateur, jugé comme un auxiliaire utile, est le bienvenu. A condition que son retour ne provoque pas de dommages dans les résidences prévues du programme officiel. Or, il apparaît

que le loup se moque des règlements administratifs. On en a vu au moins un franchir la frontière du Canada, bref se comporter en immigrant illégal.

Mais les défenseurs de la nature et autres militants pour la conservation des espèces sont prêts à dédommager les ranchers pour chaque tête de bétail tuée par un loup. L'an dernier, ils ont attribué 12 000 dollars à dix ranchers. Dans le passé, ils payaient 150 dollars aux chasseurs apportant le dépouille d'un loup. Les défenseurs de l'animal soulignent que les centaines de loups de la fin du siècle avaient attaqué le bétail parce que, auparavant, les chasseurs avaient exterminé en masse les visons, les élans et autres proies habituelles du prédateur. En Alaska, les préoccupations sont entièrement différentes. Les loups sont nombreux (sept mille), faisant des ravages dans les troupeaux, alors que les autorités de l'Etat veulent juste-ment augmenter leur nombre, voire même le doubler, et ce essentiellement pour des préoccupations touristiques afin d'attirer les chasseurs qui pourraient, bien entendu, anticiper de beaux tableaux de chasse.

Savoir hurler

Ainsi, le gouverneur de l'Alaska avait décidé de mettre au point un programme visant à exterminer trois cents loups par an, trappés, puis tués par des chasseurs officiels utilisant des hélicoptères ou des petits avions.

La projet a soulevé une impressionnante lavée de boue. Les défenseurs de la nature ont envoyé des milliers de lettres de protestation. Les loups ont été enrôlés dans les réserves de leur

vacances en Alaska. Le mouvement a pris une telle ampleur que le gouverneur a ajourné sa décision pour organiser en janvier une réunion des responsables administratifs et des représentants des groupes écologiques de tout le pays, bref à tenir un « com-met » sur l'avenir du loup.

Ces défenseurs ont déjà rejeté la suggestion du gouverneur de capturer les loups pour les envoyer ensuite dans les Etats prêts à les recevoir. Ils s'appuient également sur l'opinion d'un certain nombre de biologistes spécialisés affirmant que l'extermination de centaines de loups ne garantit nullement une augmentation substantielle des troupeaux de bêtes à cornes.

Main, finalement, les loups peuvent compter sur une certaine sympathie du grand public. Plusieurs productions de Hollywood, dont récemment *Dans avec les loups*, ont contribué à modifier, dans l'esprit populaire, son image, celle du « grand méchant » ou de l'« horriblement traître » menteur du petit Cheperon rouge.

Dans l'Etat de Washington, la société Wolf Haven International compte douze mille membres, y compris des experts, et recueille les loups traqués, vieux ou abandonnés. Elle organise des promenades dans les bois pour localiser l'animal. Une fois la nuit tombée, un spécialiste apprend aux autres le technique du hurlement. Il faut savoir hurler, pas trop fort pour ne pas effrayer le loup, pas trop bas car il faut provoquer une réponse. Yessing, apparemment n'est pas facilement dupé...

HENRI PIERRE

MÉDECINE

Spécialiste des problèmes de nutrition

Le docteur Jean Mayer est mort

Le docteur Jean Mayer, nutritionniste américain d'origine française, a succombé, vendredi 1^{er} janvier, à une crise cardiaque lors d'un séjour à Sarasota (Floride), a annoncé, samedi 2 janvier, l'université Tufts (Boston), dont il était chancelier. Il était âgé de soixante-deux ans.

Né à Paris le 19 février 1920, le docteur Jean Mayer a émigré aux Etats-Unis en 1941. Engagé aux côtés des Forces françaises libres pendant la seconde guerre mondiale, il avait pris la nationalité américaine en 1955. Connu pour ses recherches sur les mécanismes de régulation alimentaire et les causes de l'obésité, le docteur Mayer avait enseigné pendant vingt-cinq ans à l'université Harvard. Nommé chancelier à la Maison Blanche en 1969 pour les problèmes de nutrition, il avait apporté sa collaboration à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et au Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). En juin 1976, il fut élu à l'Académie des sciences de Paris parmi les vingt-huit étrangers pouvant alors y être admis. Treize ans plus tard, il devint membre étranger de l'Académie nationale de médecine. Il était devenu chancelier de l'université Tufts (Boston) le 1^{er} septembre 1992, après en avoir été président pendant seize ans.

□ Epidémie de gastro-entérite dans l'Hérault — La préfecture de l'Hérault a ouvert, mercredi 30 décembre, une enquête visant à découvrir l'origine d'une épidémie de gastro-entérite qui aurait déjà provoqué une centaine de malaises ces jours derniers. Soixante-cinq cas avaient été recensés, dimanche 27 décembre, dans la seule ville de Béziers. La direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS) de l'Hérault est chargée des investigations.

SPORTS

□ Le Rallye Paris-Dakar. — Les deux Citroën ZX de Pierre Lartigue et du Finlandais Ari Vatanen ont réussi le meilleur temps du prologue du Rallye Paris-Dakar, disputé vendredi 1^{er} janvier à Cheilly (Yonne). Chez les retardés, la première place est revenue à Jean Brucy (Honda).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6946

HORIZONTALEMENT

I. Moyen pour un muet de se faire entendre d'un sourd. La femme du futur. — II. Il aurait été embarrassé pour tenter un procès en désaveu de paternité. Fait fureur. Est souvent découpé suivant le tracé des côtes. — III. Met fin à la conversion. Il n'en subsiste plus que des souvenirs rupestres. Terme d'une perte aux coups irréguliers.

— IV. Ses nombreux soupçons durent le trouver bien changé. Fragment de céramique. Préposition. — V. Crier comme une bête. Mettre le point sur « l' » du verbe aimer avec le langage des fleurs. — VI. Tout être humain l'est à sa naissance. Transmis par une chaîne. — VII. Symbole. Figure biblique. Eau. Terme musical. — VIII. On Gaulle le fus des sa naissance. Le piquant d'une certaine beauté. — IX. D'un auditeur. Chef d'Etat. Joue un rôle protecteur. — X. Ailes protectrices. Est toujours visible si l'on ferme les yeux. Grade d'un combattant pacifique. — XI. Peut être glacial ou lancer des flammes. Habille-vent. — XII. Dieu. Pris avec des canons. Les deux cinquièmes d'un quart. — XIII. Conjonction. Peut être provoqué par un interrupteur dans un climat d'ambiance électrique. Partie du mètre. — XIV. Bonne à rien et capable de tout. La clé des champs. — XV. Moyen de communication. S'impose quand le sol est trop bas. On le distingue mieux quand on a la vue basse.

— XVI. D'un auditeur. Chef d'Etat. Joue un rôle protecteur. — X. Ailes protectrices. Est toujours visible si l'on ferme les yeux. Grade d'un combattant pacifique. — XI. Peut être glacial ou lancer des flammes. Habille-vent. — XII. Dieu. Pris avec des canons. Les deux cinquièmes d'un quart. — XIII. Conjonction. Peut être provoqué par un interrupteur dans un climat d'ambiance électrique. Partie du mètre. — XIV. Bonne à rien et capable de tout. La clé des champs. — XV. Moyen de communication. S'impose quand le sol est trop bas. On le distingue mieux quand on a la vue basse.

— XVI. D'un auditeur. Chef d'Etat. Joue un rôle protecteur. — X. Ailes protectrices. Est toujours visible si l'on ferme les yeux. Grade d'un combattant pacifique. — XI. Peut être glacial ou lancer des flammes. Habille-vent. — XII. Dieu. Pris avec des canons. Les deux cinquièmes d'un quart. — XIII. Conjonction. Peut être provoqué par un interrupteur dans un climat d'ambiance électrique. Partie du mètre. — XIV. Bonne à rien et capable de tout. La clé des champs. — XV. Moyen de communication. S'impose quand le sol est trop bas. On le distingue mieux quand on a la vue basse.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

| | | | | | | | | | | | | | | |
|------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| I | | | | | | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | | | | | | |
| XI | | | | | | | | | | | | | | |
| XII | | | | | | | | | | | | | | |
| XIII | | | | | | | | | | | | | | |
| XIV | | | | | | | | | | | | | | |
| XV | | | | | | | | | | | | | | |

9. Se mesure parfois au doigt. Veste espèce vari. Percée. — 10. Exempt de toute promiscuité. La fête est l'une de ses festivités. — 11. La centre de la Ville éternelle. Ne font pas de grandes belladas avec leurs pieds plats. — 12. L'or ou l'argent. Suite de relations pleines. Force ne provenant pas de l'union mais de la dissociation. — 13. Coule à l'étranger. Participe. Nous lui devons des ouvrages de plume plutôt légers. Terme musical. — 14. Liquide après un règlement de compte. C'est quand on en a peu qu'on fait tout pour la conserver. — 15. Descante à tombeau ouvert. Vigoureux quand il est chaud.

Solution du problème n° 5945

Horizontalement
I. Artocarpes. — II. Tournon. Et. — III. Tsa. Ulla. — IV. Igné. Et. — V. Setter. Ré. — VI. Reidir. — VII. Boudin. — VIII. Obsé. Etat. — IX. Arêtes. Go. — X. S.A. Su. Sel. — XI. Tic. Sou.

Verticalement
1. Atis. Toast. — 2. Rouge. Brui. — 3. Tuant. Béa. — 4. Or. Etrois. — 5. Cou. Eau. Eus. — 6. Ambride. — 7. Il. Dit. Su. — 8. Pélerinage. — 9. Etéer. Tôle.

GUY BROUTY

| | |
|------------|---|
| TF 1 | Kelly, Leslie Caron, Oscar Levant (v.o.). |
| 0.40 | Cinéma : Les Incorruptibles. ■■■ Film américain de Brian De Palme (1987). Avec Kevin Costner, Sean Connery, Char- les Martin Smith. |
| 2.50 | Magazine : Ciné dimanches. |
| 3.00 | Cinéma : La Soule. ■ Film français de Michel Sibra (1988). Avec Richard Bohringer, Christophe Malavoy, Marianne Basler. |
| 0.40 | Journal et Météo. |
| FRANCE 2 | |
| 0.50 | Cinéma : Octopussy. ■ Film américain de John Glen (1983). Avec Roger Moore, Maud Adams, Louis Jourdan. |
| 3.05 | Série : La Femme de ta vie. |
| 0.05 | Journal et Météo. |
| FRANCE 3 | |
| 0.45 | Spectacle : Clique de Moscou. |
| 2.05 | Magazine : A vos amours. |
| 2.46 | Journal et Météo. |
| 3.10 | Cinéma : Un Américain à Paris. ■■■ Film américain de Vincente Minnelli (1956). Avec Gene |
| 1.05 | Musique : Portée de nuit. |
| CANAL PLUS | |
| 20.35 | Cinéma : Bix. ■■■ Film italien de Pupi Avati (1980). Avec Bryant Weeks, Ray Edestein, Julie Ewing. |
| 22.25 | Flesh d'informations. |
| 22.35 | Magazine : L'équipe du dimanche. |
| 1.05 | Cinéma : Dr Jekyll et Sister Hyde. ■■ Film britannique de Roy Baker (1971). |
| ARTE | |
| 20.41 | Feuilleton : Helmut. |
| 23.00 | Documentaire : L'Amour du cinéma. De Gret Brand et Rainer Ossendorf (75 min). |
| M 6 | |
| 20.45 | Téléfilm : Pour l'amour d'un caïd. |
| 22.35 | Magazine : Culture pub. Spécial alcool et tabac. |
| 23.05 | Cinéma : Joux érotiques de nuit. Film américain, classé X, de Roger Vadim (1978). |

هكذا من الأصل

CULTURE

ARTS

Chirico ou le désir d'éternité

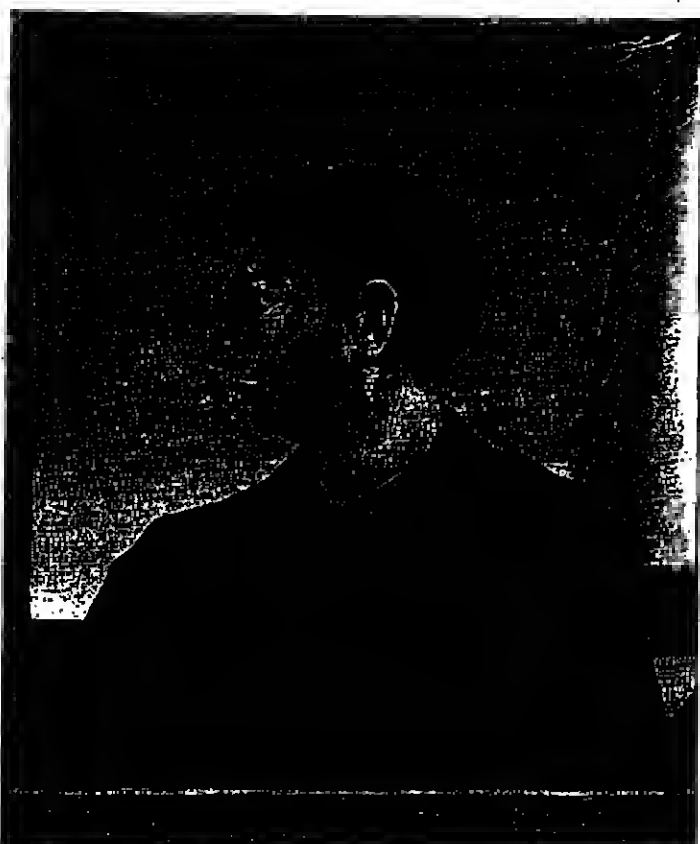
A Rome, une exposition permet de s'interroger sur l'œuvre du « métaphysicien » qui repeignait ses propres toiles

Giorgio De Chirico est de loin l'artiste italien contemporain le plus connu dans le monde. Ses tableaux métaphysiques, exposés dans les plus grands musées européens et américains, s'évaluent à des prix astronomiques, mais ses peintures les plus récentes sont fébrilement recherchées sur le marché local, où elles atteignent des cotes très élevées, résistant stoïquement à la crise économique actuelle. Aimé par les écrivains, discuté par les critiques, recherché par les collectionneurs, Chirico est également l'artiste dont on connaît le plus de faux. A tel point que sa femme, Isabella Far, et son directeur de galerie, Claudio Bruni, ont créé, après sa mort, une fondation qui a recensé pendant des années toutes les œuvres du maître, en distinguant les vraies de celles qui suscitaient des doutes. Aujourd'hui, le certificat de la Fondation De Chirico accompagnant une toile du peintre est la seule preuve de son authenticité.

Mais pour mettre de l'ordre dans l'immense production de cet artiste, il ne suffit pas d'en authentifier les œuvres. Il faut aussi aménager des expositions sur de solides bases scientifiques. Celle qui a ouvert ses portes à Rome est l'occasion d'évaluer la personnalité si complexe et contradictoire du « Pictor Optimus ». C'est précisément dans le but d'interpréter les différentes facettes d'un artiste qui en arriva, vers la fin de sa vie, à faire des copies de ses propres œuvres que les organisateurs de l'exposition, ont choisi parmi les peintures, les dessins et les gravures deux cents œuvres illustrant l'ensemble du parcours artistique de Chirico.

Une dimension de la mémoire

La rétrospective s'ouvre sur trois toiles du jeune peintre (né en 1898 à Volos, en Grèce), réalisées autour de 1909 à Florence, après un long et profitable séjour à Munich. A cette époque, l'artiste est profondément influencé par la culture allemande. Il lit Nietzsche et Schopenhauer, il en discute avec ses amis écrivains, parmi lesquels Giovanni Papini, à l'occasion de débats et de conversations au café Giubbe Rosse, où se rencontrent les jeunes intellectuels de la ville. Son maître est Arnold Böcklin, l'auteur de *Ille des morts*, peint précédemment à Florence, où il est mort en 1901. Le romantisme aordique filtré par Böcklin est à la base des toiles consacrées à la mythologie méditerranéenne, revue et corrigée par l'imaginaire de Chirico. Un tableau comme *Lutte de centaures* est une version dramatique du *Combat de centaures* (1873) de l'artiste allemand, alors que dans le paysage de rochers escarpés du *Centaure mourant*, on entrevoit un souvenir de la Grèce classique, pays où Chirico avait passé son enfance.



Autoportrait, 1911.

En 1910 naît la première peinture métaphysique, intitulée *L'Enigme d'un après-midi d'automne*, vision « suspendue » de la place Santa-Croce à Florence, fruit de la sensibilité particulière de l'artiste. Sa peinture projette les objets dans un espace atemporel, où l'« air de l'esprit » révèle la nature profonde des choses et crée, à l'intérieur du tableau, une atmosphère de dépassement et de mystère liée à la dimension de la mémoire. Guillaume Apollinaire, qui, deux ans après, voit au Salon d'Automne de Paris trois de ces peintures métaphysiques, en a resté émerveillé. « C'est le peintre le plus étonnant de la jeune génération », écrit le poète, qui devient le défenseur attitré de Chirico, accusé par les Français de « faiblesse de la littérature », et d'être un conservateur.

Pris entre les géométries fragmentées des cubistes et la révolution stylistique des abstraits, Chirico se réfugie dans le fantastique, dans un art jouant sur la suspension du temps, où les références à l'histoire de l'art italien se mêlent aux éléments tirés de la vie quotidienne. Le premier thème traité par le peintre est celui des « Places d'Italie », où monuments équestres et statues antiques peuplent des villes où la lumière dorée méditerranéenne s'insinue entre les arcades de portiques ombragés, aux lignes froides et sévères. C'est une Italie habitée par des mannequins sans visage, où les perspectives de la Renaissance caecardent des silhouettes de tous et de châteaux lointains, des chemins d'usines et des frontons de temples. Ce sont des villes sur lesquelles plane l'esprit mathématique de Piero della Francesca, les géométries de Giotto et l'austérité simplifiée des tableaux primitifs. A Rome, dix toiles témoignent de l'importance de cette période métaphysique. Le chef-d'œuvre est sans aucun doute *L'Enigme d'une journée* (1914).

A Ferrare, pendant les années de guerre, Chirico est saisi par le charme de l'atmosphère mélancolique de la ville, « où l'on trouvait des pâtisseries et des biscuits aux formes étranges ». Aussi, à côté des mannequins apparaissent dans ses tableaux les objets les plus disparates. Gâteaux, cadres, équerres, bocaux, cartes géographiques et bâtonnets en sautoir baignent des peintures comme *La Mélancolie du départ*, *La Nostalgie de l'ingénieur* et *Les Salutations d'un ami lointain*, qui figurent toutes dans l'exposition. A la fin du conflit, Chirico s'installe à Rome, et recommence à fréquenter les musées. Il copie les œuvres de Michel-Ange et de

Raphaël, il étudie les attitudes des statues romaines, il en revient à un classicisme lié à la mémoire, à un passé plus « érév » que réellement vécu. Il change aussi sa façon de peindre : son geste est plus libre, son trait plus indéfini, et sa matière a plus de corps. A présent, c'est l'histoire qui conduit sa main et qui lui inspire sa série des « Villages romains » avec laquelle il réinterprète la tradition du paysage italien.

Une recherche des origines

Dans l'économie de l'exposition, les organisateurs ont donné une place importante à la production des années 20 et 30, caractérisée par ce retour au classicisme de la Renaissance et du baroque. Un parcours à rebours, une recherche des origines de la peinture en tant que médium, ou choix poétique auquel s'opposent fermement les surréalistes, menés par André Breton, grand amateur de la période métaphysique. Aussi ce dernier découvre-t-il publiquement les nouveaux tableaux de Chirico, qu'il découvre en 1930. Il s'agit de la peinture d'« amoralité ». La défense de Waldemar George ne sert à rien : l'image internationale du peintre reste liée aux peintures métaphysiques.

L'intérêt de cette exposition est justement de proposer à Chirico un différent. Un Chirico pour lequel les mille suggestions de l'Antiquité se mêlent à la richesse chromatique du baroque, à une recherche permanente, solidement ancrée dans la tradition. A partir de la série des « Autoportraits », toiles postmétaphysiques, le peintre se figure en compagnie des philosophes de l'Antiquité, ou paré des vêtements de l'époque, exprimant ainsi sa volonté d'entrer dans la grande histoire de la peinture. Les mannequins qui peuplent ces toiles sont des archéologues de la mémoire, immobiles dans leurs postures mélancoliques, alors que se développent les références nostalgiques au monde classique : gladiateurs, autres montés et chevrons au bord de la cité, le seul intellectuel qui lui reste fidèle après la rupture avec les surréalistes. « De Chirico, né en Grèce, n'a plus besoin de peindre Pégase. Un cheval devant lui, par sa couleur, ses yeux, sa bouche, rend l'importance du mythe », écrit le poète.

Après ces années, l'artiste, de plus en plus controversé, recherche le mystère dans les musées, parmi les Yliens, les Raphaëls, les Watteaus, les Rubens, les Fragonards. Il les regarde, les analyse, les recopie. De même qu'il regarde, analyse et recopie ses propres œuvres, dans une haute désespérance d'éternité. L'exposition, qui se termine avec ces « copies » exécutées quelques années avant sa mort (en 1978), dévoile ainsi le désir d'immortalité qui a traversé toute l'existence du peintre.

LUDOVICO PRATESI

Palazzo delle Esposizioni, via Nazionale 194, Rome. Jusqu'au 8 février, de 10 à 19 heures. J. 21 heures. Fermé le mardi.

THÉÂTRE

Rêverie dans la toundra

Un voyage dans le Grand Nord librement inspiré des travaux de Carl von Linné

LE LAPON, LE SAVANT ET L'APPRENTI

du Théâtre Paris-Villiers

Il n'y a pas loin de la botanique à la poésie : tous les lecteurs de Carl von Linné - de Paul-Armand Gide à François Couperin - peuvent en témoigner. Le savant suédois ressentait-il pour autant l'émotion poétique tandis qu'il inventait les richesses et les incongruités de la nature ? Révait-il le monde en travaillant à sa célèbre nomenclature ?

Le spectacle de François Couperin, *Le Lapon, le Savant et l'Apprenti*, ne répond pas exactement à ces questions mais propose plutôt une sorte de révérence sur les pensées d'un naturaliste-folletiste-ethnologue imaginaire qui aurait été contemporain de Linné. Cet observateur en chambre se fit, comme Linné, intéressé à la Laponie, mais il eût craint de prendre froid, apparemment. Il aurait donc expédié trois de ses étudiants dans la toundra, avec mission de sonder les tourbes, collecter les lichens, évaluer la vitesse des rennes et scruter les mœurs nomades des autochtones. A leur retour, il aurait tenté de faire la part des faits consignés et des trous de mémoire, révisés à l'évidence, paysages estompés : de construire, en somme, une Laponie

difficilement ajustable aux traces des cartographes.

On ne doit pas chercher la logique dans ce genre d'élaboration mentale. Le meilleur moyen d'apprécier le spectacle est d'accepter d'entrevoir la Laponie de façon intermittente, comme on perçoit la lumière polaire à travers les troncs de cette forêt qu'évoque le beau décor de Christian Fenouillet. Les zones obscures, les déperditions de sens, les traces perdues dans les neiges font partie des plaisirs du voyage. Et si la parole elle-même se perd, du moins reste-t-il le chant : un fil conducteur onirique, la voix de Frédérique Wolf-Michaux, sur une musique de Richard Dababian.

C'est cette voix, cette musique, ce sont ces jeux d'ombres et de lumière, que l'on retient, finalement. On oublie vite, heureusement, les contorsions du savant (Frédérique Leigens) et les temps morts de l'expédition des apprentis. L'image d'un Lapon en jupette, caracolant sous une armure de renne (Daniel Pouchier), ajoute une touche d'humour à ces impressions nordiques.

BERNADETTE BOST

Paris-Villiers, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19. Tél. : 42-02-02-68. Jusqu'au 6 février.

François Cervantès, un homme d'équipe

Une compagnie en résidence, jusqu'en juin prochain, à la Cité internationale

Directrice de la Cité internationale, Nicole Gauthier a invité François Cervantès, auteur, metteur en scène, acteur, avec sa compagnie l'Entreprise - née dans le Limousin en 1986 - en résidence. La résidence, une année qui se répète, elle permet à une troupe de posséder un théâtre en ordre de marche pendant un temps déterminé, d'y travailler en continuité, sans les soucis quotidiens du fonctionnement.

La règle est simple, chacun s'applique à sa façon. François Cervantès reprend trois spectacles - actuellement, *On a marché sur la terre* - et prépare deux créations. Il organise des soirées de cabaret, des stages pour comédiens et professeurs de théâtre (option théâtre), ouvre certaines de ses créations à des spectateurs d'un théâtre en ordre de marche pendant un temps déterminé, d'y travailler en continuité, sans les soucis quotidiens du fonctionnement.

Les spectateurs, il faut aller les chercher, car l'un des paradoxes de la Cité internationale est l'indifférence des quelque six mille étudiants de diverses nationalités qui habitent là, dans les pavillons proches. Il en a toujours été ainsi, même quand

André-Louis Perinetti a fondé le théâtre, y accueillant Nuria Espert, LeRoi Joas, Copi, Savary... la grande époque. Un mystère que personne n'a pu jusqu'à présent résoudre. François Cervantès a envoyé quelques comédiens en mission, sans résultat probant. Le public vient de l'extérieur.

Cette résidence aura confirmé François Cervantès dans son désir de continuité. Il souhaite alors un théâtre, du moins un lieu de travail, à Paris ou ailleurs. *Un lieu vivant, pour s'y rencontrer, se parler. Un lieu de connivence, de complicité. Un endroit où vivre. On o'parait l'impression qu'en art et en vie se crée une fracture. Il faut la réparer. En fondant la compagnie, je ne pensais pas à Paris. Pas à cause du bruit et du stress, mais de la dispersion. Quand, au cours d'une répétition, un comédien doute, se pose des questions, le soir même il rencontre dix copains, se distrait de ses problèmes et revient comme si rien ne s'était passé. A Paris, on se débarrasse vite de la douleur.*

François Cervantès s'engage pas le théâtre en dehors de l'équipe - à l'exception de l'écriture, par nature solitaire, - et il se croit pas à la création collective. Il organise ses spectacles autour de ses idées. Ses textes sont traversés par les musiciens, la musique. *« Son vocabulaire est plus riche que la langue. Et en même temps inaccessible. C'est Proust, je crois, qui disait : « La musique aurait pu être le langage des âmes s'il n'y avait eu l'invention des mots. » J'ai commencé par jouer du piano, de la guitare. J'ai écrit des chansons. Ce qui se passe dans la tête des musiciens m'intéresse, mais de façon anecdotique. Je suis fasciné par la tyrannie que la musique exerce sur eux. J'ai entendu un jour un entretien entre Glen Gould et Yehudi Menuhin. Ils parlaient des Variations Goldberg. On pouvait presque voir sur leurs visages, leurs corps, le prix que chacun était prêt à payer pour parvenir à transmettre ce qu'il ressentait. Menuhin y trouvait quelque chose de noir, une géométrie mystérieuse, dangereuse.*

« Je n'ai jamais mis en scène un opéra, mais nous avons un projet à la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon. En général, les livrets sont très faibles, comme si sur certaines harmonies on ne pouvait que raconter l'histoire qu'il en va de même dans la variété, à l'exception de gens comme Bret, Brassens, Gainsbourg. Chez eux, la chanson est une hyperpression de la parole. Mais c'est rare.

« Où que ce soit, j'ai du mal à passer outre aux faiblesses des textes. Je suis arrivé tard au théâtre seul, sans contact avec les générations antérieures, sans complicité, et j'ai bricolé. D'où cette attention aux détails, sans doute, et ce besoin de l'équipe. Dans une équipe, le plus difficile à gérer est l'équilibre entre le « culturel », socialement quantifiable, et l'« artistique », la pagaille qui permet au hasard d'intervenir, à des gens totalement différents d'entrer ensemble dans un monde invisible.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

Un Américain à Metz

Rétrospective d'un peintre venu en France, au lendemain de la guerre, loin de l'école de New-York

METZ

de notre envoyé spécial

John Franklin Koenig fut l'un des peintres américains qui participèrent aux combats pendant que les membres de l'école de New-York passaient les années de guerre à affirmer leur personnalité en face de la défunte avant-garde française. Lui était dans un char d'assaut, Bessé, puis démobilisé, il entra dans sa ville natale, Seattle, avant de repartir, en 1948, pour la France.

Les anciens soldats bénéficiaient du *GI Bill*, une allocation qui leur permettait de reprendre des études interrompues par la guerre. Et surtout de ne pas sauter brutalement le marché de l'emploi. Paris restait, pour eux, synonyme de fête. Il régnait, en effet, dans la capitale française une tolérance intellectuelle et sociale inconnue aux Etats-Unis.

Pourtant, l'acclimatation ne fut pas toujours aisée pour ces Américains démobilisés. Libérateurs de la France en 1944, ils étaient souvent perçus, en 1948, comme de nouveaux occupants. L'opposition au plan Marshall et les débuts de la guerre froide n'arrangèrent rien. Le chauvinisme et le mépris déclarés des Français pour la peinture étrangère achevèrent de les blesser, plus durement qu'on ne le croit.

Koenig, lui, s'intégrait bien. Etu-

diant en langues, sa parfaite connaissance du français facilitait ses rencontres. Avec un jeune libérateur nommé Jean-Robert Arnand, il créa une galerie. Elle fut inaugurée, en 1951, par deux autres Américains : Jack Youngerman (marié à Daphne Seyrig, alors actrice débutante) et Ellsworth Kelly. Ensemble, ils fondèrent la revue *Critique*. Michel Rago et Pierre Restany commencèrent, parmi d'autres, à s'y illustrer.

En réalité, Koenig ne se lança pas immédiatement dans la peinture. Il lui préférait alors le collage, dont la technique particulière imprégnait encore son œuvre aujourd'hui. Puis il sauta le pas. Et ses toiles, proches du monochrome, petit à petit s'inscriront dans la tradition naissante de l'abstraction lyrique.

En 1958, Koenig s'échappa. D'abord par un retour aux sources, pénible aux Etats-Unis en compagnie de Michel Rago. Deux ans plus tard, il part pour le Japon. Le choc n'est pas rude, il est profond. Les confirmations d'une accessoire subtilité en peinture, mais aussi d'une ampleur indispensable du geste, venues d'Orient, brisent toutes les distinctions et les étiquettes. Koenig n'est plus le représentant d'une quelconque école américaine ou parisienne : il « est » peintre.

Le résultat des années d'errance de Koenig est, en partie, exposé au Musée de Metz. Il était difficile de couvrir l'ensemble des activités d'un

artiste ouvert à toutes les expériences. Koenig fut, avec un égal talent, photographe, critique de danse contemporaine, sculpteur et organisateur d'expositions. L'homme était discret, et cette modestie pèse sur la rétrospective qui lui est aujourd'hui consacrée. Pour montrer tout ce qu'il apporta à la France la présence continue d'artistes américains de sa trempe, il eût été préférable de faire ressortir toutes les facettes de leur talent. Quoi qu'il en soit, la qualité des toiles exposées démontre la persistance d'une réflexion sur l'acte de peindre. Il est des artistes qui préfèrent élaborer une œuvre lentement, quand d'autres ne peuvent la concevoir que dans le vacarme d'une *factory*, sous la lumière des projecteurs ou l'œil des caméras. Les premiers avaient été éclipsés par les seconds. Ils surgissent aujourd'hui.

HARRY BELLET

« Rétrospective John Franklin Koenig », Musée de Metz, 2, rue du Haut-Poirier. Tél. : 87-75-10-18. 16 F ; B F pour les étudiants, gratuit pour les moins de 14 ans. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Fermé le mardi. Catalogue : 75 pages, 120 F. Jusqu'au 8 février 1993. L'exposition sera ensuite présentée à Montbéliard et à Albi.

PHOTO

Le comédien de Doisneau

Nouvel épisode dans l'affaire du Baiser de l'Hôtel de Ville, la fameuse photo que Robert Doisneau a réalisée à Paris en 1950. Persuadés d'être les protagonistes de ce baiser, un couple (les époux Lavergnat) et une ancienne comédienne (Mme Borne) s'opposent et ont engagé, chacun de leur côté, une procédure judiciaire contre la photographie pour atteinte au droit à l'image (la *Monda* datée 20-21 décembre 1992).

Françoise Borne déclarait que la photo avait été préméditée et que l'homme qui l'embrassait s'appela Jacques Carraud, un apprenti-comédien qu'elle côtoyait au Cours Simon. M. Carraud, soixante-cinq ans, vicaire installé depuis trente-cinq ans dans la Vaucluse, s'est manifesté : « J'ai pris connaissance tardivement de cette photo car je n'ai pas la télévision et je la peus les journaux. Ma femme a apporté il y a deux ans le poster du fameux « Baiser » pour décorer la maison.

J'ai eu un choc en le regardant car je me suis reconnu comme j'ai reconnu Françoise, ma protagoniste. »

« Je ne me souviens plus du tout de cette prise de vue, ajouta l'ancien acteur de la Compagnie Louis-Jouvet, mais je possède toujours la costume que j'ai porté sur le cliché. Je faisais beaucoup de romans photos à l'époque, et je me souviens aussi d'autres images que j'ai faites avec Doisneau, notamment rue Schœlcher, dans l'ancien atelier d'Antonin Arnaud. » Robert Doisneau est entré en contact avec le vicaire. Si le photographe n'a pas le souvenir des autres séances de prises de vue, il pense que M. Carraud pourrait être l'acteur masculin de la photo posée. Quant à ce dernier, il affirme que « Doisneau na ma doit rien » et il se déclare « surpris » que l'on puisse « transformer cette histoire photographique en histoire de fric ».

M. G.

BILLET

Télévisions publiques en quête d'Europe

Quand l'Acte unique lança l'idée du grand marché en 1985, les chaînes publiques régnaient encore largement sur les nations de l'Europe télévisée. A l'exception de la Grande-Bretagne (avec un duopole bien tamponné depuis les années 50), de l'Italie (depuis le grand bazar des années 70), du Luxembourg (depuis toujours), ces chaînes étaient même quasiment partout en situation de monopole. Canal Plus venait tout juste de faire pointer en France l'idée du péage.

Depuis, les télévisions privées se sont solidement installées : Allemagne, France, Espagne, Hollande, Portugal ont connu tour à tour les délices du financement « tout-publicité », les raffinements de la mesure d'audience instantanée ; le péage s'est imposé ; la télévision par satellite est venue du ciel bouleverser les équilibres outre-Manche ; le câble ouvre la porte à la concurrence des chaînes thématiques et étrangères qu'organise la directive de « télévision sans frontières ».

Engoncées dans leurs statuts par définition nationale, surveillées par leurs autorités, les chaînes publiques ont accusé le coup. Obnubilées par les menaces domestiques — sur leur audience, leurs structures, leurs crédits — et parfois distancées dans la course aux stars, aux droits sportifs, aux films, elles n'ont pu constituer des réseaux multinationaux, des alliances, sans trouver toujours le moyen d'y voir clair.

Mais cette époque est peut-être en train de prendre fin. D'une part, les services publics de chaque pays réagissent pour s'adapter à la nouvelle donne. D'autre part, ils se concertent et cherchent à agir en commun, ou du moins de l'action déjà menée par l'Union européenne de radiodiffusion (UER) pour les images d'actualité, de sport ou l'Eurovision. L'UER encourage les coproductions et est aussi à l'origine d'Euronews, la chaîne d'information en continu lancée le 1^{er} janvier (le Monde du 26 décembre), qui puise dans les gisements d'images de ses membres et qui confronte les regards sur l'actualité. Euronews est d'ailleurs accueillie dans un autre « club » des services publics européens, le groupe de Bruges, qui rassemble leurs programmes par satellite : BBC World Service en Grande-Bretagne, Eins Plus, Drei Sat et Deutsche Welle en Allemagne, TV 5 Europe pour les francophones, et la RTP International portugaise.

Par-delà les frontières, se multiplient enfin les contacts ou les œuvres communes à deux ou à plusieurs pays. ARTE en est le principal symbole, mais les accords entre régions de FR3 et télévision catalanes ou belges participent de la même quête d'Europe des télévisions publiques.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Le nombre d'allocataires du RMI a progressé de 13 % en 1992

Avec plus de 550 000 bénéficiaires

Gratuité totale des soins pour les allocataires, renforcement du dispositif d'insertion, clarification du partage des responsabilités entre l'Etat et les départements : les principales dispositions de la loi du 29 juillet 1992 relative au revenu minimum d'insertion (RMI) et à la lutte contre la pauvreté sont entrées en vigueur vendredi 1^{er} janvier. Mais au moment où la population des bénéficiaires s'accroît inexorablement, l'amélioration de l'efficacité de cette politique de longue haleine n'est pas aisée.

Avec 552 000 allocataires recensés (1^{er} fin décembre 1992) en métropole contre 488 000 à la fin de l'année précédente, soit une augmentation de 13 % sur l'année, la barque du revenu minimum d'insertion (RMI) se charge inévitablement. Ainsi, 17 000 personnes en moyenne sont entrées chaque mois en 1992 dans le dispositif du RMI quand 12 000 en sortaient dans le même temps. L'été, bico sur, à la dégradation de la conjoncture économique qui réduit les possibilités de sortie vers le marché du

travail, cette augmentation du nombre d'allocataires a aussi été alimentée, en 1992, par plusieurs flux « mécaniques ».

D'une part, la suppression au 1^{er} janvier de l'allocation d'inscription pour les femmes a fait basculer quelque 20 000 bénéficiaires potentiels dans le giron du RMI. D'autre part, le « déclassement » des chômeurs indemnisés en fin de droit, décidé en juillet par les gestionnaires du régime d'assurance-chômage, a commencé à faire sentir ses effets. En 1993, ce déclassement devrait entraîner, selon les estimations du ministère du travail, un surcroît de 700 millions de francs pour le RMI. Pour l'instant, l'Etat a versé, en 1992, 13,7 milliards de francs de prestations contre 12,1 milliards en 1991.

Dans ce climat économique défavorable, l'insertion des RMIstes sur le marché du travail est restée limitée : seuls 40 000 allocataires (8,2 %) présents ou 1^{er} janvier 1992 ont pu sortir du dispositif grâce à un emploi, tandis que 130 000 autres (26,5 %) ont bénéficié des mesures inscrites dans le plan emploi. De fortes disparités subsistent, de ce point de vue, entre les départements : si les

dix meilleurs afficheaient des taux d'occurs aux mesures du plan emploi supérieurs à 30 % des allocataires, les dix performances les plus médiocres sont inférieures à 12,4 %. Parmi ces derniers départements, on relève tous ceux de la région parisienne et ceux du pourtour méditerranéen.

« Coolat d'étrangement »

La performance du dispositif a toutefois tendance à s'améliorer avec la durée : 57 % des allocataires entrés dans le dispositif au premier semestre 1989 en sont sortis au bout de trois ans, contre 47 % au bout de deux ans. De même, 57 % des RMIstes entrés au premier semestre 1990 en sont déjà sortis au bout de deux ans.

L'une des mesures susceptibles d'améliorer cette efficacité réside dans le déblocage, à compter du 1^{er} janvier, de 100 millions de francs (soit l'équivalent) de 500 emplois supplémentaires destinés à renforcer les équipes des cellules d'appui élargies d'accroître l'offre d'insertion. « Le manque d'opérateurs et de savoir-faire constitue le principal goulet d'étranglement de la politique d'in-

sertion », relève en effet M. Bernard Fragonard, délégué intermédiaire au RMI. Ces nouveaux opérateurs viendront s'ajouter aux 250 nouveaux délégués de l'ANPE détachés depuis le 1^{er} août sur le RMI. Parallèlement, l'Etat se propose de cofinancer la création de 500 emplois supplémentaires auprès des associations intégrées dans le dispositif RMI.

Autre nouveauté de la loi du 29 juillet : la possibilité, pour 20 000 des 60 000 RMIstes bénéficiaires d'un contrat emploi-solidarité, de consolider leur statut pendant cinq ans au-delà de la fin théorique de leur contrat. Moyennant une participation financière plus importante de l'employeur.

Reste que ces mesures ne devraient pas susciter « un seul qualificatif majeur », selon M. Fragonard. Au moment où une certaine usure des acteurs se fait sentir sur le terrain, la délégation interministérielle au RMI s'interroge sur les moyens de « relancer la machine ». « Nous sommes entrés dans la zone du non-spectaculaire », constate M. Fragonard. C'est aussi la plus difficile.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) En données provisoires.

Le piège des acquis sociaux

Suite de la première page

La droite revendique probablement sur la récente disposition tendant à imposer aux employeurs des mesures de reclassement dans le cadre des plans sociaux — un dispositif dont l'opposition assure qu'il réintroduit l'autorisation administrative de licenciement, supprimée en 1986 — mais on la voit mal démanteler le traitement social du chômage. En dépit de leur incapacité à « résister » à la vague des suppressions d'emplois, les syndicats ont les meilleurs du monde du travail, M^{me} Martine Aubry, permettent d'atténuer le choc du chômage.

En revanche, l'opposition semble très tentée d'ouvrir une brèche dans le sacro-saint principe du SMIC. Assouplir le concept du salaire minimum afin de faciliter l'embauche de salariés peu qualifiés reste une ancienne du RPR ou de l'UDF. Sans doute, la gauche espère-t-elle qu'un tel projet effarouchera le monde du travail, réveillera le torpore syndical et, sait-on jamais, froissera la sensibi-

lité « sociale » des centristes. Reste que si le SMIC demeure à juste titre un « acquis », qu'il symbolise, les multiples mesures adoptées ces dernières années en faveur de l'emploi des jeunes l'ont déjà passablement égaré.

S'agissant de la Sécurité sociale, dont les comptes sont mis à mal par le freinage de la croissance, la future majorité risque de rapidement manger son pain blanc. Il lui faudra sans aucun doute adopter une mesure de financement complémentaire, sous la forme d'une hausse des cotisations ou de la contribution sociale généralisée (CSG), qu'elle envisage de modifier mais non de supprimer. Le RPR et l'UDF, qui ont sans doute un peu trop bruyamment réclamé des « réformes de structures » dans le domaine des retraites, vont se retrouver au pied du mur. Nul doute qu'une remise en cause brutale de la retraite à soixante ans ne laisserait pas indifférent M. Mitterrand.

Toutefois, il serait fort surprenant que la droite tombe dans le

piège. Depuis longtemps, les spécialistes de la protection sociale savent que cet « acquis » n'est pas viable sur le long terme, mais à droite on reconnaît en privé que telle mesure (qui pourrait d'ailleurs intervenir sans recevoir formellement sur l'âge de la retraite car il suffirait d'allonger la durée de cotisation nécessaire) peut parfaitement attendre l'après-cohabitation. Enfin, il n'est pas du tout sûr qu'une réglementation du droit de grève dans les services publics des transports, réclamée par plusieurs leaders de l'opposition, susciterait un véritable tollé.

Le harcèlement des socialistes

Conscience que, malgré le « déficit » accumulé par la gauche dans ce domaine, le social reste un sujet où elle peut trébucher, la droite aura sans doute plus à redouter une guerre de harcèlement de socialistes ou mal de réhabilitation que les résultats de sa propre politique.

Dans un pays où plus d'un actif sur dix est désormais au chômage, « l'occupé social » essentiel est devenu le fait d'avoir un emploi. Or, si le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 5,1 % en un an, le pouvoir d'achat a augmenté de moitié non négligeable :

Une enquête sur la presse écrite économique

Divorce entre la demande des journalistes et l'information diffusée par les entreprises

Une enquête auprès de journalistes économiques montre qu'ils craignent une confusion croissante entre communication et information et qu'ils jugent que les patrons français ne veulent pas vraiment informer la presse.

Des « chasseurs de scoop » incoincients et plus susceptibles que compétents, les journalistes économiques ? Si cette caricature est parfois dénoncée dans les entreprises, l'image qui ressort d'un enquête menée entre août et octobre par le cabinet de conseil Deloitte et Touche reflète des réalités plus terre-à-terre. Les

deux cent huit réponses analysées (sur sept cents questionnaires), venant de tous les types de presse écrite, montrent une profession désireuse avant tout d'expliquer et analyser, soucieuse des réactions de ses lecteurs, consciente de l'impact de ses articles, mais qui manque de temps et de moyens face à des entreprises qui ont structuré leurs messages.

Ainsi, la moitié des journalistes estime qu'il n'a pas toujours le temps de vérifier les informations. Et si une majorité est « plutôt satisfaite » des moyens mis à sa disposition, les freins matériels les plus cités sont le nombre insuffisant de collaborateurs et les moyens financiers pour voyager ou enquêter. L'absence de formation est aussi un handicap cité par certains — une majorité estimant préférable une double formation à l'économie et au journalisme. Ces faiblesses, certains les attribuent à la prolifération de titres économiques ; il y aurait trop de journaux économiques, et par conséquent pas assez de journalistes dans chaque rédaction.

Des risques de manipulation

Elles s'expliquent aussi par l'attitude des entreprises à l'égard de l'information : les trois quarts des sondés considèrent que leurs relations avec les entreprises ont changé depuis cinq ans, et ils citent comme premier facteur de ces changements l'ambiguïté du rôle de journaliste. Les journalistes veulent d'abord des informations sur la stratégie des entreprises, mais pas d'idées d'enquêtes internes. Bref, il y a, notent les enquêteurs, un « divorce entre la demande des journalistes et l'offre des entreprises » en pleine expansion. Comme le résume un sondé, « toutes les entreprises ou pra-

que veulent communiquer et faire parler d'elles. Mais elles n'ont pas toujours quelque chose à dire ».

De plus, ces entreprises veulent communiquer selon leurs critères : 59 % des sondés estiment que les patrons français ne veulent « pas vraiment » informer la presse ; ils sont 62 % à refuser la désignation d'un interlocuteur unique par l'entreprise ; et plus des trois quarts répondent qu'ils subissent des pressions de la part des entreprises (viennent ensuite les pressions de la part de la hiérarchie pour 31 %, du service publicitaire pour 26 %, de l'actionnariat du journal pour 10 %). Il est vrai que 70 % des sondés estiment que leur statut leur permet de subir librement ces pressions. De même, seulement 10 % s'estiment obligés de parler de l'entreprise qui les invite à un voyage de presse, même s'ils sont une écrasante majorité à voir dans cette invitation un risque de manipulation en même temps qu'une source d'information.

Aussi les journalistes jugent-ils nécessaire de se méfier : 59 % estime que les journalistes qui pratiquent des « menages » (débats, piges, séminaires pour les entreprises de leur secteur) perdent leur indépendance de jugement. A 72 %, ils estiment qu'un journaliste perd son esprit critique s'il pratique un second métier (directeur de collection, producteur vidéo, consultant en relations publiques...).

Pour le futur, une majorité prévoit une confusion croissante entre information et communication et une élaboration de règles rigoureuses dans le métier. Mais la principale évolution de leur profession prévue d'ici dix ans par 74 % des sondés, c'est la restructuration de la presse.

M. C. I.

En 1992

L'industrie américaine du textile et de l'habillement a vu ses profits croître de 130 %

L'année 1992 restera un bon millésime pour les industriels américains du textile et de l'habillement. Dans un contexte général déprimé, cette branche d'activité a vu ses profits atteindre 1,9 milliard de dollars (10,2 milliards de francs), en hausse de 130 %, selon l'American Textile Manufacturers Association (ATMA).

« Cette performance, explique cette dernière, est à mettre sur le compte de la reprise de la consommation de vêtements et de fournitures, liée à la meilleure tenue de l'environnement économique ». Elle doit aussi beaucoup à la dégringolade du prix du coton, à l'amélioration de la productivité et à la diminution des frais financiers des entreprises.

Cette bonne santé retrouvée s'est traduite par redressement de l'emploi et surtout une reprise de l'investissement, en hausse de 7 %, à 2,1 milliards de dollars (11,5 milliards de francs). Le balance commerciale de l'habillement, en revanche, a continué à se dégrader, plongeant à -32 milliards de dollars (-172,8 milliards de francs).

Les importations ont augmenté de 20 %, s'élevaient à 1,7 milliard de dollars, en se fécitant, au passage, de la prochaine entrée en vigueur de l'Association de libre-échange nord-américain (ALENA) regroupant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique. L'ALENA pourrait, en effet, devenir un rempart efficace contre les importations (le Monde du 17 octobre).

Après six mois de crise politique

Le gouvernement brésilien veut ralentir l'inflation et poursuivre les privatisations

Après six mois de quasi-interruption de la politique économique pour cause de crise politique, le gouvernement brésilien a présenté, jeudi 31 décembre, les grandes lignes d'un nouveau programme, orienté vers une « croissance sélective », selon l'expression du ministre du plan, M. Paulo Haddad. Entré au gouvernement en octobre, après la destitution du président Fernando Collor de Mello accusé de corruption, M. Haddad a annoncé avoir fixé comme objectif un taux d'inflation de 10 % par mois à la fin de 1993 et de 4 % à la fin de 1994, terme du mandat présidentiel de M. Itamar Franco, le remplaçant de M. Collor. Actuellement, le taux d'inflation atteint plus de 25 % par mois, soit plus de 1 000 % pour l'ensemble de l'année 1992.

M. Haddad a également déclaré que la politique de privatisations serait poursuivie, mais n'a révélé aucun détail. Il a réaffirmé l'engagement pris par le Brésil d'honorer ses engagements financiers internationaux.

EN BREF

Rotterdam : léger baisse du transbordement de marchandises en 1992. — Le transbordement de marchandises dans le port de Rotterdam, le plus important du monde, a très légèrement baissé (-0,7 %) en 1992 par rapport à 1991, avec un total de 290 millions de tonnes, selon des chiffres provisoires rendus publics, jeudi 31 décembre, par les autorités du port. Rotterdam a lui aussi été victime d'un ralentissement de la croissance économique en Europe. Le port est notamment sensible à la stagnation en Allemagne, pour l'industrie de laquelle il constitue un important débouché naturel. Le trafic de conteneurs, une des plus importantes activités du port néerlandais, a cependant augmenté de 9,2 %. — (AFP)

GPA va réduire son carnet de commandes. — Le géant mondial du leasing aéronautique, l'Irlandais GPA, continue de faire des coupes claires dans son carnet de commandes d'avions. Fin janvier, il devrait annoncer la baisse de 3,1 milliards de dollars (16 milliards de francs) de la liste des commandes, ramenant ainsi son carnet à 2 milliards de dollars environ (11 milliards de francs), contre 12 milliards de dollars en 1988-1989.

Anticipant les difficultés de succession de son concurrent

Besnier prend 8,1 % des Fromageries Bel

Le groupe fromager Besnier a pris une participation significative dans le capital de son concurrent Bel. La Société des Bourses françaises (SBF) a, en effet, annoncé, jeudi 31 décembre, dans un communiqué, que la Société pour le financement de l'industrie laitière (SOFIL), contrôlée par Michel Besnier, avait franchi, le 21 décembre, le seuil des 5 % des droits de vote dans la SOFIL détenait à cette date 117 600 actions, soit 8,1 % du capital (mais 5,02 % des droits de vote) de Bel.

Besnier semble ainsi s'être mis en position d'attente face aux problèmes de succession que pourraient connaître son concurrent. Le capital de Bel, société cotée sur le marché à règlement mensuel, est en effet détenu à plus de 50 % (plus des deux tiers des droits de vote) par la famille du PDG, M. Robert Fievet, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-quatre ans. Avec ses marques — La Vache qui rit, mais aussi Kin, Bonbel, Le Roitelet ou Port-Salut — Bel a réalisé l'an dernier un bénéfice net (part du groupe) de 283 millions de francs (+40 %) pour des ventes de 6,8 milliards de francs (+5,6 %).

NEW-YORK

En baisse

Petite semaine, petite hausse

FRANÇOIS BOSTNAVARON

| | Cours 24 déc. | Cours 31 déc. |
|------------------------|------------------|------------------|
| Alcoa | 52 1/4 | 71 7/8 |
| ATT | 82 3/4 | 61 |
| BioSung | 39 1/4 | 40 1/4 |
| Boji | 24 1/2 | 28 1/2 |
| De Pont de Nemours | 48 1/4 | 47 1/8 |
| Eastman Kodak | 42 5/8 | 40 1/2 |
| Escom | 62 | 66 |
| Ford | 51 1/2 | 42 3/4 |
| General Electric | 88 1/2 | 88 |
| General Motors | 87 1/2 | 82 1/4 |
| Goodyear | 86 5/8 | 86 3/8 |
| IBM | 52 5/8 | 50 3/8 |
| ITT | 70 1/2 | 70 1/2 |
| Mobil Oil | 62 5/8 | 53 1/8 |
| Pfizer | 74 1/2 | 72 1/2 |
| Schlumberger | 68 | 69 1/2 |
| Treco | 56 1/2 | 59 3/4 |
| UAL Corp. (ex-Allegis) | 122 7/8 | 128 1/8 |
| United Caribbe | 16 1/2 | 18 5/8 |
| United Tech. | 112 1/2 | 110 1/2 |
| Westinghouse | 13 1/4 | 13 3/8 |
| Xerox Corp. | 78 3/8 | 78 1/4 |

Métallurgie, mécanique

| | 31-12-82 | Diff. |
|-------------------|----------|--------|
| Carnaud-Metalbox | 181 | inch. |
| Consault Aviation | 388 | - 12 |
| De Dietrich | 1339 | + 8 |
| Firma-Usa | 245 | + 4 |
| Imital | 351 | - 2 |
| Logis Industrie | 131,10 | - 2,40 |
| Mittelwerk | 80 | + 0,15 |
| Pachery Cl | 296 | - 2 |

| | | | |
|-----------------|-----|---|----|
| Peugeot Int. | 208 | - | 4 |
| Peugeot S.A. | 586 | - | 1 |
| Peugeot Finance | 557 | - | 22 |

| | 31.12-92 | Diff. |
|--------------------|----------|--------|
| Anglo-American ... | 95,10 | - 1,90 |
| Revd. Inc. Inc. | 27,30 | - 0,90 |

| | | | |
|-------------|-------|---|-----|
| De Beyer | 68 | + | 1 |
| Diederstein | 35,80 | + | 0,1 |

| | | |
|--------------|-------|--------|
| Genco | 11.13 | + 0.25 |
| Harmony | 6.70 | - 0.30 |
| Handford | 14.25 | + 0.50 |
| Sabre-Harmon | 17.80 | - 0.13 |
| Western Deep | 53.30 | - 1.80 |

Pétrole

| | 31-12-92 | Diff. |
|-----------|----------|--------|
| BP-France | 88.90 | + 1.60 |

| | | |
|-------------|--------|------|
| EF-Aquiline | 359,90 | + 1 |
| Erag-EM | 248 | + 13 |

| | | |
|-------------|--------|--------|
| Esso | 788 | - 18 |
| Géophysique | 552 | + 14 |
| Total | 231,60 | + 4,20 |

Sicomi ou ex-sicomi

| | | |
|----------------|----------|-------|
| | 31-12-82 | Diff. |
| Bail investis. | 633 | + 3 |
| | 945 | + 13 |

| | | |
|----------------|-----|---|
| Germani | 245 | |
| Internobal ETP | 311 | |
| Internobal | 417 | + |

| | | | |
|---------------------|--------|---|------|
| Képière..... | 484 | + | 3,50 |
| Locindus..... | 717 | - | 7 |
| Solécitharques..... | 128 | - | 2 |
| Urthel..... | 335,50 | - | 6,50 |

Transports, loisirs, services

| | 31-12-92 | Diff. |
|-------------|----------|-------|
| Autres..... | 570 | - 26 |

| | | |
|-----------|------|---|
| Accol | 010 | |
| BIS | 123 | + |
| Carol Phn | 1098 | |

| | | | |
|-------------------------|--------|---|-------|
| Cap Gemini | 164,20 | + | 5,20 |
| CEP Comarciale | 232 | - | 7 |
| CGI Informatique | 270 | - | 9 |
| Club Méditerranée | 381,10 | - | 3,90 |
| Dauphin Ota | 185 | + | 11,80 |
| Départes Vieilles | 2000 | - | 0 |
| Génér. des eaux | 2145 | - | 2 |
| Eco | 255 | + | 20 |
| Euro Disney | 64,13 | + | 0,05 |
| Hachette | 80 | + | 1,16 |

| | | | |
|----------------|--------|----|---|
| Harvest | 427,50 | -- | 1 |
| Lyonnais-Dumas | 485 | -- | 2 |
| OGF | 515 | + | 3 |

| | | | |
|------------------|--------|---|-------|
| Ord. | 476 | + | ve |
| Pub. Fillpaeschi | 405 | | inch. |
| Publicis | 616 | - | 2 |
| SITA | 448,80 | + | 1,80 |
| Stipes | 365,50 | - | 9,50 |
| Sordexho | 1001 | + | 31 |
| TF1 | 366 | - | 3 |

Valeurs à revenu fixe ou indexé

| | | | |
|----|----|----|----|
| 31 | 12 | 88 | 74 |
|----|----|----|----|

| | 31-12-92 | Diff. |
|-------------------|----------|--------|
| 10 % 1978 | 100 | + 0,30 |
| 8,80 % 1978 | 99,75 | - 0,25 |
| 9 % 1979 | 99,60 | inch. |
| 10,80 % 1979 | 101,35 | inch. |
| CNE 3 % | 6150 | + 130 |
| CNE 5,000 F | 98 | - 0,60 |
| CNE Par. 3 000 F | 98,20 | - 0,90 |
| CNE Stanz 6 000 F | 97,66 | inch. |
| CNE 5 000 F | 98,90 | + 0,40 |

TOKYO

Nouveau recul

| | Cours 25 déc. | Cours 30 déc. |
|------------------|------------------|------------------|
| Ajinomoto..... | 1 310 | 1 270 |
| Bridgestone..... | 1 170 | 1 150 |

LONDRES

Progression

FRANCFORT

Optimiste

Après une pause de quatre jours due aux fêtes de Noël, la semaine avait débuté à la hausse, le DAX enregistrant lundi une augmentation de 1,16 % à 1 544,61 points. La tendance ne s'est cependant pas poursuivie les jours suivants, l'indice des 30 valeurs vedettes clôturant mardi en baisse et mercredi en hausse modérée.

Les boursiers tionnelle poussé

Le marché a été très étroit, a indiqué la Commerzbank, selon laquelle les espoirs des investisseurs se sont portés sur 1993. Les cours risquent toutefois de baisser de manière significative, à moins que la Bundesbank ne baisse ses taux, selon la même source.

La tendance était à la hausse chez les automobiles par rapport à mercredi dernier.

Indice DAX du 30 décembre
1 545,05 (c. 1 526,99).

| | | |
|----------|-------|-------|
| De Beers | 7.36 | 7.40 |
| Gloco | 7.36 | 7.38 |
| Gloco | 7.48 | 7.95 |
| GUS | 23.50 | 24 |
| KCI | 10.23 | 10.58 |
| Reuters | 14.10 | 14.02 |
| RTZ | 5.68 | 5.82 |
| Shell | 5.50 | 5.82 |
| Unilever | 11.19 | 11.10 |

| | |
|--------------|--------|
| Commerzbank | 243,90 |
| Deutschebank | 644,80 |
| Hochst | 244,70 |

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
46-62-72-67

هكذا من الأصل

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Une année record

L'euro-marché des capitaux a confirmé en 1992 son rôle de principal pourvoyeur de fonds sur le plan international. L'année s'est achevée sur un record. Au total, exprimée en dollars des États-Unis, la valeur des nouveaux emprunts de moyen et long terme émis par les entreprises a atteint 289 milliards. Par rapport à 1991, l'augmentation est supérieure à 12 %. Le nombre d'émissions n'a que peu varié (il y en a eu un peu moins de 1 700). La tendance est en effet à l'augmentation de la taille des opérations, ce qu'un débiteur a particulièrement bien illustré. Le Trésor public du Royaume-Uni, à quelques semaines d'intervalle, a drainé pour 5,5 milliards de marks et 3 milliards de dollars d'emprunts. Ce sont les plus volumineuses émissions internationales à taux fixe à avoir vu le jour.

Des dix monnaies d'emprunts qui comptent sur l'euro-marché, quatre ont gagné en importance. La prépondérance de la devise des États-Unis s'est vérifiée. Près de 37 % des nouvelles transactions ont été libellées en dollars, contre 31 % en 1991. La progression est notable. Elle a été favorisée par plusieurs éléments, parmi lesquels l'arrêt de la chute des cours de la Bourse de Tokyo a joué un rôle non négligeable en permettant à de nombreuses entreprises japonaises de recommencer à solliciter le marché international en émettant des obligations munies de bons d'acquisition d'actions. Une autre raison est le regain de faveur d'une catégorie particulière de titres, ceux dont la rémunération varie en fonction du rendement de l'argent à court terme. Dans l'ensemble, en 1992, il a été lancé en dollars pour plus de 30 milliards de telles valeurs. Pour alimenter l'appétit des bailleurs de fonds, une formule en vogue dans les années 80 a été remise à l'honneur, consistant à encadrer les revenus que les souscripteurs peuvent espérer. Assurés que l'intérêt ne tombera pas au-dessous d'un minimum donné, les investisseurs ont accepté la pers-

pective de voir leurs gains plafonner à un maximum même si le foyer de l'argent venait à s'élever.

Il reste que, tant en proportion qu'en valeur absolue (106 milliards), le dollar n'a - de loin - pas récupéré l'an passé le terrain qu'il occupait naguère sur l'euro-marché. En 1989, par exemple, il comptait pour 121 milliards, soit près de 55 % du total des émissions nouvelles. Certes, cette année-là avait été exceptionnelle car les emprunteurs japonais débordaient d'activité, jusqu'à représenter, grâce à leurs seules opérations débouchant sur des actions, environ 30 % de toutes les transactions nouvelles. Leur présence envahissante était une conséquence de la hausse formidable de la Bourse de Tokyo que rien ne semblait en mesure d'interrompre. L'effondrement de cette place n'est survenu qu'en février 1991, et les émissions japonaises ont repris qu'à un rythme modéré ces derniers mois.

Le mark en redoute

L'évolution du compartiment de l'euro-dollar de l'an passé s'explique aussi par la concurrence croissante du marché national des obligations américaines. Les opérations dites « yankees », celles qui sont émises à New-York pour le compte de débiteurs étrangers, connaissent un développement impressionnant et commencent à constituer une menace sérieuse pour l'euro-dollar, dont le centre est à Londres. Relever ce défi sera une des principales tâches des grandes eurobanques, et les talents s'exercent pour l'essentiel de ce côté-ci de l'Atlantique. A New-York, il n'est guère fait de place aux banques étrangères pour ce qui est d'organiser et de diriger des émissions nouvelles. Le problème est rendu plus difficile encore par le développement récent d'une forme hybride d'émission, les opérations planétaires ou universelles, qui participent tant de l'euro-marché que du marché américain et qui sont destinées à se placer en même temps

sur tous les continents. La plupart de ces affaires sont libellées en dollars et, en très grande partie, elles sont acquiescées par des investisseurs américains. Il n'est dans ces conditions pas surprenant que les banques des États-Unis jouent un rôle de tout premier plan dans leur montage.

En plus de ces rivalités entre les différents compartiments des titres libellés en dollars, il faut tenir compte des mouvements internes à l'euro-marché et notamment de la place prise par le deutschemark. Ce monnaie est revenue en force l'an passé avec l'équivalent de plus de 35 milliards de dollars d'émissions nouvelles, soit 12,3 % du volume des euro-obligations qui ont vu le jour en 1992. Ces chiffres sont bien supérieurs à ceux des années précédentes (20 milliards de dollars en 1991, soit 7,9 % du total, et 18 milliards en 1990, soit 10,1 %). L'avancée du mark tient avant tout à la politique d'ouverture menée par les autorités allemandes. La Banque fédérale de Francfort a libéralisé le marché l'été dernier, ce qui l'a transformé, faisant de lui la grande révélation de 1992. Tous les experts s'accordent à ce sujet, mais les statistiques qui reflètent son importance varient parfois. Les chiffres que nous publions ici ont été compilés par un établissement allemand, la BHF Bank (Berliner Handels und Frankfurter Bank), qui fait autorité en la matière.

Le yen, dont on attend beaucoup pour 1993, a terminé l'année en troisième position avec près de 34 milliards de dollars, soit 11,7 %. Suivent, ex aequo, le franc français (en progrès) et le livre sterling (en retrait), avec 24 milliards de dollars chacun, soit 8,4 %. L'éco, le grand perdant de 1992, est sixième (7,7 % de l'euro-marché contre 12,6 % en 1991), suivi du dollar canadien (5,6 % contre 8,7 %), de la lire italienne (2,7 % contre 3,5 %) et du florin hollandais, qui commence à retrouver sérieusement l'attention de tous les spécialistes (2,6 % contre 1,6 %).

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Veillée d'armes

Un curieux sentiment régnait sur les marchés des changes, à Paris et ailleurs, en cette dernière semaine de l'année 1992. L'activité y était, certes, fort réduite, la clôture des bilans n'étant guère propice aux initiatives, mais une inquiétude sourde, officiellement, et très vive chez les opérateurs, se développait à l'approche du début de l'année 1993, qui pourrait être fort agitée, du moins pour le franc français. Certains parlaient même de veille d'armes, mettant en avant la tension qui règne sur les taux d'intérêt à court terme, symptôme de fièvre tout à fait prémonitrice (voir en rubrique *Marché monétaire et obligataire*).

Un autre symptôme est la poursuite du drainage des réserves nettes en devises de la Banque de France. Le bilan au 24 décembre en porte à nouveau la trace. Si les disponibilités à vue à l'étranger n'ont régressé que de 4 milliards de francs, les comptes des banques, institutions et personnes étrangères, sont passés de 35 milliards de francs à 66 milliards de francs, ce qui signifie que les créances de ces banques étrangères ont augmenté d'autant. En clair, la Bundesbank recommence à prêter des marks à la Banque de France, pour lui permettre d'acheter (les francs qu'on lui vend libéralement). D'une semaine à l'autre, la « fonte » de ses réserves nettes de change atteint au minimum 35 milliards de francs et environ 4,5 milliards de francs si on y ajoute l'augmentation du compte 22 au passif du bilan de la Ban-

que de France. La semaine dernière, la « fonte » en question avait déjà avoisiné 45 milliards de francs, soit environ 94 milliards depuis le 12 novembre dernier. Du coup, les réserves nettes de l'institut d'émission, encore de 53 milliards de francs au 17 décembre, pourraient tendre vers zéro.

Les sorties de devises, ou plutôt les achats de francs par la Banque de France, s'effectuent, certes, à un rythme beaucoup moins rapide que lors de la grande crise de septembre (elles avaient atteint 160 milliards de francs), mais, à l'heure actuelle, elles frisent les 140 milliards de francs, ce qui est beaucoup plus inquiétant.

La force

des fondations françaises

La Bundesbank, certes, est décidée à maintenir son appui, c'est-à-dire à prêter des marks qu'elle crée, comme elle l'a indiqué à plusieurs reprises, mais il est probable qu'en cas d'accroissement des pressions sur le franc les prochaines semaines, de nouvelles mesures de coopération franco-allemande devraient être prises. Le vice-président de la Bundesbank, M. Hans Tietmeyer, a toutefois, dans des déclarations faites au *Quotidien de Paris*, estimé qu'il n'y avait pas de raison de procéder à des modifications des marges de fluctuation au sein du système monétaire européen, ce qui est en accord avec la position de 1 %. Pour M. Tietmeyer, « les

marchés n'ont pas encore pris la dimension de la force des fondations françaises » et se sont nourris du débat qui se déroule actuellement en France sur la nécessité d'avoir un franc fort. Il s'empresse d'ajouter qu'il n'y a aucune raison de modifier la parité franc-mark ». Au train où vont les choses, la Bundesbank va avoir, à nouveau, à faire face à ses engagements.

Face à une spéculation, souvent d'origine américaine (le Hedge Funds), qui, pour l'instant, ne s'accompagne aucunement de ventes d'actifs français, essentiellement des fonds d'investissement de francs aux mains des non-résidents), un peu de secours pourrait venir de la fermeté du dollar.

La devise américaine a fait un petit galop cette semaine, dans des marchés très orageux, il est vrai, mais n'a pas dépassé 1,62 DM et 5,53 francs. Mais, dans les mois qui viennent, beaucoup d'opérateurs voient le billet vert reprendre son ascension vers les 1,75 DM d'ici trois à six mois, ce qui pourrait atténuer les tensions au sein du SME et soulager un peu le franc. En fait, tout est suspendu à un assouplissement de la politique monétaire de la Bundesbank, une véritable course contre la montre étant engagée (voir ci-dessous).

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 28 AU 31 DÉCEMBRE 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE | Libra | \$ E.U. | Franc français | Franc suisse | Deutschemark | Franc belge | Florin | Lire italienne |
|-----------|--------|---------|----------------|--------------|--------------|-------------|--------|----------------|
| Londres | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 |
| New-York | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 |
| Paris | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 |
| Zurich | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 |
| Frankfurt | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 |
| Brasilia | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 |
| Amsterdam | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 |
| Milan | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 |
| Tokyo | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 | 1,5315 |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le jeudi 31 décembre, 4,2885 F contre 4,38570 F le jeudi 24 décembre 1992.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Inquiétante tension

Sur le marché de Paris, l'année 1992 s'est achevée dans une atmosphère fort peu rassurante, du moins en ce qui concerne le rendement de l'argent à court terme, qui a poursuivi son ascension. Jeudi 31 décembre, le « jour le jour » valait environ 11 % contre 10 % huit jours auparavant, et les échéances à un mois, trois mois et six mois valaient un peu plus de 12 %. Certes, la Banque de France a alimenté assez libéralement ses positions à très court terme (à 10 %, mais on obtient un escompte des liquidités tout à fait inquiétant, puisqu'il indique vraisemblablement une recrudescence d'emprunts de francs par la spéculation, pour les vendre à découvert et les racheter plus bas cette année, dans la meilleure tradition des crises monétaires).

Les conséquences de cette tension sont assez désastreuses, dans la mesure où elles maintiennent à des niveaux extraordinairement élevés les taux d'intérêt à court terme qui régissent les crédits de trésorerie (découvert) accordés aux entreprises. Ces dernières, on le sait, n'ont vraiment pas besoin d'enregistrer ainsi un nouvel alourdissement de leurs charges financières, puisqu'à taux zéro d'inflation pour leurs prix de vente effe-

ctifs, les taux réels rejoignent les taux du marché. Les banques qui financent l'immobilier, en général à court terme, voient la facture augmenter tous les jours, ce qui va gonfler leurs provisions et paralyser un peu plus l'activité du bâtiment. Engrainage pervers qui ne saurait fonctionner encore très longtemps.

Une véritable course contre la montre va s'engager au premier trimestre de l'année 1993, les marchés attendant un nouvel abaissement du taux des pensions de la Banque fédérale d'Allemagne. Ils s'engagent avec intérêt les déclarations de grands patrons allemands sur la nécessité d'une diminution des taux et les pronostics du directeur général de la Commerzbank, selon lesquels les taux directs de la Bundesbank seraient diminués de 2,5 points en 1993. En tout cas, sur ce point précis, le compte à rebours est commencé.

Sur le marché obligataire, l'activité a été tout à fait intense, puisque les transactions ont augmenté de 63 % à 4,900 milliards de francs, en liaison avec la oco moins vive augmentation du chiffre d'affaires du MATIF (+50 %). L'essentiel de cette activité a été fourni, naturellement, par les négoc-

iations sur les titres d'Etat (OAT). En 1993, il est probable que ledit marché sera également très animé. A cette occasion, nous présentons tous nos vœux à M. Sylvain de Forges et à son équipe de la sous-direction monétaire et bancaire au Trésor, rue de Bercy à Paris, qui vont avoir à émettre environ 220 milliards de francs d'Obligations assimilables en 1993, contre 177 milliards de francs en 1992, afin de combler un déficit budgétaire grandissant (165 milliards de francs), sans oublier les 150 milliards d'amortissements pour la dette à moyen et long terme. Il faut espérer que les non-résidents, déjà détenteurs de 500 milliards de francs d'OAT, resteront confiants dans la solidité du franc, sinon le Trésor aura quelque difficulté à lever ses emprunts, à moins que les SICAV monétaires fassent l'objet d'une sévère réglementation et que cesse le scandale d'une épargne (1) à dix jours mieux rémunérée qu'une épargne à dix ans.

FRANÇOIS RENARD

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

| | Cours 23-12-92 | Cours 31-12-92 |
|----------------------------|----------------|----------------|
| Or fin (à la livre) | 58 000 | 58 000 |
| Or fin (à la once) | 58 100 | 58 000 |
| Pièces françaises (20 fr.) | 331 | 332 |
| Pièces françaises (10 fr.) | 400 | 400 |
| Pièces belges (20 fr.) | 332 | 332 |
| Pièces belges (10 fr.) | 332 | 332 |
| Or fin (à la livre) | 58 000 | 58 000 |
| Or fin (à la once) | 58 100 | 58 000 |
| Pièces françaises (20 fr.) | 331 | 332 |
| Pièces françaises (10 fr.) | 400 | 400 |
| Pièces belges (20 fr.) | 332 | 332 |
| Pièces belges (10 fr.) | 332 | 332 |

Le nouveau peso est entré en vigueur au Mexique

L'introduction au Mexique du nouveau peso, prévue depuis plusieurs mois, a été réalisée le 1^{er} janvier. La monnaie mexicaine a été ainsi amputée de trois zéros, un nouveau peso valant mille anciens (1 nouveau peso = 1,75 F).

Cette mesure est justifiée par la fin de l'hyperinflation au Mexique. La baisse des prix de détail a en effet atteint 12 % seulement cette année, contre plus de 100 % à la fin des années 1980. Dans un pre-

mier temps, les anciennes et nouvelles coupures peuvent coexister et les prix sont exprimés en anciens et en nouveaux pesos. Le salaire minimum journalier est passé de 12 000 à 12 pesos.

Cependant, les nouvelles pièces de monnaie et les billets n'ont pas encore été distribués et une partie de la population redoute que ce changement, a priori purement technique, se traduise par une diminution du pouvoir d'achat.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le café reprend des forces

Le café joue sur du velours. Depuis plus d'un mois, les cours du robuste se sont redressés au point d'atteindre leur plus haut niveau au début de l'année. A Londres comme à New-York, la tonne vaut à peu près 1 000 dollars. L'arabica s'est établi, lui, à 1 700 dollars la tonne. L'écart des prix entre les deux variétés n'est pas si important qu'il y paraît : si le caféier robuste est, comme son nom le laisse supposer, vigoureux et facile d'entretien, l'arabica, arbrisseau fragile et délicat qui pousse en haute montagne, demande beaucoup de soins. « Le robuste est, pour au moins, payé à sa valeur, mais il n'en va pas de même de l'arabica », estime Sam Mezrahi, directeur général de Tardivat International. Les cours sont en dessous des coûts de production, ils permettent à peine de survivre.

Bref, la situation devenait si aberrante, si catastrophique pour la filière café que les pays producteurs en venaient à souhaiter une bonne sécheresse, comme en 1986 où les cours avaient doublé en l'espace de trois mois. Heureux temps où le café valait 2 600 dollars la tonne parce que des rumeurs de sécheresse circulaient, à propos du Brésil.

En définitive, l'année s'était soldée par une récolte record et des prix à nouveau déprimés. Il n'est pas rare de voir ainsi le marché pris de convulsions du fait d'anticipations hasardeuses.

Une offre pléthorique

En une cinquantaine de jours, le marché s'est retourné comme un gant. L'offre était si pléthorique, les utilisateurs si sûrs de tenir la situation en main, qu'ils ont attendu la dernière minute pour se couvrir. Les voilà aujourd'hui fébriles, en quête de marchandises disponibles dans l'immédiat. Les torréfacteurs anticipent une poursuite du redressement des cours et craignent, non pas des ruptures d'approvisionnement, mais des retards de livraison. C'est assez pour rendre le marché tendu, nerveux.

L'USDA (le département américain de l'agriculture), qui publie en général des estimations de production qui s'avèrent supérieures au volume réel, vient pourtant de revoir à la baisse la récolte du Brésil, premier producteur mondial. Elle n'excéderait pas 24 millions de sacs (1) pour cette campagne, alors qu'elle était de 27 millions l'année dernière. Le disponible exportable se trouve amoindri puisque les besoins locaux s'élèvent à 9 millions de sacs environ. Or, le café brésilien constitue la base des

mélanges effectués par la plupart des torréfacteurs européens.

D'ordinaire, la Colombie, deuxième producteur mondial, riche en arabica le plus apprécié, comble les déficiences du Brésil. Mais la récolte de ce pays - de l'ordre de 13 millions de sacs en moyenne - vient d'être, elle aussi, estimée à la baisse. Pour combattre une maladie ommée « brocca », l'équivalent exotique de notre « mildiou », les autorités ont organisé une campagne d'arrachage dans l'Armenia, la région la plus productive, mais aussi la plus touchée de la Colombie. 700 000 hectares auraient ainsi été concernés sur les 1 100 000 hectares de surfaces plantées en caféiers. L'USDA s'attend à une baisse de la production d'au moins 5 %.

Les pays dits centraux - le Costa-Rica et le Guatemala - sont pas en meilleure posture. A court d'argent - jugeant les prix du café trop bas - les planteurs n'ont plus protégé leurs arbres contre la rouille, ce champignon qui abîme les grains et jaunit les feuilles. Ces pays manquent également de moyens pour financer leur exportation. Les utilisateurs sont d'autant plus inquiets que les stocks ont considérablement diminué. 45 millions de sacs représentent à peine six mois de consommation. Certes, le café existe. La difficulté vient de ce qu'il ne se trouve plus dans les pays producteurs mais dans les pays consommateurs ; et les pays producteurs - de l'avis de nombreux spécialistes - ne savent pas, à l'exception de la Colombie, commercialiser leurs marchés. Les circuits d'approvisionnement ne paraissent de plus en plus compliqués, surtout en Afrique, dont les livraisons n'arrivent jamais à temps. Le resserrement de l'offre tend incontestablement les cours. A cette composition essentielle s'ajoutent les perspectives optimistes liées à l'accord international du café. Les négociations, en effet, reprendront le 25 janvier à Londres, dans l'espoir d'une conclusion en mars prochain. Si les échéances ne sont pas encore certaines, le climat semble prudent, non seulement entre pays producteurs, mais aussi entre ces derniers et les pays consommateurs. Le marché redonne également cette notion partagée. D'épine en épine, se tisse ainsi le fil d'un accord longtemps attendu.

MARIE DE VARNEY

(1) Un sac = 60 kilos.

| PRODUITS | COURS DU 31-12 |
|----------------------|--------------------|
| Café (à la livre) | 1 537,50 (+ 48,50) |
| Trois mois | Libre |
| Arabica (à la livre) | 1 700 (+ 5,50) |
| Trois mois | Libre |
| Niché (à la livre) | 6 021 (+ 116) |
| Trois mois | Libre |
| Sucre (à la livre) | 258,50 (+ 2,50) |
| Mars | Libre |
| Café (à la livre) | 1 601 (+ 35) |
| Janvier | Libre |
| Cacao (à la livre) | 936 (+ 32) |
| Mars | Libre |
| Biz (à la livre) | 353 (+ 5) |
| Mars | Libre |
| Mais (à la livre) | 216 (+ 3) |
| Mars | Libre |
| Soy (à la livre) | 137,40 (+ 2) |
| Janvier | Libre |
| Pétrole (à la livre) | 18,20 (inch) |
| Brut Ferner | Libre |

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Après la visite du président Bush à Mogadiscio

Les Américains commenceront à retirer leurs troupes de Somalie « vers la fin janvier »

Le président George Bush a quitté la Somalie samedi 2 janvier dans la matinée, au terme d'une visite de près de deux jours rendue aux troupes participant à l'opération « Restore Hope ». Les Américains ont décidé de commencer le retrait de leurs forces « vers la fin janvier ». Dix-sept personnes ont été tuées et vingt-cinq autres blessées au cours des combats qui ont eu lieu jeudi à Mogadiscio entre clans rivaux (le Monde du 2 janvier).

L'annonce du début du retrait américain a été faite, vendredi, par le colonel Michael Hagan, à la direction des opérations de l'armée américaine à Mogadiscio. « Le redéploiement commencera vers la fin du mois de janvier », a-t-il indiqué, sans préciser le nombre de soldats qui se retireront alors. Le commandement a également décidé de « ne pas envoyer en Somalie une force de plus quatre mille » marines « qui devaient venir prochainement », a-t-il précisé.

Le président Bush avait auparavant inauguré la nouvelle année en visitant un orphelinat à Baldo, à 230 kilomètres à l'ouest de Mogadiscio, et en souhaitant que les États-Unis puissent voir l'opération « Restore Hope » toucher à sa fin. « Nous n'allons pas abandonner le peuple somalien », a cependant souligné le président en visitant cet orphelinat qui accueille quelque

800 enfants. Nous accomplirons notre tâche et nous assurerons un suivi de notre mission de maintien de la paix, car nous sommes là pour maintenir la paix; l'espoir revient.

De nouveaux incidents ont opposé des clans rivaux à Mogadiscio, dans la nuit de vendredi à samedi, a annoncé un porte-parole américain. Des combats ont éclaté peu après minuit sur la route reliant l'ambassade américaine à l'aéroport. Les échanges de tirs ont cessé avec l'arrivée d'un contingent de « marines ».

Précédant à leur première intervention militaire depuis leur déploiement le 25 décembre dans la région d'Hodoud, à 300 kilomètres au nord-ouest de Mogadiscio, les forces françaises ont arrêté jeudi, près du village somalien de Yei, à proximité de la frontière éthiopienne, trois pillards membres de l'armée éthiopienne, qu'ils ont remis le lendemain aux autorités militaires de leur pays, a indiqué une source militaire française.

Samedi matin, le secrétaire d'Etat français à la défense, M. Jacques Mellick, a rendu visite pendant quelques heures aux 2 500 soldats français déployés dans la région d'Hodoud, M. Mellick a fait cette escale en Somalie après avoir passé quatre jours en compagnie des 1 500 militaires français qui participent à la mission de paix de l'ONU au Cambodge. (AFP, Reuters)

A l'occasion du Nouvel An

Pékin a lancé un appel à l'unité du régime et du pays

Le régime communiste chinois a entamé l'année 1993 sur un appel général à l'unité et à l'obéissance absolue à ses ordres, assorti d'un vigoureux rappel de l'ambition qu'il nourrit de récupérer Hongkong et Taiwan.

PÉKIN

de notre correspondant

La presse a dressé un tableau roissant des réalisations du régime sur le plan intérieur, mettant en valeur la forte croissance économique résultant de la relance des réformes. Au plan diplomatique, elle a mis l'accent sur la normalisation des relations de Pékin avec la communauté internationale, phénomène qui, a-t-elle relevé, a amené pas moins de vingt-trois chefs d'Etat et douze chefs de gouvernement étrangers à se succéder en visite officielle en Chine en 1992.

L'éditorial du Quotidien du peuple du vendredi 1^{er} janvier a insisté sur le rôle dirigeant du Parti communiste en soulignant : « A présent que les politiques, principes et objectifs de base de la nation ont été clairement établis, la clé réside dans leur mise en œuvre d'une manière pratique », ténie pour laquelle « le parti et la nation tout entière doivent s'unifier derrière le comité central du PCC dont le camarade Jiang Zemin est le noyau ».

Cet appel à l'unité suit une série de remaniements effectués dans plusieurs instances du régime dans la foulée du quatorzième congrès

du PCC, tenu en octobre, dont les effets ont été particulièrement sensibles dans l'armée. M. Jiang Zemin, secrétaire général du parti, a confirmé, le 30 décembre, l'ampleur du remaniement militaire, généralement jugé comme le plus vaste jamais opéré au sein de l'armée depuis la prise du pouvoir par les communistes en 1949. Quelque trois cents postes auraient changé de titulaire.

S'adressant à une audience de militaires mis à la retraite, M. Jiang a estimé que « la qualité de l'ensemble des dirigeants a été clairement améliorée. Cela est d'une grande portée pour la préservation de l'unité et de la cohésion de l'armée, et renforcera le rôle dirigeant du parti auprès des troupes ».

Taiwan et Hongkong

Dans l'assistance figuraient un certain nombre de généraux historiques — tels les généraux Zhang Aiping, Li Desheng, Xiao Ke, Ye Fei — qui passent pour avoir joué un rôle-clé dans l'éviction, lors du quatorzième congrès, de l'ancien chef de l'Etat, le général Yang Baoping et du début de mise à la retraite de son demi-frère, le président Yang Shangkun. Ce dernier, en tant que chef de l'Etat, a cependant mis à profit le Nouvel An pour lancer de nouveaux signaux de la détermination de Pékin à récupérer Hongkong et Taiwan, au nom d'une réunification nationale « qui ne peut être en rien entravée ».

Envers Taiwan, il a réitéré la volonté de Pékin de voir les autori-

tés de l'île « adopter des mesures concrètes aussi rapides que possible pour lever hostilité et barrières » entre les deux entités chinoises. A Taiwan, le président Lee Teng-hui s'est lui aussi déclaré favorable à la réunification, à condition qu'elle se fasse « dans la liberté, la démocratie et la distribution juste de la richesse ».

Il a exhorté le continent à « plaquer le bien de la Chine au-dessus des intérêts politiques afin que les blessures laissées par l'histoire puissent se résorber ». Et, plus prosaïquement, il a souhaité que puisse se poursuivre « le développement de l'expérience de Taiwan » appelé voilé au maintien du statut d'indépendance non déclarée dont jouit l'île.

Le chef de l'Etat communiste a enfin condamné les « obstacles » mis, aux yeux de Pékin, par le gouverneur de Hongkong, M. Chris Patten, à une transition en douceur d'ici à 1997, et pressé le gouvernement colonial britannique de

« changer d'attitude et d'en revenir au chemin de la coopération » avec le continent. La bousculade de retardes qui a fait, lors du réveillon, vingt morts à Hongkong a été l'occasion pour Pékin de se montrer particulièrement présent. Les envoyés du gouvernement communiste, qui avaient pour habitude de se faire discrets dans les affaires locales, se sont rendus au chevet des blessés, et Pékin a fait connaître toute la compassion que lui inspirait ce drame.

Sans aller jusqu'à se livrer à une exploitation explicite de cette affaire, la Chine populaire s'est visiblement efforcée de se poser en autorité pleine de sollicitude alors que se rapproche l'heure du transfert de souveraineté, le 1^{er} juillet 1997. Jeudi enfin, les premières pièces de monnaie hongkongaises ne comportant pas le portrait de la reine d'Angleterre ont été mises en circulation.

FRANCIS DERON

Un sondage publié par le « Handelsblatt »

Deux tiers des Allemands se déclarent opposés à une monnaie européenne

FRANCFORT

de notre correspondant

Deux tiers des Allemands se prononceraient « contre une monnaie européenne commune », selon les résultats d'un sondage effectué fin novembre auprès d'un échantillon de 3 048 personnes par l'institut EMNID et publié par le quotidien économique Handelsblatt jeudi 31 décembre.

Ce rejet n'est pas une surprise, tant les Allemands sont attachés au mark qui symbolise le redressement du pays depuis la fin de la guerre. Les sondages sont rares sur ce sujet en Allemagne parce que le processus de ratification n'a pas

fait l'objet de consultation directe, mais d'un vote au Parlement. Toutefois, il semble que les rangs des opposants éroient puisqu'une enquête effectuée en 1989 donnait seulement 56 % d'opinions négatives.

Le refus provient surtout des femmes au foyer et des rentiers (73 % « contre ») et des couches les moins aisées de la population (entre 70 et 73 % « contre »). Concernant le rythme de l'intégration européenne arrêté à Maastricht, 31 % des personnes estiment qu'il est « trop rapide » et 40 % veulent une « pause ». Seulement 19 % l'estiment bon et 9 % trop lent.

E. L. B.

Depuis le 1^{er} janvier

Hausse des tarifs des taxis et de la redevance télévisée

Un arrêté publié au Journal officiel du 31 décembre fixe à 6 % la hausse, en 1993, des prix des taxis. La prise en charge passe à 14 francs, l'indemnité kilométrique de 3,90 francs et l'heure d'attente ou de marche lente à 130 francs. Les tarifs de prises en charge dans les gares, ports, aéroports et des suppléments pour le transport d'une quatrième personne adulte, d'enfants et de bagages peuvent être majorés de 6 %.

La lettre « S » de couleur bleue est apposée sur le cadran du taxi-

mètre après adaptation aux tarifs de 1993. Un délai de deux mois est accordé pour modifier les compteurs. D'ici là, l'usage d'un tableau de concordance est obligatoire. Les arrêtés préfectoraux d'application de ce texte seront publiés au plus tard le 31 janvier.

La redevance télévisée est revalorisée de 4,5 %. Son montant sera de 606 francs (+ 26 francs) pour un poste couleur et de 390 francs (+ 17 francs) pour un récepteur noir et blanc.

Dans la presse d'extrême droite

M. Martinez cède la direction de « Minute-la France » à M. Penciolelli

« Avec cette année 1992 prend fin mon aventure à la tête de Minute-la France », annonce M. Serge Martinez dans l'éditorial du dernier numéro (daté 30 décembre-3 janvier) de l'hebdomadaire d'extrême droite, dont il avait pris la direction en janvier 1990. « Une nouvelle équipe, précise M. Martinez, prend en main les destinées de notre journal, sous la direction de Gérard Penciolelli, avec lequel j'ai signé un accord qui réunit dans un même groupe les titres de la presse nationale que vous connaissez déjà : le choc du mois, Engagez sur l'histoire, la Lettre de Magazine hebdo. » Cette lettre confidentielle est rédigée par M. Jean-Claude Valla.

Souhaitant « bon vent » à la publication qu'il dirigeait, M. Martinez écrit que « la télévision et son information prédatrice, les radios et leurs journaux en pilules, la presse écrite proutière démont les lobbies dispensateurs de publicité suffisent apparemment à nos contemporains qui, bien souvent, redoutent la vérité plus qu'ils ne la recherchent ».

Directeur de société, ancien membre du RPR, M. Martinez a adhéré en 1987 au Front national, qu'il a représenté dans différentes élections et dont il a dirigé la fédé-

ration de Paris jusqu'en octobre dernier (le Monde du 15 octobre), date à laquelle il a donné sa démission de ses mandats électifs et de ses fonctions au sein du parti d'extrême droite. M. Martinez avait été nommé au comité central du Front national en 1990 par M. Jean-Marie Le Pen.

Le nouveau président-directeur général et directeur de la publication de Minute-la France, M. Penciolelli, est un militant de longue date de l'extrême droite. Ancien membre d'Ordre nouveau et du Parti des forces nouvelles, il s'est lancé dans l'édition et la presse au début des années 70.

En compagnie de M. Jean-Marc Brissaud, aujourd'hui secrétaire général du groupe l'épistémiste au Parlement européen, il a dirigé une association dont M^{me} Catherine Barnay, actuellement responsable de la rédaction du choc du mois, était la présidente. Ce mensuel vient d'avoir été condamné, en première instance et en appel, pour un article niant la réalité du génocide des juifs et des Tziganes pendant la seconde guerre mondiale.

O. B.

Bien que les résultats ne soient pas définitifs

Le chef de l'Etat, M. Daniel Arap Moi, est assuré de remporter l'élection présidentielle au Kenya

NAIROBI

correspondance

Le chef de l'Etat, M. Daniel Arap Moi, était assuré d'obtenir un quatrième mandat présidentiel, vendredi 1^{er} janvier, bien que les résultats des élections de mardi fussent encore incomplets. Avec 1,7 million de voix, il devançait largement M. Kenneth Matiba, président du FORD-Asili (1,2 million de suffrages). Au sujet des élections législatives, le parti au pouvoir, la KANU, s'est dit certain d'obtenir la majorité absolue, mais il semble qu'il ne puisse l'emporter qu'avec une très faible majorité.

Alors qu'il ne fait plus guère de doute qu'il remportera l'élection présidentielle (et son parti, les législatives), le chef de l'Etat, M. Daniel Arap Moi, a beau jeu de se présenter aujourd'hui comme le garant de la stabilité du pays face à une opposition qui apparaît comme mauvaise perdante. « L'opposition pousse le Kenya vers la guerre civile », a-t-il déclaré vendredi 1^{er} janvier, en déclarant la possibilité de recommencer les élections, comme le

demande l'opposition : « C'est un jeu que le KANU s'occupe de jouer », a-t-il déclaré. M. Arap Moi a également appelé l'opposition à « être fidèle aux idéaux de la démocratie » et le monde entier « à rendre justice à ce qu'il a fait ».

Après avoir échangé insultes et accusations durant toute la campagne électorale, les chefs des trois grands partis de l'opposition, dont l'impression d'avoir compris trop tard la nécessité de s'unir pour évincer du pouvoir le président Arap Moi, se sont brusquement réunis pour dénoncer les « foudres massives du pouvoir ». Devant la presse, ils ont annoncé qu'ils rejettent par avance le résultat des élections pour en réclamer aussitôt de nouvelles, « libres et honnêtes ».

Le chef de l'Etat, selon l'opposition, a subverti le processus démocratique en plaçant des obstacles devant les partis d'opposition et le peuple kenyan. La longue liste de fraudes recensées reste encore vague. Mais, déjà sujette à la surenchère, elle prête à caution. Un exemple : les autorités auraient empêché l'inscription de trois millions de jeunes sur les listes électorales ; pour sa part, l'ambassadeur américain ne paraît pas d'un million de jeunes « oubliés » par la commission électorale.

Des observateurs prudents

Les différents rapports des observateurs étrangers, publiés le 31 décembre, font état d'irrégularités, mais se gardent de porter un jugement d'ensemble. Les représentants du Commonwealth ont constaté « un réel manque d'engagement de la part du gouvernement » pour la démocratisation. Le responsable du groupe, le juge Georges Telford, estime que, « quelles qu'en soient les imperfections, le scrutin du 29 décembre exprime directement le choix des citoyens ».

Selon l'Institut républicain international (IRI), basé à Washington, les retards de procédure dans les bureaux de vote et les centres de dépouillement « laissent penser qu'il y aurait eu des tentatives de manipulation ». Mais, pressé de dire si ces élections ont bien été libres et honnêtes, un membre de l'IRI a répondu, prudent, que c'était aux citoyens kenyans d'en décider.

Manifestement, les multiples irrégularités dénoncées par l'opposition ne sont pas évidentes pour les observateurs étrangers, qui hésitent à dire si elles ont eu une influence décisive sur les résultats. Le rapport définitif qu'ils remettront au mois de janvier conclura probablement que ce scrutin a été « relativement libre et honnête », comme le fait remarquer le quotidien indépendant la Nation.

Le président Arap Moi se défend d'avoir truqué les élections, prenant à témoin la défaite de quinze de ses ministres aux législatives. Il rejette catégoriquement l'annulation du scrutin, car « il faut respecter la volonté populaire ». Estime-t-il avoir satisfait aux exigences des donateurs qui avaient suspendu leur aide dans l'attente de réformes démocratiques ? « S'ils croient aux élections libres et honnêtes, ils devraient accepter celle-ci », considère-t-il.

Quelque peu désemparé, l'opposition recherche une stratégie pour convaincre les bailleurs de fonds étrangers et la population qu'il faut recommencer les élections. Avec, pour seul argument, une menace : « L'indignation populaire » pourrait perturber le pays. Mais il n'est pas sûr que les pays donateurs, ni même les Kenyans, la suivent sur ce terrain.

JEAN HÉLÈNE

SOMMAIRE

DATES

Il y a cent vingt-cinq ans : l'entrée du Japon dans l'ère Meiji 2

ÉTRANGER

Le traité START-2 soumis à la signature de MM. Bush et Eltsine 3
Les révélations sur l'implication des services secrets militaires dans le « sabotage politique » en Afrique du Sud 4
Loin des capitales : El Carizal, entre Salvador et Honduras 5

POLITIQUE

M. Delors veut redonner au PS « le goût de s'affirmer socialiste » 6
Livres politiques : « Comme ils nous voient », par André Laurens 6

HEURES LOCALES

« Les régions privilégient l'investissement » : Marseille : difficile regroupement 7
« Midi-Pyrénées : Albi près de Toulouse » : Alsace : l'information du livre foncier 7
« Valencienne : lueurs d'espoir au fond du puits » 7 à 10

SOCIÉTÉ

Les loups reconquissent l'Amérique 11
Les Douze définissent vers une pratique commune du droit d'asile plus restrictive 11
Une maison pour les autistes à Lorient 11

CULTURE

Chirico à Rome : un désir d'éternité 13
John Franklin Koenig au Musée de Metz 13
François Carpentier, homme de lettres 13

ÉCONOMIE

Le nombre d'allocataires du RMI a progressé de 13 % en 1992 15
Télévisions publiques en quête d'Europe 15
Les journalistes de la presse écrite et les envoies de l'industrie textile américaine 15
Le gouvernement brésilien veut ralentir l'inflation et poursuivre les privatisations 15
Revue des valeurs 16
Crédit, échanges, grands marchés 17

Services

Abonnements 2
Cartes 6
Légion d'honneur 12
Météorologie 6
Mots croisés 11
Télévision 12
Spectacles 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 2 janvier 1993 a été tiré à 361 665 exemplaires.

كتاب العالم